14-18 : l'Allemagne affamée

Le Monde



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15409 – 7 F

VENDREDI 12 AOÛT 1994

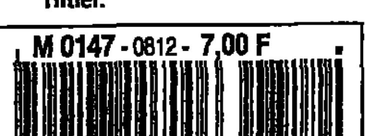
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Scandale judiciaire outre-Rhin

POUR avoir contribué à « la résistance du peuple allemand » contre les réparations auxquelles « prétendent » les juifs sous prétexte d'Holocauste, un homme vient de faire l'objet d'un surprenant geste de clémence de la part de la justice de son pays. Bien qu'il ait été condamné à un an de prison pour incitation à la haine raciale, Günter Deckert, président du parti d'extrême droite NPD, a bénéficié d'un sursis d'autant plus choquant qu'il a été accompagné des félicitations du tribunal. Ce dernier, dans les attendus qui viennent d'être rendus publics, rend hommage à cet « homme de caractère, à cette personnalité consciente de ses responsabilités », et loue ses « convictions sincères, son grand engagement, ainsi que le temps et l'énergie qu'il consacre à les défendre ». Des « convictions » qui consistent, en l'occurrence, à nier la réalité de l'Holocauste (« techniquement impossible », selon Deckert) et à qualifier les juifs de « peuple parasite » vivant aux dépens des Allemands.

L'INDIGNATION est grande, en Allemagne et ailleurs. Au nom du chancelier Kohl, le porte-parole adjoint du gouvernement de Bonn « regrette » les prises de position des juges, qui se sont ouvertement montrés complices des « négationnistes ». Le procureur de la République de Mannheim a fait immédiatement appel du verdict. Le Congrès juif européen s'inquiète, et il n'est pas le seul, devant un tel dérapage judiciaire, qui « s'inscrit en opposition à une nouvelle Allemagne démocratique qui a officiellement reconnu sa responsabilité dans les événements tragiques de la seconde guerre mondiale ». Une Allemagne dont on serait en droit d'attendre, au moment où elle célèbre le cinquantième anniversaire de l'attentat manqué contre Hitler, qu'elle ait définitivement « fait son deuil » de son passé.

LA justice allemande, décidément, n'a pas su complètement éradiquer les traces de son passé. Après 1945, il n'y a eu aucune véritable épuration dans ce secteur. On vient de découvrir que Theodor Maunz, l'auteur du commentaire officiel de la Constitution de la République fédérale, aujourd'hui décédé, écrivait dans des feuilles d'extrême droite à ses heures perdues. Il n'y a aucune raison, toutefois, de suspecter la majorité des magistrats allemands qui est attachée à la démocratie, mais que l'on voit souvent incapables de mesurer la portée politique de leurs décisions. Pourquoi, par exemple, les auteurs d'attentats racistes ne sont-ils pas toujours condamnés avec la sévérité qui s'impose ? Il y a quelques années, on créait des quartiers de haute sécurité pour les criminels de la Fraction Armée rouge. Le scandaleux verdict de Mannheim risque d'apporter de l'eau au moulin de toute une mouvance intellectuelle allemande, actuellement en progression, qui estime que l'heure est venue de tirer un trait définitif sur les crimes de Hitler.



M 0147 - 0812 - 7,00 F

Avec une expansion attendue de 2 % en 1994 et de 3 % en 1995

L'accélération de la reprise en Allemagne devrait stimuler la croissance européenne

L'état de santé de l'économie allemande est en voie d' amélioration. Après une crise très grave qui aura duré plus d'un an – entre l'automne 1992 et la fin de 1993 –, la croissance économique a repris au début de 1994. Les dernières prévisions tablent sur une expansion de 2 % cette année et environ 3 % en 1995 après un recul de 1,2 % en 1993. L'Allemagne, qui aura besoin d'une croissance assez forte pour réduire ses importants déficits publics et son chômage, pourrait donc continuer de baisser ses taux d'intérêt à court terme, ce qui favoriserait la reprise en Europe.

L'Allemagne est en train de remonter la pente. Ou, plus exactement, de sortir du guêpier dans lequel l'a jetée la réunification. Cette année, la croissance économique pourrait atteindre 2 % et peut-être 3 % en 1995, à en croire les plus récentes prévisions. Mais avant d'en arriver là l'Allemagne aura cheminé longtemps dans un tunnel sans lumière dont elle commence tout juste à émerger, avec quatre millions de chômeurs officiels. Six millions même, en tenant compte des Allemands bénéficiant de mesures comme la formation professionnelle, qui les excluent de la comptabilisation des sans-emploi. Au cours des trois dernières années, l'industrie allemande aura perdu 900 000 postes de travail, notamment dans la machine-outil, l'électro-technique, la construction automobile.

On imagine mal ces difficultés, aggravées par une conjoncture mondiale défaillante, parce que depuis plus de trente ans l'Allemagne s'est bâti l'image d'une économie triomphante à travers justement son industrie automobile, sa chimie, ses machines-outils... Aussi faut-il utiliser des images très noires pour donner une idée de la gravité de la crise qui a secoué l'Allemagne entre l'automne 1992 et la fin de l'année dernière.

Jamais depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, « l'heure zéro de 1945 », notre voisin n'avait connu pareille récession. Dans l'ancienne RFA, la richesse nationale a reculé de presque 2 %, faisant perdre au pays l'équivalent de 200 milliards de francs, la moitié exactement du produit national d'une nation comme la Grèce, qui a tout de même plus de dix millions d'habitants. Egalement dans la partie ouest du pays, le nombre des chômeurs a augmenté de 454 000 au cours de la seule année 1993.

Sans doute la très sévère récession de 1992-1993 a-t-elle aussi été la contrepartie de la folle activité qui s'était emparée du pays tout entier à la suite de la chute du mur de Berlin fin 1989. Les chiffres de la croissance économique sont là pour rappeler l'ampleur de la vague qui avait alors déferlé : + 5,7 % en 1990, + 4,5 % en 1991.

ALAIN VERNHOLES

Lire la suite page 17

La crise de la Bastille

Le directeur musical de l'Opéra de Paris, Myungh Whun Chung, est sommé de se soumettre ou de se démettre

La crise qui ravage l'Opéra-Bastille depuis son inauguration en 1989 connaît un nouveau développement. A la valse des administrateurs et des directeurs, aux grèves à répétition, aux déprogrammations et aux changements incessants de distributions succède, en pleine période estivale, la remise en cause des fonctions et des prérogatives de Myungh Whun Chung, son directeur musical. Le divorce semble inéluctable. Alors que les premières répétitions de *Simon Boccanegra*, de Verdi, qui doit ouvrir la saison 94-95 sous la direction de Chung, devraient commencer dans cinq jours, la direction de l'Opéra reste inflexible et cherche des chefs d'orchestre qui pourraient le remplacer au cours de l'année.

Le chef d'orchestre coréen a, en effet, reçu il y a quelques jours un ultimatum signé par Jean-Paul Cluzel, directeur « intérimaire » de l'Opéra national de Paris, mais rédigé en plein accord avec Hugues Gall, qui entend, à son arrivée en 1995, assumer les pleins pouvoirs à la tête de l'institution. Il fait suite à un précédent courrier auquel le chef coréen aurait dû répondre le 13 juillet. Hugues Gall et la direction de l'Opéra national de Paris exigent que son directeur musical renégocie le contrat qui le lie à l'établissement jusqu'en l'an 2000. Le chef d'orchestre refuse de se soumettre aux principales exigences de la direction et soutient qu'elles sont un prétexte pour le contraindre au départ *(lire l'entretien avec Myungh Whun Chung page 15)*.

Myungh Whun Chung a été nommé directeur musical de l'Opéra en 1989. Il remplaçait Daniel Barenboïm, dont le contrat avait été rompu le 13 janvier 1989 pour des raisons identiques à celles qui sont invoquées aujourd'hui par l'Opéra pour renégocier celui de Myungh Whun Chung (1).

ALAIN LOMPECH

Lire la suite page 15

(1) Daniel Barenboïm devait gagner 6 950 000 francs par an en 1990.

La lutte contre les réseaux intégristes soupçonnés d'aider les terroristes algériens

L'islam de France se radicalise

Majoritairement modérée, la communauté musulmane est devenue plus perméable à certaines thèses extrémistes

L'islamisme n'est-il en France qu'un phénomène marginal ? La France pourrait-elle un jour devenir la base arrière, le « sanctuaire » du FIS algérien ? Posées depuis des mois, dans l'affolement par les uns, avec des haussements d'épaules par les autres, ces deux questions, après l'attentat d'Alger du 3 août et les arrestations de militants intégristes, ne peuvent plus être évitées. Elles n'ont pas fini de secouer l'opinion française alors que la crise qui a éclaté de l'autre côté de la Méditerranée paraît durable et que s'agrègent à elle, en France, des phénomènes aussi massifs que le malaise social des banlieues, le sous-encadrement et la radicalisation d'une population de trois millions au moins de musulmans.

La sécurité et l'immigration vont ainsi revenir à grande vitesse dans le débat public. M. Pasqua est à l'aise sur de tels terrains. Mais le risque qu'il prend aujourd'hui en traquant l'islamisme, en cherchant à démanteler ses réseaux, en arrêtant ses militants présumés, n'est pas mince. Si la période se passe sans dégâts sur le sol français, il en tirera (à son bénéfice ou à celui d'un autre) un avantage politique. Si la situation dérape, c'est l'extrême droite qui en profitera.

A terme moins éloigné, l'effet le plus pervers de la politique de fermeté et de répression engagée par le ministre de l'intérieur serait de favoriser l'amalgame entre des réseaux islamistes, plus ou moins bien implantés et actifs en France, et la grande masse des musulmans – pas seulement algériens ou d'origine algérienne – qui, s'ils n'ont aucune sympathie pour la violence et le terrorisme, verraient dans les *« martyrs de Folembray »* la répétition d'une histoire déjà longue d'injustices et d'exclusions. Le risque serait de faire basculer la communauté musulmane, au moins sa frange la plus jeune et la plus révoltée, dans le soutien à des hommes ou groupuscules extrémistes qui n'ignorent pas qu'à la différence de la *« première guerre d'Algérie »* ils ne disposent d'aucun autre relais dans la société française.

Sans doute a-t-on longtemps hésité, à l'égard de la communauté islamique en France, entre l'angélisme et la diabolisation. En réalité, l'islam de France est très majoritairement modéré, soucieux de paix, d'éducation et d'intégration, soumis quotidiennement au racisme et à la marginalisation. Mais, plus que jamais, il est aujourd'hui vulnérable en raison de l'effondrement de la plupart des réseaux politiques, syndicaux, municipaux, caritatifs, religieux de prise en charge et de solidarité sociale. Les partis de gauche, les maisons de jeunes, les « patronages » de toute obédience ont déserté. Jusqu'aux associations antiracistes qui se sont développées dans les années 80, mais qui, désormais, sont discréditées et démobilisées.

HENRI TINCQ

Lire la suite page 3

Charles Pasqua seul en scène

Le « réalisme » du ministre de l'intérieur est appuyé ou admis par la plupart des forces politiques

L'actualité sert M. Pasqua, installé une fois encore au carrefour stratégique de la sécurité, de la lutte contre l'intégrisme islamique et de l'immigration. Le ministre de l'intérieur ne fait, ainsi, que son devoir, comme en novembre dernier, avec les arrestations alors opérées dans les milieux proches du FIS en France. Qu'il s'agisse de la protection des citoyens, de la laïcité, des allées et venues de ressortissants étrangers ou de l'intégration des populations issues de l'immigrations, M. Pasqua est dans son domaine. Il s'expose, naturellement, à deux reproches au moins : faire preuve d'excès de zèle et outrepasser les limites de ses fonctions. Cependant, alors que l'inactivité du mois d'août a pour effet de braquer les projecteurs sur son action, le ministre de l'intérieur pourrait se plaindre, au contraire, du peu d'écho qu'elle paraît rencontrer dans l'opinion. Les responsables politiques ne se bousculent pas pour lui donner la réplique.

C'est à peine si Jean-François Deniau, soutenu par Bernard Stasi, a réclamé un peu plus de *« distance »* vis-à-vis du gouvernement algérien – alors que M. Pasqua avait déclaré que la France n'avait pas d'autre choix que de le soutenir –, et si Roland Dumas a opposé à la politique actuelle *« l'équilibre »* respecté, selon lui, par les gouvernements socialistes passés entre le régime en place à Alger et son adversaire islamiste (*le Monde* du 11 août). A gauche, le MRG s'est étonné de voir le ministre de l'intérieur définir, en la matière, la politique extérieure de la France ; la semaine dernière, le PS avait observé que face au FLN et au FIS il existe, en Algérie, une opposition démocratique. C'est tout.

Seul en scène, M. Pasqua semble, aussi, seul aux commandes, même s'il s'entretient au téléphone, deux fois par jour, avec Edouard Balladur. Il s'étonne, d'ailleurs, que certains directeurs de cabinet prennent leurs vacances en même temps que leur ministre, ce qui sous-entend que les événements devraient préoccuper davantage les autorités gouvernementales. La réponse est toute prête : quand M. Pasqua est là, les autres ministres – et leurs principaux collaborateurs – peuvent partir en vacances tranquilles. Là encore, il est permis de penser que les collègues du ministre de l'intérieur ne jugent pas utile de rehausser son action par la constitution de fait d'une sorte de « cellule de crise » autour de lui.

En fait, cette situation n'est pas pour lui déplaire, et le ministre de l'intérieur n'a besoin ni de sortir de son rôle ni de forcer son talent pour l'assumer. Il est dans ses attributions, en effet, d'assurer la « surveillance du territoire » – mission confiée à l'une des polices placées sous son autorité – et il est dans sa nature de le faire de manière aussi visible que ferme, afin que nul ne doute de la détermination ni de la mobilisation de l'Etat.

PATRICK JARREAU

Lire page 3

MUSULMAN MODÉRÉ

INTÉGRISTE DANGEREUX

BON !... HEU !... EN GROS, ÇA NE VA PAS ÊTRE SIMPLE !

PLANTU

La bataille de la RAI

Critiquée par Silvio Berlusconi, objet de discorde entre les partis au pouvoir et otage des rapports entre télévisions privée et publique, la RAI est aussi fragilisée par ses luttes internes. Et la question de la *lottizzazione* reste posée, comme l'indique au *Monde* l'ancien président de la RAI, Enrico Manca.

page 10

Les rebelles mexicains pour le bulletin de vote

« Marcos », héros des rebelles du Chiapas, estime que *« l'heure n'est pas à la lutte armée »*. Avec 6 000 délégués d'organisations de gauche, il a appelé à voter massivement, le 21 août, contre le parti au pouvoir.

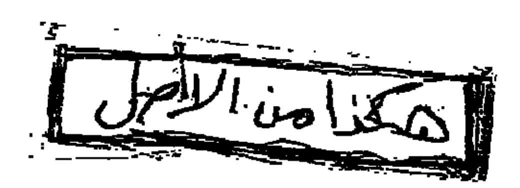
page 6

Mémoires d'un obsédé sexuel

A la fin du XIXe siècle, un vieil Anglais fortuné entreprit de raconter anonymement et par le menu sa vie érotique, qui, elle aussi, fut fort riche. Pour la première fois, l'intégralité de *Ma vie secrète* commence à être publiée en français.

« Le Monde des livres », page 11

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 580 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2400 L ; Liban, 1,20 US$; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 550 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 $ (N.Y. 2 $).





« Conservez les noyaux de fruits pour faire de l'huile ! » Une affiche du comité de guerre allemand pour l'huile et les graisses. (Document Historial de la Grande Guerre.)

L'Allemagne connut en 1916 une récolte catastrophique de pommes de terre, la nourriture de base. S'ajoutant au manque déjà habituel de diverses denrées, ce facteur de faim et de malnutrition et le recours obligé aux navets eurent de lourdes conséquences sur le moral et la cohésion sociale des Allemands.

22. L'« hiver des navets » outre-Rhin

C'est fin 1916 que la guerre s'est vraiment installée en Allemagne. En 1914, on avait vu partir les soldats, on savait que beaucoup d'entre eux ne reviendraient plus jamais ; on avait connu le chômage à cause du manque de travail civil ; et les femmes avaient pris l'habitude – nouvelle – de faire la queue devant les magasins pour acheter les vivres. Mais on avait continué, pourtant, d'envoyer aux soldats, qui ne s'en plaignaient point, des petits paquets contenant des saucisses, du tabac, etc.

Les Allemands avaient l'impression qu'ils pouvaient à la rigueur remplacer d'eux-mêmes, ou par l'ersatz le plus fantaisiste, les 20 à 30 % de nourriture manquante importés avant la guerre.

Le café, on pouvait s'en passer : le thé aussi ; le chocolat n'était pas indispensable ; il fallait cependant en convaincre le peuple. Ce qui fut fait à grand renfort d'affiches et autres publicités incitant la population à goûter les avantages de la soupe aux flocons d'avoine.

C'est en automne 1916 que cette situation difficile mais supportable pour la plupart (les pauvres des grandes villes souffraient en fait déjà terriblement) fut bousculée soudainement : la récolte des pommes de terre s'avéra totalement insuffisante cette année-là.

Or, la nourriture de base des Allemands, c'étaient les pommes de terre. Et il en manquait plus de 5 millions de tonnes, absolument indispensables pour nourrir la population. La situation devenait donc dramatique. Écoutons la description de la situation par un journaliste américain, George Schreiner, alors à Berlin : « *Un jour, je suis sorti pour voir s'il y avait parmi les hommes et les femmes faisant la queue des visages ne portant pas les traces de la faim.* [...] *J'ai inspecté très attentivement quatre longues files de gens. Parmi les quelque 300 personnes, je n'en ai pas vu une seule qui ait mangé à sa faim depuis des semaines déjà. Il y avait des jeunes femmes et des enfants dont la peau exsangue s'était rétrécie sur les os. Les yeux étaient enfoncés à l'extrême, les lèvres sans couleur, et les cheveux en mèches témoignaient du fait que la force nerveuse des corps s'en allait avec la force physique.* »

Evidemment, les maladies sévissaient sur les corps incapables de résistance : les cas de tuberculose doublèrent entre 1916 et 1918.

« Au front, j'ai connu des journées dures, mais j'ai quand même vécu beaucoup mieux »

Tout est dit sur la situation nouvelle dans les souvenirs, tellement saisissants et véridiques (polémique incluse...) d'Ernst Glaeser : « *A la fin, ce fut un hiver très dur. La guerre en arriva à traverser les différents fronts et exerça sa pression sur le peuple. La faim détruisit notre solidarité : les enfants commencèrent à voler la ration des autres. Bientôt, les femmes en files denses devant les magasins parlaient plutôt de la faim de leurs enfants que de la mort de leurs maris. La guerre avait changé de finalité. Elle avait créé un front nouveau. Ce front-là, il était tenu par les femmes contre l'entente des gendarmes et des contrôleurs. Bientôt un rôti de mouton nous a excités davantage que la chute de Bucarest* (1). »

Cela n'est nullement un souvenir reconstruit. Dans les lettres que les soldats reçoivent de leurs parents se multiplient alors des plaintes « minant » sans doute le moral de la troupe. Certaines tombent (parfois) dans les mains de la censure militaire, comme celle-ci, adressée par un soldat à un camarade, prisonnier de guerre en France, qui lui avait envoyé une photo : « *Mon cher Hans, tu as évidemment un peu maigri, mais ne crois pas que chez nous nous ayons meilleure mine. Parfois, je ne peux plus me tenir debout, tellement je suis faible et rompu, et plusieurs fois déjà j'ai songé à revenir au front. Là-bas, j'ai vécu des journées dures, mais j'ai quand même vécu beaucoup mieux. Alors, mon cher Hans, attends patiemment la fin de ce massacre des peuples, car ici, chez nous, ce n'est vraiment pas facile* (2). »

Dans cette Allemagne où, à partir de l'hiver 16-17, la pomme de terre est largement remplacée par les navets, surgissent les racontars les plus fabuleux et des chansons populaires de plus en plus agressives, voire subversives. On y dénonce le plus souvent la prétendue débauche des officiers, ceux de l'étape et de l'arrière surtout. On raconte que telle offensive a échoué parce que les soldats à leur tour étaient trop mal nourris pour marcher. On raconte aussi que la gestion et la distribution des vivres par les autorités sont tellement mal organisées qu'on en est arrivé à laisser pourrir, à Munich, 30 000 œufs frais... Ces rumeurs atteignirent un tel degré de gravité que les autorités militaires prirent la résolution d'obliger les gens à leur indiquer les fausses nouvelles afin de pouvoir mieux observer l'opinion publique.

Hindenburg et Ludendorff souhaitaient une militarisation complète de la société

Evidemment, cette faim avait des implications politiques. Elle avait des résultats désastreux sur le moral et sur la cohésion de la société allemande, au moment où un énorme effort de redressement était nécessaire si l'on voulait garder l'espoir de gagner la guerre. La bataille de la Somme avait montré aux autorités militaires que, malgré le succès relatif de la résistance opiniâtre des soldats allemands, l'avance prise par les Alliés dans les capacités d'approvisionnement en armes et munitions était devenue formidable.

Le 28 août 1916 sont institués comme chefs militaires les deux héros les plus estimés et les plus redoutés, Hindenburg et Ludendorff. Ils prennent en main, à grand renfort d'intrigues et de menaces, les leviers du commandement militaire dans son ensemble. Ce faisant, ils ont l'intention de se substituer radicalement au pouvoir civil et de procéder à une militarisation complète de la société allemande, seule méthode, selon Ludendorff, pour organiser la victoire.

Leur aide-mémoire en date du 13 septembre 1916 est une source incomparable pour illustrer l'esprit de ce nouveau militarisme exacerbé, né de la guerre et pendant la guerre, et dont les porte-parole sont deux héros nationaux incontestés. Ce mémoire demande que le gouvernement fasse un *Kriegsleistungsgesetz*, une loi réglant les services à rendre pendant la guerre. Qui est apte au travail manuel doit être inséré dans l'industrie de guerre – et cela vaut aussi pour les femmes. « *Il y a*, dit cet aide-mémoire, *des milliers de veuves de soldats morts à la guerre qui ne font que coûter de l'argent à l'Etat* (sic !). *De même, il y a des milliers de femmes et de jeunes filles qui traînent ou qui exercent des professions inutiles. Mais qui ne travaille pas n'a pas le droit de manger ; ceci est valable, vu notre situation, pour les femmes aussi.* »

Selon ce texte, aux conséquences toutes nouvelles, le service militaire doit être étendu jusqu'à l'âge de cinquante ans. La jeunesse mâle doit être instruite énergiquement à partir de l'âge de seize ans pour les besoins du service militaire. A cet effet, elle doit être libérée dans la mesure du possible du travail dans les usines et dans les écoles. Les universités, elles, devaient être presque complètement fermées tant que durerait le conflit. Seuls devaient s'y poursuivre les enseignements utiles à la guerre (chimie, médecine, etc.).

Le gouvernement s'opposa énergiquement à cette façon de procéder. « *Nous risquerions d'introduire dans le corps de notre économie un dysfonctionnement mortel, si nous tentions de remplacer sa respiration naturelle par des mesures autoritaires.* » Telle est la réponse, empreinte de libéralisme économique, du chancelier Théobald von Bethmann-Hollweg aux demandes des autorités militaires. Mais puisque celles-ci voulaient un geste susceptible de montrer au monde entier la volonté allemande de tout faire pour vaincre il fallut faire quelque chose. Après maintes discussions parlementaires, la « loi sur le service auxiliaire patriotique » fut promulguée le 5 décembre 1916.

C'était une loi longue, touffue et détaillée, dont la mesure la plus spectaculaire était l'obligation, pour tous les hommes de dix-sept à soixante ans, de se tenir à la disposition du « service auxiliaire patriotique ». La définition des contenus concrets et des cadres de ce service restait cependant bien vague : en principe, tout travail comportant une parcelle même infime d'utilité militaire pouvait y figurer. Un ouvrier n'était plus libre de changer de travail sans y être autorisé par son patron. En cas de litige, des commissions devaient en juger.

Mais l'ouvrier des usines « *à utilité militaire* » ayant le droit, par cette loi nouvelle, de chercher une amélioration de ses conditions de vie, il en résulta rapidement une très forte compétition parmi les patrons pour s'approvisionner en main-d'œuvre spécialisée (de plus en plus rare), quitte à tolérer une augmentation considérable des salaires. Et puis la loi institua, pour la première fois en Allemagne, des « *conseils ouvriers* » au sein des industries de guerre. Ces conseils étant pour la plupart peuplés par les militants et permanents syndicaux, il en résulta rapidement une toute nouvelle légitimité des confédérations ouvrières. Cette structure nouvelle créée par la guerre aura tout son impact sous la République de Weimar. Il est frappant d'observer que cette Allemagne militarisée à l'extrême par la rhétorique guerrière comme par la production du matériel ne l'était pas du côté des politiques. Respecter les principes du libéralisme, afin que l'économie puisse se rétablir pleinement après la guerre, ne pas étendre l'obligation du travail aux femmes, telles sont les préoccupations du gouvernement civil. Et d'une certaine façon il y a réussi, au grand dam de Ludendorff, qui préconisait, dans ses missives de plus en plus pressantes, voire ulcérées, de mettre sur pied cette économie de la guerre totale qui, malgré tout, n'était pas encore en place. Ludendorff et ses confrères, purs produits de l'élite militaire prussienne, n'étaient simplement pas capables d'admettre que pour qu'il y ait guerre totale il fallait d'abord que le peuple mange.

Après l'armistice, la faim ne cessa pas, car les Alliés maintenaient leur blocus

La guerre terminée par l'armistice du 11 novembre, la faim ne cessa pas, et l'hiver 18-19 fut si dur que même les navets restèrent une nourriture inaccessible pour ceux qui mouraient de faim. Car le blocus allié ne fut pas levé malgré l'armistice. Au sein du conseil des vainqueurs, le gouvernement français, entièrement préoccupé de diminuer dans la mesure du possible tout risque d'une reprise des hostilités par l'Allemagne, insista sur le maintien du blocus économique. Le maréchal Foch était d'accord sur ce point avec les affaires étrangères et le ministère des finances, ce dernier ne tolérant pas que l'Allemagne puisse acheter de la nourriture avec un argent qu'on entendait réserver pour la reconstruction de la France envahie, détruite et souffrante.

Il en résulta de graves altercations parmi les vainqueurs après que le fameux économiste anglais John Maynard Keynes eut dépeint, dans un rapport publié début 1919, la famine qu'il avait observée lui-même dans un jardin d'enfants de Berlin. Et, après l'intervention d'officiels américains qui redoutaient sérieusement une explosion de la faim au profit des bolcheviks, la situation fut lentement débloquée. Le 24 mars 1919, les premiers navires de commerce arrivaient dans le port de Hambourg pour décharger les vivres si désespérément attendus.

La guerre finie pour les estomacs ne le fut cependant pas dans les cerveaux : sur l'arrière-plan de refus collectif de la *Kriegsschuld* (responsabilité allemande de la guerre), le souvenir de la famine provoquée par le blocus de l'après-armistice fit naître une branche nouvelle de l'économie politique, liée aux problèmes de l'autarcie. Ce qu'étudièrent à fond les protagonistes du *Lebensraum* à l'Est, le recteur de l'Université de Berlin l'a dit à ses étudiants, le 18 janvier 1921, à l'occasion du cinquantenaire de la fondation du Reich : « *Le droit à la nourriture de la nation est une base tout aussi inaliénable dans la vie des peuples que le droit à la liberté. La nation allemande a vécu des années durant dans la misère extrême. Elle exige son droit à la nourriture. Il va falloir que nous nous aidions nous-mêmes. Qui fait confiance à la bonne volonté de l'étranger est perdu.* »

En France, les difficultés avaient été bien moindres. Mais les tensions sociales existaient. A Paris, en 17, ce sont les femmes qui, les premières, entrent en mouvement.

Gerd Krumeich
Historial de la Grande Guerre

(1) Extrait de *Classe 22*.
(2) Lettre citée par Ute Daniel.

LIRE

- Ute Daniel
  « Womens work in industry and family », dans Richard Wall et Jay Winter eds., *The Upheaval of War. Family, Work and Welfare in Europe, 1914-1928*
  Cambridge University Press, New-York, 1988
- Ute Daniel
  The War from within. German women in the First World War
  Oxford, Berg Publisher, à paraître en octobre 1994
- Ernst Glaeser
  Classe 22
  Éd. allemande 1928
  Trad. Éditions Victor Attinger, 1929
- Gerald D. Feldman
  Army, Industry and Labour in Germany
  1966, Oxford, Berg Publisher, 1992
- Avner Offer
  The First World War : An Agrarian Interpretation
  Claidon Press, Oxford, 1989
- Georges-Henri Soutou
  L'Or et le Sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale
  Fayard, 1989
- Charles Paul Vincent
  The Politics of Hunger. The Allied Blockade of Germany, 1915-1919
  Ohio University Press, 1985

PROCHAIN ÉPISODE : LES MIDINETTES EN GRÈVE A PARIS

La crise algérienne et la répression des réseaux islamistes en France

L'auteur de l'assassinat des cinq Français aurait été identifié

« L'auteur principal et l'instigateur » de l'assassinat de cinq Français – trois gendarmes et deux agents consulaires – le 3 août dernier à Alger, a été identifié, mais n'a pas été arrêté, a-t-on appris, mercredi 10 août, de source officielle à Alger. Il s'agirait de Djamel Zitouni, vingt-six ans, chef d'un groupe armé opérant principalement dans la zone de Birkhadem, à l'entrée ouest de la capitale.

Aussitôt après l'attentat, les forces de sécurité avaient lancé, sans résultat apparent, de vastes opérations de recherche des neuf membres du « groupe Zitouni », qui s'étaient évanouis dans la nature. Elles semblent avoir accumulé suffisamment d'indices pour repérer les auteurs de l'attaque mais, pour le moment, aucune arrestation n'a été annoncée. Ancien militant du Front islamique du salut (FIS), dont il aurait dirigé le bureau de Birkhadem, Djamel Zitouni a rallié très vite les rangs du Groupe islamique armé (GIA), l'aile la plus radicale de la mouvance intégriste.

Ce serait un proche de Chérif Gousmi, alias Abou Abdellah Ahmed, chef du GIA depuis la mort de Mourad Si Ahmed, alias Djaafar El Afghani, et de neuf de ses lieutenants, tués en février dernier à Alger.

Selon les premiers éléments de l'enquête officielle, Djamel Zitouni, à la tête d'un *« commando de la mort »* du GIA, a fait preuve d'un grand sang-froid face aux deux gendarmes français de faction à l'entrée de la cité d'Aïn-Allah. Parlant un excellent français, il a fait passer son groupe et lui mêmepour des *« gendarmes algériens »* et s'est fait ainsi ouvrir la grille principale de la résidence.

Djamel Zitouni est soupçonné d'avoir assassiné en mars dernier deux autres ressortissants français, l'industriel Roger-Michel Drouaire et son fils Pascal-Valéry, égorgés à leur domicile de Birkhadem. Il est aussi soupçonné d'être l'auteur de la fusillade du restaurant Kousseiria, dans le parc zoologique d'Alger, qui avait fait quatre morts le 11 juillet, dont deux ressortissants de l'ex-Yougoslavie. Au début de juillet, il avait personnellement démenti, dans des appels téléphoniques aux médias, sa mort annoncée, trois mois plus tôt, par la presse locale. – *(AFP.)*

POINT DE VUE

La honte et le drapeau

par Nabile Farès

QU'IL soit permis à un écrivain qui a désiré, pour son pays une pleine responsabilité historique et humaine de s'indigner, ici, du peu de cas que l'on fait actuellement, en Algérie et ailleurs, de la dignité – précisément – étrangère, ou nationale, qu'importe !, de l'humain. De cette dignité qui nous fait humain devant les femmes, humain devant les enfants, humain devant les hommes ; humain devant les dieux ; humain devant les adversaires ; humain, devant nous-même ; humain, devant chaque instance de l'humain.

Et rien ne peut, aujourd'hui, après tant de massacres effectués par les idéologies et les idéologismes, se justifier par quelques meurtres, crimes, assassinats, tueries... et, encore moins, une prise du pouvoir politique par la religion, la perversion ou l'ethnisme.

Trop de massacres, à notre goût, rendront fatalement nécessaires des guerres dites humanitaires, qui ne manqueront pas non plus d'entraîner d'autres catastrophes pour cet être fragile, pauvre, que nous sommes, en tant qu'humains, pris, cette fois, entre l'indignité faite honte – sans doute – et... le drapeau.

► Ecrivain français d'origine algérienne, Nabile Farès a publié notamment la Mort de Salah Baye ou la vie obscure d'un Maghrébin (1980), l'Etat perdu (1982) et l'Exil au féminin (1987).

Le ministère de l'intérieur continue ses opérations de police

Le gouvernement français ne change pas de cap dans sa lutte contre les islamistes algériens. Mercredi 10 août, six nouvelles personnes, toutes de nationalité algériennes, ont été interpellées, en région parisienne et en province (Lille, Lyon, Marseille), avant d'être transférées à la caserne de Folembray. Selon un communiqué diffusé dans l'après-midi par le ministère de l'intérieur, ces personnes, *« par leurs activités en relation avec un mouvement qui prône et pratique la violence et le terrorisme, présentent un danger pour la sécurité publique »*.

Cinq d'entre elles font l'objet d'un arrêté ministériel d'expulsion. En attendant de trouver un pays disposé à les accueillir, elles ont été assignées à résidence à Folembray. Au total, ce sont donc vingt-deux personnes, dont une femme, qui étaient regroupées, jeudi 11 août, en fin de matinée, dans ce village de l'Aisne. L'assignation à résidence d'une vingt-troisième personne, Ahmed Zitouni, a été *« transférée dans le Pas-de-Calais »*. Cet épicier de Liévin qui, selon son épouse française, *« boit de l'alcool et ne pratique pas la prière »*, ne semble pas avoir le même profil que les islamistes retenus dans la caserne.

Deux avocats qui rendaient visite à leurs clients à Folembray ont jugé *« inadmissible »* et *« contraire aux droits de la défense »* qu'une *« palpation »* du corps, en plus d'une fouille de leurs affaires, leur soit imposée par les gendarmes chargées de la surveillance des islamistes. Mᵉˢ Nathalie Crouzillet et Jean-Daniel Dechezelles n'ont pu rencontrer leurs clients. Ils ont annoncé leur décision de saisir le bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris et le ministre de l'intérieur.

Par ailleurs, les opérations de contrôle d'identité se sont poursuivies dans les grandes villes. Plusieurs associations antiracistes ont exprimé leur hostilité face à ces opérations. Le Syndicat général de la police (SGP-FASP, proche de la gauche et majoritaire chez les gradés et gardiens parisiens) a rappelé, mercredi, que la situation actuelle ne *« saurait être exploitée au profit du tout sécuritaire »* et que la *« liberté du citoyen doit être respectée »*. Estimant que *« lutte contre l'insécurité et grand spectacle ne font pas bon ménage »*, le syndicat précise : *« prenons garde que des opérations « coup de poing » ne deviennent des opérations « coup de pub. » « Bon nombre de policiers sont détournés de leurs missions initiales et sont soumis à des rythmes de travail inhabituels »*, indique le communiqué diffusé par le SGP.

Les contrôles d'identité inquiètent les militants antiracistes

Plusieurs associations antiracistes ont désapprouvé, mercredi 10 août, les opérations de police lancées par le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua. Après la FASTI et SOS-Racisme, le MRAP et la Ligue des droits de l'homme ont exprimé leur *« inquiétude »*. *« L'application des mesures antiterroristes ne doit pas servir de prétexte ou d'alibi à des actions conduites contre des ressortissants étrangers vivant paisiblement en France »*, estime le MRAP. La Ligue des droits de l'homme demande l'arrêt de ces opérations de sécurisation *« essentiellement médiatiques »*, jugeant que les contrôles d'identité *« n'ont abouti à aucune arrestation en relation avec les menaces d'actions violentes qui en étaient la raison officielle »*. Le Mouvement des jeunes socialistes partage les mêmes craintes sur *« les conséquences des gesticulations pasqualiennes »*, qui *« accroissent le sentiment d'insécurité et de psychose »*.

En revanche, l'association France-Plus soutient *« la position du gouvernement pour assurer la sécurité de l'ensemble des citoyens et des étrangers vivant en situation régulière sur le territoire national »*, en recommandant, cependant, aux autorités françaises *« d'effectuer les contrôles d'identité dans le plus strict respect des droits »*. Avec la même réserve, Robert Hue, interrogé sur France-Inter, n'a pas désapprouvé formellement l'action du ministre de l'intérieur. Disant *« prendre très au sérieux les menaces de porter la violence sur le territoire français »*, le secrétaire national du PCF a affirmé qu'*« il est évident que des mesures de protection et de sécurité publique doivent être prises, mais à condition que ce soit dans le scrupuleux respect de la légalité et du strict respect des droits de l'homme. »*

Claude Cheysson, ancien ministre socialiste des affaires étrangères, accepte sans la moindre réserve la réponse de M. Pasqua à la menace islamiste. « Les mesures prises par Charles Pasqua, explique-t-il dans un entretien à *la Vie* du 11 août, *montrent qu'il a compris la situation. Les intégristes nous déclarent la guerre ; nous devons les combattre. Tout socialiste que je suis, j'estime que le gouvernement actuel se montre nettement plus éclairé sur cette question que le précédent* (...). *Il n'est plus question de dialoguer dans ces conditions. Notre réponse ne peut être que brutale. C'est une guerre qui nous est déclarée. »*

L'attitude de la France à l'égard du gouvernement algérien en place demeure aussi au centre des débats. Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, qui *« approuve les mesures prises par Charles Pasqua »*, l'a qualifiée de *« réaliste »* parce que *« correspondant aux intérêts de la France »*. Les socialistes sont divisés. Pour M. Cheysson, la France doit aider le gouvernement algérien *« à gagner cette guerre »*. *« Nous n'avons pas le choix, quoi que nous pensions du pouvoir actuel »*, plaide-t-il. Les jeunes socialistes réclament, au contraire, *« que le gouvernement français cesse son soutien inconditionnel à un régime militaire et illégitime et demande l'ouverture rapide de négociations avec l'ensemble des forces vives en Algérie qui condamnent le terrorisme »*. M. Hue juge, également, que la France doit se dispenser *« d'aider aveuglément le gouvernement algérien »*. Il préconise *« des mesures concrètes »* afin de *« s'attaquer aux racines, c'est-à-dire à la situation économique et sociale difficile en Algérie, dont se nourrit la propagande intégriste »*.

En tout état de cause, Martin Malvy , président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, demande des explications à Edouard Balladur. *« Le gouvernement*, affirme-t-il, *ne saurait plus longtemps réduire le dossier algérien à de seuls contrôles d'identité* (...). *La vraie question est la suivante : y a-t-il de vraies menaces, et lesquelles ? Le gouvernement doit y répondre, et le premier ministre doit expliquer aux Français la politique de son gouvernement et les résultats qu'il en espère. »*

L'islam français se radicalise

Suite de la première page

Les frustrations et les revendications de toute une jeunesse immigrée de banlieue se perdent dans les sables ou sont récupérées. *« Ils n'ont plus le choix*, dit un policier, *qu'entre les dealers ou les imams »*.

Excessif sans doute, mais l'Etat lui-même, pour des raisons qui tiennent à une conception rigide de la laïcité, après l'essai manqué du CORIF par les gouvernements de gauche (1), semble avoir renoncé à favoriser la représentation officielle de cette communauté et l'organisation du culte musulman. Or celles-ci sont, depuis au moins une décennie, l'enjeu d'une compétition féroce entre des institutions historiques comme la Grande Mosquée de Paris, qui est bien en cour auprès de M. Chirac et de M. Pasqua, et des associations ou fédérations d'associations comme la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) et, de plus en plus, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), qui cherchent à l'étranger leurs soutiens idéologiques et financiers.

Que, dans un tel contexte, aient prospéré les mouvements de « réislamisation », dans les banlieues déshéritées autant que dans une jeunesse éduquée, n'est plus guère étonnant, l'islam exerçant la *« fonction tribunicienne »* délaissée par les autres. Depuis la fin des années 80, l'affaire Rushdie, celle du voile islamique, la guerre du Golfe, la montée du FIS en Algérie ont été autant d'étapes d'une radicalisation progressive dont il est à craindre qu'elle serve, aujourd'hui ou demain, les ambitions les plus folles des islamistes.

Un spécialiste comme Gilles Képel, qui publiera à la mi-octobre un nouvel ouvrage sur les mouvements islamistes en Occident, fait ainsi de l'affaire du voile de Creil, en 1989, le début d'une *« révolution copernicienne »*. Jusqu'alors, pour les militants islamistes, la France était une *« terre de contrat »*. Elle devient une *« terre de mission »*. L'école, la laïcité, la République sont rejetées. Les militants islamistes qui font le siège des jeunes musulmanes de Creil et de leurs parents marocains prennent acte de la sédentarisation de la communauté musulmane en France. Mais, la greffant sur les revendications sociales des beurs francisés, ils proposent désormais une logique de compensation, celle de l'*« enclave »*, de l'*« auto-organisation »*, comme dit Képel, un modèle « communautariste » qui est aux antipodes du modèle historique français d'intégration citoyenne, républicaine, égalitaire, et qui s'apparente davantage aux modèles anglais ou américain.

Moins d'un an plus tard éclate la guerre du Golfe. En dépit d'un consensus de façade, elle va provoquer de nouvelles fractures graves au sein de l'islam de France. Les fausses notes, les manifestations extérieures de soutien à Saddam Hussein sont rares, mais la cause anti-occidentale rencontre des sympathies croissantes au sein d'une population immigrée où les révoltes régulières de jeunes, comme celle de Vaulx-en-Velin en 1990 *(« l'intifada des banlieues »)*, reproduisent les luttes de libération, celle des Noirs aux Etats-Unis et surtout celle des Palestiniens. Les mouvements de *« réislamisation »* et les révoltes sociales des banlieues font leur jonction et des militants de la Marche des beurs de 1983, pour qui la référence à l'islam était alors tout à fait étrangère, vont ostensiblement jusqu'à se convertir.

Ainsi, en moins de cinq ans, les divisions du mouvement antiraciste, le malaise croissant des banlieues, la percée d'une sorte de « communautarisme » islamique, dont les revendications en faveur du voile sont le meilleur symbole, et le cycle provocation-répression en Algérie ont-ils largement préparé le terrain aux réseaux islamistes en France. Si personne n'est aujourd'hui en mesure, avec sérieux, de préciser leur importance et leur influence, leurs thèmes et leurs méthodes ressemblent de plus en plus étrangement à ceux du FIS.

C'est en février 1991 qu'apparaît sur la scène la Fraternité algérienne en France (FAF), qui n'a pas de lien statutaire avec le Front islamique du salut, mais qui répercute fidèlement ses idées et ses actions. Modestement, à sa naissance, elle se définit comme *« le porte-parole des sympathisants du FIS en France »*. Mais son bulletin, *Le Critère*, interdit en avril 1993, renaissant périodiquement sous d'autres titres, trace la chronique de la *« dictature »* et de la *« répression »* en Algérie, de leurs *« complicités françaises »*, des *« exécutions »* de *« collaborateurs »* laïques ou communistes...

La carrière de son chef de file, Mohamed Kraouche, est symbolique du profil de ces *« militants de la réislamisation »*, comme les appelle Gilles Képel, qu'ils soient ou non sympathisants du FIS, généralement bien éduqués, combinant efficacement la compétence professionnelle (dans des métiers qualifiés) et le travail social de terrain. Né en Algérie, il arrive en France à l'âge de vingt ans environ, fait des études d'informaticien, travaille pour la mairie communiste d'Argenteuil, fait du soutien scolaire à Taverny (Val-d'Oise), où il habite, fréquente des associations connues pour leur militantisme islamique, comme le *Tabligh* ou le Groupement islamique de France.

La Fraternité algérienne en France et des associations de « réislamisation » qui ont le vent en poupe, comme l'Union des jeunes musulmans dans la région lyonnaise (UJM) ou l'Union des organisations islamique de France (UOIF), drainent ainsi des sympathies non négligeables en favorisant un quadrillage social analogue à celui qui a servi de rampe de lancement au FIS en Algérie. Dans les banlieues, elles se font les champions de la moralité publique, luttent contre la drogue, la délinquance, organisent le soutien scolaire, aident les familles en difficulté. Elles créent leurs propres circuits de formation (comme la première « université » islamique dans la Nièvre, à l'initiative de l'UOIF), organisent des sessions, des séminaires, des camps de vacances.

Elles vont répétant qu'il vaut mieux construire des mosquées que des prisons, appellent les fidèles, y compris les jeunes, à la prière, à la rectitude morale, au jeûne du ramadan, recommandent aux filles le port du voile, etc.

Grâce à ces actions de terrain, ces militants tissent des relations avec les élus locaux des banlieues, à qui ils apportent une certaine paix sociale (et des voix électorales), mais dont ils tirent une légitimité qui renforce leur popularité.

Encore une fois, ces phénomènes restent très minoritaires. On ne saurait tirer des conclusions sur l'ampleur d'un mouvement social comme celui-ci, encore moins bâtir des prévisions sur la capacité de la communauté musulmane de France à servir de base arrière au FIS, à répondre à ses besoins d'argent, de logistique et d'encadrement. Mais cette articulation entre une revendication « communautariste » élaborée par des militants islamistes, même peu nombreux, et la crise identitaire et sociale de toute une jeunesse urbaine issue de l'immigration est désormais évidente.

Elle ne peut même qu'encourager la comparaison avec des mouvements islamistes qui, comme en Algérie, bâtissent leur succès par le travail caritatif à la base, la prise en charge des problèmes de l'existence quotidienne, la multiplication des services autour des mosquées, le retour à la pratique religieuse, la suppléance de l'Etat. Mais aussi par un rejet viscéral de l'Occident, de la France et, surtout, par une dramatique fascination pour le terrorisme et la violence.

HENRI TINCQ

(1) Créé par Pierre Joxe en mars 1990, le Comité de réflexion sur l'avenir de l'islam en France (CORIF), regroupant une quinzaine de personnalités musulmanes, a obtenu quelques résultats, mais n'a pas survécu à ses divisions, ni au retour de la majorité de droite en 1993. M. Pasqua, ministre de l'intérieur et des cultes, ne l'a jamais réuni.

Charles Pasqua seul en scène

Suite de la première page

Qu'en agissant ainsi, M. Pasqua pense aussi à cultiver son propre jardin et à soigner sa popularité est conforme à la règle du jeu.

Il appréciera certainement, à ce titre, l'appui de Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, ordinairement préposé à la critique du gouvernement, mais qui ne trouve rien à redire aux actes et propos du ministre de l'intérieur. Rappelé à l'ordre par son supérieur dans la hiérarchie du RPR, Alain Juppé, il y a quinze jours (*le Monde* du 27 juillet), M. Debré rend la monnaie de sa pièce au ministre des affaires étrangères en approuvant le *« réalisme »* qu'incarne M. Pasqua vis-à-vis de l'Algérie. Il ne fait pas de doute, en effet, que deux orientations coexistent, au sein du gouvernement, à propos de l'Algérie. Il y a un an exactement, M. Juppé déclarait, déjà, que *« le* statu quo *actuel en Algérie n'est pas tenable »* et invitait les autorités algériennes à en sortir par *« une réforme économique »* et *« une consultation politique avec toutes les forces démocratiques »*. Cette position n'a pas été révisée par M. Juppé, qui l'a réaffirmée à plusieurs reprises. Or, lorsque M. Pasqua observait, la semaine dernière, que *« le choix réside entre la capacité du pouvoir actuel à maîtriser la situation ou l'arrivée au pouvoir des intégristes »*, il confortait davantage le régime en place qu'il ne l'incitait à se réformer. Considérant comme une *« fumisterie »* le pari sur l'émergence d'un *« islamisme modéré »*, le ministre de l'intérieur ne fait manifestement pas la même analyse que son collègue des affaires étrangères sur la réalité des *« forces démocratiques »* avec lesquelles le pouvoir algérien pourait ou devrait dialoguer.

Le principales puissances industrielles, réunies à Naples il y a un mois, avaient souhaité ce dialogue. François Mitterrand l'a rappelé au conseil des ministres le 3 août – le jour même de l'assassinat de cinq fonctionnaires français à Alger –, mais l'Elysée n'a exprimé, depuis lors, aucune réserve sur les déclarations de M. Pasqua, non plus que sur ses décisions en matière de sécurité. Le président de la République avait indiqué, devant les ministres, que les aides apportées à l'Algérie doivent être maintenues, dans la mesure où elles sont destinées à démontrer la solidarité de la France avec le peuple algérien. Cela revenait à écarter l'idée d'utiliser ces aides comme un moyen de pression sur les autorités algériennes, auxquelles le chef de l'Etat demandait pourtant, il y a deux ans, après la « suspension » du processus électoral, de *« renouer au plus tôt les fils d'une vie démocratique qui s'amorçait »*.

La crainte de l'intégrisme et celle d'un afflux de réfugiés si un pouvoir islamique s'installait à Alger commandent le comportement des responsables français. Ainsi la « ligne Pasqua » s'impose-t-elle par défaut, seules quelques organisations antiracistes donnant de la voix pour s'inquiéter de la suspicion que les contrôles d'identité font de nouveau peser sur la population d'origine maghrébine installée en France.

PATRICK JARREAU

La répression des réseaux islamistes en France

CLÉS/ *Procédures d'urgence et de contrôle*

■ **Urgence absolue.** Prévue par une ordonnance du 2 novembre 1945, l'urgence absolue est l'une des possibilités d'expulsion offertes au ministre de l'intérieur en cas de *« nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat et la sécurité publique »*. Les associations de défense des droits civiques ont dénoncé, comme dans le cas des islamistes arrêtés, l'interprétation extensive de cette *« nécessité impérieuse »*, qui permet l'expulsion administrative, même en l'absence de condamnation à une interdiction du territoire.

■ **Assignation à résidence.** L'ordonnance du 2 novembre 1945 permet également d'« astreindre à résider » un étranger dans des lieux qui lui sont fixés. Cela vise un étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une reconduite à la frontière et qui justifie qu'il se trouve dans l'impossibilité de quitter le territoire français, notamment en établissant qu'il ne peut pas regagner son pays d'origine. C'est le cas de plusieurs militants islamistes.

■ **Contrôles d'identité.** Les contrôles d'identité, tels qu'ils sont pratiqués actuellement par la police, se sont renforcés depuis la loi du 10 août 1993. Celle-ci indique que *« l'identité de toute personne peut être contrôlée, pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment à la sécurité des personnes ou des biens »*, et cela *« quel que soit son comportement »*. Les députés socialistes et communistes avaient saisi le Conseil constitutionnel, qui s'est contenté de rappeler qu'*« il incombe aux tribunaux compétents de censurer et de réprimer les illégalités qui seraient commises »* lors de ces contrôles.

DANS LA PRESSE

L'intégrisme sous surveillance

International Herald Tribune (William Pfaff) : « Les révolutions sont dures pour les modérés. Elles se transforment généralement en une lutte entre les réactionnaires les plus intransigeants et les plus radicaux des révolutionnaires. Cela semble être le cas de l'Algérie [...] où la révolution paraît être reprise en main par ses éléments les plus extrêmes. Si c'est le cas, le futur devrait s'éclaircir. Après l'extrémisme, la Terreur, vient une réaction rationnelle et praticable, le Thermidor. Il serait ainsi concevable de voir la crise algérienne toucher à sa fin. »

Le Figaro (Franz-Olivier Giesbert) : « Quelle stratégie adopter face à la montée de l'intégrisme qui se dit islamique ? Telle est bien la question que posent trois événements survenus en même temps : les assassinats de Français en Algérie, l'exil forcé de Taslima Nasreen et, enfin, les attentats antisémites de Buenos-Aires que les autorités argentines attribuent à des diplomates iraniens. [...] La réponse à donner va de soi : ce ne peut être celle de la complaisance. A propos de l'Algérie par exemple, on ne peut qu'approuver la politique de M. Pasqua, et non celle de M. Clinton qui paraît prêt à laisser les Etats-Unis devenir la base arrière du Front islamique de salut (FIS). »

Libération (Gérard Dupuy) : « Le remue-ménage policier de Pasqua, malgré son efficacité douteuse sur le plan pratique (des méthodes policières plus classiques et plus discrètes sont autrement payantes s'agissant de réseaux semi-clandestins), constitue une réponse circonstanciée, d'esbroufe à esbroufe. [...] Bien peu de voix se font entendre pour critiquer une tactique en trompe-l'œil qui, au nom d'un objectif consensuel (halte aux barbus !), banalise des actions policières qui ne devraient pas l'être (la suspicion au faciès). »

Ouest-France (Gilles Kepel) : « Ces mesures policières auront-elles un effet dissuasif, indiquant quelles sont les limites très étroites des activités de soutien au FIS en France ou, au contraire, favoriseront-elles la solidarité, avec les militants appréhendés, de nombreuses personnes d'origine musulmane qui estimeront que les faits reprochés ne justifient pas ces arrestations ? En optant pour cette politique M. Pasqua joue une carte « sécuritaire » qui – s'il réussit – valorise considérablement son rôle dans la perspective des alliances et stratégies présidentielles. En revanche, s'il échoue, il est à craindre que se développent sur le territoire français des tensions qui favoriseraient l'émergence simultanée de la radicalisation islamiste d'un côté et d'un extrémisme xénophobe de l'autre. »

AFRIQUE

La situation au Rwanda et ses répercussions

Des émeutes ont éclaté à Goma

Des émeutes ont éclaté dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 août à Goma, à la frontière du Rwanda, à la suite d'un meurtre commis par des parachutistes zaïrois, nous indique notre envoyé spécial Jean-Yves Lomeau, citant des sources militaires zaïroises. Excédés par les exactions des « bérets rouges », les habitants de Goma sont descendus par milliers dans les rues et ont érigé des barrages sur tous les grands axes, en bloquant notamment celui qui mène à l'aéroport à l'aide d'engins de travaux publics renversés. La circulation était paralysée jeudi matin et des coups de feu sporadiques étaient entendus.

La veille, la quasi-totalité du gouvernement rwandais s'était déplacée à Gisenyi, au nord-ouest du pays, près de la frontière zaïroise, pour « rassurer » la population et demander aux réfugiés de rentrer chez eux. Le président de la République, Pasteur Bizimungu, originaire de la région, est venu *« saluer le peuple »* et *« tranquilliser les gens »*, tandis que le vice-président et ministre de la défense, le général Paul Kagamé, a *« promis qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour assurer la sécurité dans le pays »*, a indiqué le premier ministre, Faustin Twagiramungu.

Le premier ministre a lui-même demandé aux quelques milliers de Rwandais rassemblés à Gisenyi de retourner vers les camps de Goma, au Zaïre, et d'expliquer aux réfugiés qu'ils peuvent rentrer chez eux sans crainte. Le gouvernement entend multiplier les démarches de ce genre. Le président et les ministres doivent se rendre samedi à Kibungo, dans l'est du pays. D'autre part, deux compagnons d'armes du général Kagamé, les colonels Sam Kaka et Kayumba Nyamwasa, ont été nommés mardi chef d'état-major de l'armée et chef d'état-major par intérim de la gendarmerie nationale. Comme Paul Kagamé, tous deux avaient servi dans l'armée ougandaise avant de rejoindre la rébellion rwandaise.

A Kibumba, dans un camp de réfugiés à 30 kilomètres de Goma, au Zaïre, un réfugié rwandais a été tué lundi par trois soldats des Forces armées rwandaises (FAR, ex-armée gouvernementale) pour avoir prôné le retour au pays, a-t-on appris auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). L'homme, qui s'était déclaré favorable au retour des réfugiés au Rwanda, a été lapidé par les trois militaires en uniforme après avoir été accusé d'être *« un espion à la solde du Front patriotique rwandais* (FPR) ». *« Cet incident n'est malheureusement pas le premier »*, a indiqué le porte-parole du HCR à Goma.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué, en réponse aux critiques formulées par le président rwandais (*le Monde* du 11 août), que, pour le gouvernement français, il n'existe pas de *« contentieux »* avec le gouvernement de Kigali. *« Nous sommes en train de réfléchir aux modalités d'installation d'une antenne à Kigali chargée d'établir un contact permanent avec les autorités rwandaises »*, a-t-il précisé, en ajoutant qu'il ne s'agissait pas pour l'instant, faute de moyens, de rouvrir l'ambassade. – *(AFP.)*

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU demande une enquête sur les responsables du génocide

GENÈVE

de notre correspondante

Réunie depuis le 1er août au Palais des nations, à Genève, sous la présidence de Judith Sesi Attah (Nigéria), la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, qui est composée d'experts indépendants provenant de vingt-six pays, vient d'adopter par consensus une résolution relativement musclée sur le Rwanda. Bien qu'il s'agisse d'un organe de l'ONU, elle *« déplore que l'intervention tardive et insuffisamment efficace de la communauté internationale, notamment de l'ONU et de ses différents organes, ainsi que de l'Organisation de l'unité africaine, n'ait pas permis, lorsque cela était encore possible, de prévenir le génocide »*.

Ce texte insiste sur la nécessité de préciser les responsabilités, *« tant nationales qu'internationales »*, de tous ceux qui sont impliqués dans les crimes commis, de sanctionner tous les coupables et d'assurer aux victimes *« une réparation juste et équitable »*. La résolution demande que la commission d'experts constituée par Boutros Boutros-Ghali enquête sur l'assassinat du premier ministre, des ministres, des dignitaires rwandais, et des dix « casques bleus » belges chargés de la protection du premier ministre. Cette commission devra aussi définir les responsabilités des propriétaires, dirigeants et collaborateurs de la Radio des Mille Collines.

La plus grande importance a été accordée à la création d'un tribunal international. Celui-ci pourrait prendre la forme d'une extension de celui mis en place à La Haye pour juger les responsables des crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie. On prête aux Russes l'intention de formuler une initiative en ce sens. Ce tribunal pourrait fonctionner assez rapidement puisqu'il existe déjà une commission d'enquête de l'ONU et que l'infrastructure du tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, et la procédure qu'il suivra, sont au point.

La plupart des membres de l'ONU semblent d'accord pour ne pas attendre la création d'une future cour criminelle internationale permanente, dont la commission du droit international de l'ONU a élaboré les statuts, mais qui ne pourra être créée qu'après approbation de l'Assemblée générale, d'où des délais plus longs que pour le tribunal appelé à juger les criminels de guerre de l'ex-Yougoslavie. Cependant, il apparaît que certains pays, peu pressés de voir juger ceux qui pourraient être impliqués dans l'attentat ayant coûté la vie aux présidents du Rwanda et du Burundi, préféreraient attendre la création d'une cour internationale.

ISABELLE VICHNIAC

BURUNDI : renforcement de la sécurité à Bujumbura. – Après deux jours de grève et d'affrontements entre Hutus et Tutsis à Bujumbura, des soldats ont été déployés à toutes les entrées de la capitale. *« La situation redevient normale : les gens regagnent leurs bureaux et il y a un peu de circulation dans les rues »*, a déclaré, mercredi 10 août, le chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Daniel Phillipin. – *(Reuter.)*

La France et la Belgique envisagent de reprendre leur coopération avec le Zaïre

Le secrétaire d'Etat belge à la coopération, Erik Derijke, a indiqué, mardi 9 août, que la Belgique était prête à étudier une reprise de sa coopération avec le Zaïre. La France l'est également, avait déclaré la veille le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, en visite à Kinshasa (« le Monde » du 10 août).

Qui eût cru que la réhabilitation du maréchal Mobutu, pressentie lors du lancement de l'opération « Turquoise », serait si rapide ? Presque simultanément, Paris et Bruxelles viennent d'annoncer l'éventuelle reprise de leur coopération avec le Zaïre, suspendue depuis la fin de l'année 1991 pour cause de non-respect des droits de l'homme. Une décision qui n'a pas surpris outre mesure venant de France, mais qui en a dérouté plus d'un, à commencer dans l'opposition zaïroise, émanant de Belgique. L'ancienne puissance coloniale ne s'était-elle pas cantonnée jusqu'à présent à ne défendre que les intérêts d'Etienne Tshisekedi, le dirigeant de l'opposition déchu du poste de premier ministre par le maréchal Mobutu ?

La présence des militaires français au nord du Kivu, dans le cadre de l'opération « Turquoise », et la volonté de Paris de maintenir 450 hommes dans la région au-delà de la date-butoir du 22 août expliquent pour une bonne part la position française. Mais la France et la Belgique – qui, elle, n'est pas du tout impliquée dans l'opération rwandaise – ont une autre motivation : la peur.

Que deviendrait la région des Grands Lacs si, après le Rwanda et alors que le Burundi menace de suivre, le Zaïre, le géant de la région en pleine débâcle économique, plongeait lui aussi dans l'anarchie ? *« On ne peut pas se payer le luxe de laisser le Zaïre basculer »*, explique-t-on au Quai d'Orsay. Aussi les deux capitales européennes ont-elles décidé de donner sa chance au nouveau premier ministre zaïrois, Joseph Kengo Wa Dendo, qui, dit-on au ministère des affaires étrangères, *« a la confiance des institutions monétaires internationales »* et *« a peut-être l'étoffe suffisante pour faire face à Mobutu »*.

Plus de prudence à Bruxelles qu'à Paris

Bruxelles est allé moins loin que Paris dans ses avances. *« Notre coopération future ne prendra forme qu'après un dialogue approfondi avec les partenaires zaïrois »*, a précisé le secrétaire d'Etat belge à la coopération, en préconisant non pas l'envoi de nombreux coopérants au Zaïre, mais une assistance par des experts de haut niveau. Respect des droits de l'homme et redressement économique ont également été posés comme préalables.

Il n'empêche... La simple évocation d'une reprise de la coopération marque un virage, dont on n'attend plus maintenant que de le voir également négocié par Washington, le troisième membre de la « troïka » qui suit le dossier zaïrois depuis le début des années 90. Un revirement des Etats-Unis – les premiers à avoir frappé M. Mobutu d'ostracisme – ne serait d'ailleurs plus étonnant, puisque, désormais présents dans la région, les Américains constatent – malgré eux ? – que le maréchal président donne des signes encourageants dans le traitement du dossier rwandais : des ministres zaïrois ont rencontré leurs homologues rwandais et le maréchal a promis de ne pas laisser l'ancienne armée rwandaise se réorganiser sur le territoire zaïrois.

Aussi, comme Bruxelles, Washington n'attend plus que la publication du programme économique de M. Kengo Wa Dendo pour lancer des projets d'aide humanitaire. Une forme d'assistance à laquelle Paris entend bien se tenir pour l'instant, la coopération en elle-même n'étant envisagée *« pas pour tout de suite, et en tout cas, pas tout seuls »*.

M.-P. S.

EN BREF

CORÉE DU NORD : suspension des négociations avec les Etats-Unis. – La Corée du Nord et les Etats-Unis ont suspendu, mercredi 10 août, leurs négociations sur le programme nucléaire controversé de Pyongyang. Selon un communiqué américain, les discussions plénières, qui ont débuté le 5 août à Genève, ne reprendront *« si nécessaire »* qu'en fonction des résultats de réunions d'experts jeudi. Après avoir enregistré de légères avancées, les négociations achoppent sur la question du retraitement des barres de combustible irradié du complexe nucléaire de Yongbyon. – *(AFP, UPI, AP.)*

ESPAGNE : l'ETA soupçonnée de l'assassinat d'un trafiquant de drogue. – L'organisation indépendantiste basque ETA est soupçonnée de l'assassinat, mardi 9 août à Bilbao, d'un homme de vingt-neuf ans, tué par balles en sortant de son domicile, ont indiqué mercredi les autorités locales. Selon la préfecture de Bilbao, la victime avait des antécédents de trafiquant d'armes et de drogue. Dans le passé, l'ETA s'en est prise à plusieurs reprises à des personnes impliquées dans des trafics de drogue. – *(AFP, Reuter.)*

ÉTATS-UNIS : remplacement du conseiller juridique de la Maison Blanche. – Le conseiller juridique du président Bill Clinton, Lloyd Cutler, qui s'occupait notamment de l'affaire Whitewater (*le Monde* du 11 août), à la Maison Blanche, va être remplacé par le magistrat Abner Mikva, a indiqué, mercredi 10 août, un haut responsable de la Maison Blanche. Abner Mikva, âgé de soixante-huit ans, haut magistrat de la Cour d'appel fédérale du district de Columbia, est un ancien membre de la Chambre des représentants. – *(AFP.)*

IRAN : Téhéran proteste après sa mise en cause dans l'attentat de Buenos-Aires. – L'Iran a protesté, mercredi 10 août, auprès des autorités argentines après la mise en cause de quatre Iraniens dans l'attentat anti-juif de Buenos-Aires (*le Monde* du 11 août), qui avait fait quatre-vingt-huit morts le 18 juillet, a indiqué l'agence de presse IRNA. Le chargé d'affaires argentin a été convoqué au ministère des affaires étrangères, qui a rejeté ces *« allégations dénuées de tout fondement et peu courtoises »*. – *(AFP.)*

IRLANDE DU NORD : un catholique assassiné dans le quartier protestant de Belfast. – Un vigile catholique âgé d'une cinquantaine d'années a été tué par balles, mercredi 10 août, alors qu'il surveillait un supermarché dans un quartier protestant de Belfast, en Irlande du Nord. Bien que l'attentat n'ait pas été immédiatement revendiqué, les extrémistes protestants de la Force des volontaires de l'Ulster (UVF, groupe para militaire interdit), sont soupçonnés d'être à l'origine de cet assassinat. Depuis dimanche, une catholique et deux protestants ont été tués en Irlande du Nord. – *(AFP, Reuter.)*

LIBAN : troisième peine de mort requise contre le dirigeant chrétien Samir Geagea. – La peine de mort a été requise contre le chef du parti chrétien dissous des Forces libanaises (FL), Samir Geagea, pour l'assassinat en 1989 du responsable chrétien Elias Zayeck, a-t-on appris, mercredi 10 août, de source judiciaire. La même sentence avait été requise en juin contre M. Geagea, soupçonné d'être impliqué dans l'attentat qui avait fait onze morts dans une église au nord de Beyrouth en février dernier, et celui, en octobre 1990, d'un autre dirigeant chrétien, Dany Chamoun, et de membres de sa famille. – *(AFP.)*

PAKISTAN : Islamabad demande à Washington le remboursement de 650 millions de dollars après le gel d'une commande militaire. – Le Pakistan a demandé le remboursement des 650 millions de dollars payés pour l'acquisition de trente-deux avions F-16 américains, a indiqué, mercredi 10 août, le porte-parole du ministère pakistanais des affaires étrangères. Washington avait exigé, en échange de ces appareils, que le Pakistan ouvre ses installations nucléaires à des inspecteurs internationaux, ce qu'Islamabad avait refusé sous le prétexte que l'Inde n'était pas soumise à de telles contraintes. – *(AP, UPI.)*

L'avenir du Sahara occidental

Le Front Polisario reproche à M. Boutros-Ghali de « s'être aligné sur la position marocaine »

Le « numéro deux » du Front Polisario, Bachir Mustapha-Sayed, a critiqué le secrétaire général des Nations unies dans un entretien publié, mercredi 10 août, par le quotidien algérien *el Watan*. Il lui reproche de *« n'avoir jamais cru à la cause sahraouie »* et d'*« avoir toujours considéré que c'était un problème algéro-marocain »*. A l'en croire, *« ce qui pousse le Maroc à l'arrogance, à l'intransigeance et au jusqu'auboutisme, c'est l'assurance qu'il a des sentiments et de la position du secrétaire général de l'ONU : M. Boutros-Ghali est clairement aligné sur la position marocaine »*.

Interrogé sur les raisons qui pousseraient M. Boutros-Ghali à agir ainsi, M. Mustapha-Sayed a estimé que *« c'était culturel »*. *« Un pharaon* M. Boutros-Ghali est égyptien *ne croit pas aux petits, aux faibles numériquement »*, a-t-il précisé. Il a aussi évoqué *« la capacité marocaine de corrompre et d'influer »*. Estimant enfin qu'*« il n'y a pas grand-chose à attendre de l'ONU »*, il a souhaité une reprise des négociations directes avec le Maroc, qui pourraient aboutir d'abord à *« l'autonomie »* puis à *« l'indépendance totale »*.

Le référendum d'autodétermination, prévu par l'ONU à la fin de l'année, continue d'être entravé par les divergences entre le Maroc et le Front Polisario – qui se disputent ce territoire depuis 1976 – sur la composition du corps électoral appelé à y participer. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

MEXIQUE

Les rebelles zapatistes appellent à voter massivement contre le parti au pouvoir

Déjouant la plupart des pronostics, la Convention nationale démocratique, convoquée par les rebelles zapatistes dans l'Etat méridional du Chiapas, s'est prononcée en faveur de la participation aux élections générales du 21 août et a appelé les Mexicains à la « résistance civile » contre la fraude électorale pour empêcher la victoire de la formation au pouvoir depuis 1929, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

SAN-CRISTOBAL-DE-LAS-CASAS

de notre envoyé spécial

A l'issue d'une réunion chaotique, du 6 au 9 août, qui s'est tenue en partie en pleine jungle, les quelque six mille délégués d'une myriade d'organisations de gauche de l'ensemble du pays se sont prononcés pour une nouvelle Constitution – reconnaissant notamment le droit à l'autonomie des peuples indigènes – et pour un *« gouvernement de transition »* qui aurait, selon eux, pour mission de créer les conditions nécessaires pour l'établissement d'un régime démocratique. Ils ont également exigé une révision de l'Accord de libre-échange (ALENA) avec les Etats-Unis et le Canada, estimant que ce traité, entré en vigueur le 1er janvier, avait déjà des conséquences désastreuses pour les paysans mexicains.

Rompant avec le discours radical que tenait jusque-là le principal dirigeant de l'Armée zapatiste de libération nationale, le « sous-commandant Marcos », les délégués ont appelé la population à participer massivement aux élections et à se mobiliser pour empêcher le PRI de recourir aux méthodes frauduleuses qui lui ont permis de se maintenir au pouvoir au cours des soixante-cinq dernières années. La Convention a cependant évité de se prononcer ouvertement en faveur du candidat de l'opposition de gauche, Cuauhtemoc Cardenas, qui ne fait pas l'unanimité. Certaines organisations estiment en effet que cet ancien dirigeant du PRI est trop modéré et ne semble pas décidé à remettre totalement en question la politique néo-libérale menée depuis 1988 par le président Carlos Salinas.

Sans aller jusqu'à exiger la démission du chef de l'Etat, comme « Marcos » l'avait fait à plusieurs reprises, les délégués ont cependant fait une concession aux « durs » en votant à l'unanimité en faveur d'un *« procès politique »* contre M. Salinas et de la mise sous séquestre des biens du PRI.

La modération relative des conclusions de la Convention nationale démocratique est en fait le résultat d'un virage amorcé par « Marcos » lui-même, qui a prouvé, une fois de plus, qu'il avait un flair politique exceptionnel. La virulence des débats dans la presse au cours des dernières semaines à propos des objectifs de la Convention et des risques d'échec lui a fait comprendre que le pouvoir souhaitait l'adoption de résolutions extrémistes pour discréditer les zapatistes et faire apparaître le PRI comme une garantie de stabilité à dix jours du scrutin.

La réunion avait plutôt mal commencé à San-Cristobal-de-las-Casas où les délégués, venus de toutes les régions du pays, s'étaient donné rendez-vous samedi 6 août pour le premier jour des travaux. Selon l'historien Lorenzo Meyer, un des nombreux intellectuels invités à participer à cet événement, les plus modérés demandaient la dissolution du PRI tandis que les durs exigeaient l'installation d'un *« pouvoir populaire »* et d'une *« démocratie directe inspirée de Rousseau »*.

Marcos, l'homme sans visage

L'interminable voyage entrepris le lendemain jusque dans la zone contrôlée par les zapatistes allait refroidir l'ardeur de la plupart des participants. Il fallut plus de vingt heures de route à bord de 160 autobus pour parcourir les quelque 200 kilomètres qui séparent San-Cristobal du petit village de Guadalupe-Tepeyac, un des bastions rebelles depuis le soulèvement du 1er janvier. La complexité de la logistique et l'état de la piste contribuèrent à la lenteur du déplacement, bien plus que les barrages de l'armée, qui fit preuve, sur instruction du président Salinas, d'une étonnante souplesse pour laisser passer le convoi, escorté par la police fédérale et la Croix-Rouge.

Un amphithéâtre en plein air et diverses installations – y compris une bibliothèque ! –, construits en quelques semaines par les rebelles, attendaient les six mille délégués dans une clairière baptisée « Aguascalientes », en hommage à la réunion organisée en 1914 dans la ville du même nom par les dirigeants révolutionnaires de l'époque, notamment Emiliano Zapata et Pancho Villa. Ils étaient tous venus pour voir et entendre le « sous-commandant Marcos », qui, malgré ses déclarations contre le vedettariat, ne manque jamais une occasion de faire plaisir à ses admirateurs. Affublé de son passe-montagne, tel qu'il s'est fait connaître au monde entier lors de la brève prise de San-Cristobal le 1er janvier, « Marcos » a séduit son public, y compris les quelques dizaines d'intellectuels assis à la tribune. Lyrique, il a évoqué la *« tendre folie des hommes sans visage »* – tous les rebelles utilisent un foulard ou un passe-montagne –, comparant leur exploit logistique à *« l'Arche de Noé, la tour de Babel et le bateau de Fitzcarraldo »*, immortalisé par le cinéaste Werner Herzog.

Souvent fascinés par cet étrange personnage masqué, certains intellectuels se sont bousculés pour aller rendre visite à ce nouveau gourou et sont tombés sous le charme, comme l'écrivain Elena Poniatowska. Dans une série d'articles publiés dans le quotidien *La Jornada*, elle a raconté son *« pèlerinage »* dans *« les montagnes du Sud-Est mexicain »* avec un enthousiasme et une ingénuité qui ont indigné certains de ses confrères. Ainsi Luis Gonzalez de Alba, qui fut un des dirigeants du mouvement étudiant en 1968 à Mexico, s'insurge : *« Je ne comprends pas,* dit-il, *que des gens intelligents puissent flirter à ce point avec un dirigeant guérillero qui se prend pour le nouveau messie »*.

Dans l'amphithéâtre, rompant avec ses déclarations à l'emporte-pièce des dernières semaines – *« Si le PRI gagne les élections, ce sera la guerre civile »* –, « Marcos » a dit *« non à la guerre »* et oui à la *« lutte pacifique, pour la démocratie, la paix et la justice »*. La bataille devra être menée par la « société civile », représentée par la Convention nationale démocratique qui organisera la *« mobilisation pacifique »*. *« Ce n'est pas l'heure de la lutte armée,* a-t-il reconnu, *mais nous restons prêts à offrir notre sang si c'est le prix à payer pour parvenir à la démocratie au Mexique. »*

La nuit était tombée et « Marcos » venait à peine de terminer son discours lorsqu'un violent orage tropical provoqua l'écroulement de l'immense toile installée au-dessus de l'amphithéâtre. La Convention dut interrompre ses travaux jusqu'au lendemain matin et limita finalement le débat à quelques heures. A l'exception de l'écrivain Carlos Monsivais, qui aurait souhaité une plus grande participation des délégués et a demandé l'organisation d'une deuxième Convention, la plupart des participants, épuisés par deux nuits sans sommeil, semblaient satisfaits d'avoir trouvé enfin des raisons de poursuivre leur lutte contre un régime inamovible.

BERTRAND DE LA GRANGE

Devant les menaces de Fidel Castro

Les Etats-Unis ont prévu un dispositif de blocus maritime de la Floride en cas d'afflux de réfugiés cubains

Les autorités américaines se tiennent prêtes à faire face à une éventuelle vague massive de réfugiés cubains. L'administration, qui répète depuis dimanche *« Castro ne nous dictera pas notre politique d'immigration »*, ne tient pas à assister à une réédition de « l'opération Mariel », montée en 1980 par Fidel Castro. Durant cinq mois, le dirigeant cubain avait laissé partir vers les Etats-Unis 125 000 Cubains, dont de nombreux délinquants et handicapés mentaux.

Un porte-parole du département d'Etat, M. David Johnson, a assuré que les Etats-Unis étaient prêts à *« faire tout ce qui est necessaire pour éviter une réédition de l'opération Mariel »*. Le Pentagone a confirmé disposer d'un plan d'action pour y faire face, tout en reconnaissant que l'efficacité du dispositif *« dépendra des circonstances et du degré d'importance de l'exode »*. Ce plan prendrait la forme d'un blocus maritime de la Floride, empêchant les navires américains de quitter les eaux territoriales pour aller chercher des Cubains, et interdisant l'entrée des bateaux en provenance de l'île. Les autorités américaines ont aussi demandé instamment à l'importante communauté cubaine de Miami d'ignorer les invitations lancées par Fidel Castro en faveur de l'organisation d'un nouvel exode.

Pour l'heure, les candidats à l'exil empruntent les moyens les plus divers. Mercredi, quatorze cubains sont arrivés dans la cité de Marathon, au sud de la Floride, à bord d'un avion monomoteur d'épendage agricole. Le pilote, Jorge Luis Lopez, a déclaré qu'il avait commencé à travailler au-dessus d'un champ comme à son habitude, avant de se rendre sur un terrain d'aviation à Sagua-la-Grande, dans le centre de Cuba, pour récupérer de la famille et des amis qui avaient passé la nuit dehors. L'avion a dû voler à travers une tempête, puis suivre l'éclairage d'une autoroute pour gagner Marathon.

L'un des vingt-six Cubains qui avaient atteint mardi les côtes de la Floride après s'être emparés d'un bateau cubain, a par ailleurs été écroué. Aucune précision n'a été donnée sur l'incarcération de Leonel Macias Gonzalez, qui fait suite aux accusations du gouvernement cubain selon lesquelles un lieutenant de marine avait été tué lors du détournement du navire. Les vingt-cinq autres exilés ont été conduits vers le Centre de transit cubain, une organisation privée qui aide les réfugiés à leur arrivée aux Etats-Unis, a indiqué à Miami le porte-parole des services d'immigration et de naturalisation (INS), Lamar Wooley.

Au total, 4904 cubains ont réussi à gagner les côtes de Floride entre le 1er janvier et le 4 août, ce qui représente le chiffre le plus important jamais enregistré en un semestre, selon les garde-côtes américains, qui ont aussi indiqué avoir secouru, pour la seule journée de mardi, 90 cubains qui se trouvaient à bord d'embarcations de fortune. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le mandat du président Balaguer est écourté

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le président sortant, Joaquin Balaguer et son principal concurrent, le social-démocrate José Francisco Pena Gomez sont parvenus mercredi à un accord *« pour mettre fin à la crise post électorale »* qui menaçait la stabilité de la République Dominicaine (1). Au cours d'une conférence de presse commune au Palais national à l'issue de deux jours de négociations, les deux hommes ont annoncé que de nouvelles élections seront organisées le 16 novembre 1995. Le vainqueur de ces élections prendra ses fonctions le 27 février 1996, jour de la fête nationale dominicaine. Le président Balaguer, qui aura quatre-vingt-huit ans le mois prochain, inaugurera donc le 16 août un septième mandat écourté.

Le pacte conclu *« de bonne foi »* par les deux dirigeants politiques prévoit que d'importantes réformes constitutionnelles seront engagées immédiatement. José Francisco Pena Gomez a cité l'interdiction de la réélection au poste de président de la République, la constitution d'une commission électorale indépendante, la révision des listes électorales, la création d'un Conseil national de la magistrature pour garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire et la reconnaissance de la double nationalité, mesure qui intéresse les centaines de milliers de Dominicains installés aux Etats-Unis.

Le président Balaguer s'est engagé à faire libérer les centaines de militants et de sympathisants de l'opposition arrêtés au cours des dernières semaines lors de manifestations contre la fraude électorale. De son côté, José Francisco Pena Gomez a suspendu le mot d'ordre de grève générale qu'il avait lancé pour les 15 et 16 août prochains.

Conclu sous les auspices de l'Organisation des Etats américains (OEA) et de la puissante Eglise catholique dominicaine, l'accord entre M. Balaguer et M. Pena Gomez a été accueilli avec soulagement par la population et les milieux d'affaires. *« Reste à savoir si l'accord sera respecté. Balaguer a passé sa vie à faire des promesses qu'il n'a pas respectées, et nulle instance d'arbitrage n'est prévue »*, commente Isis Duarte, spécialiste de sociologie politique.

JEAN-MICHEL CAROIT

(1) En dépit des accusations de *« fraude massive »* portées par l'opposition et des graves irrégularités constatées par les observateurs internationaux, la commission électorale a proclamé la semaine dernière le président Balaguer vainqueur des élections du 16 mai dernier avec un avantage de 22 000 voix.

PROCHE-ORIENT

La « reprise de contact » entre Israël et l'Autorité palestinienne

M. Rabin et M. Arafat réaffirment leur engagement à continuer le processus de paix

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il aura fallu cinq semaines pour qu'Itzhak Rabin consente à rencontrer Yasser Arafat. Ses proches collaborateurs, notamment son ministre de l'environnement, Yossi Sarid, l'ont encouragé à le faire, lui faisant comprendre qu'il devait montrer au chef de l'Autorité palestinienne qu'il restait un interlocuteur de premier plan, en dépit de l'idylle avec la Jordanie. Inquiet de ce rapprochement, Yasser Arafat était lui aussi demandeur, afin de prouver qu'il demeurait incontournable. Son objectif : accélérer le transfert des pouvoirs civils, le départ des troupes israéliennes des grands centres urbains de Cisjordanie et organiser l'élection de représentants au Conseil de l'autonomie.

L'entrevue a eu lieu, mercredi 10 août, pour la première fois dans un baraquement en préfabriqué de la base israélienne d'Erez, qui contrôle les allées et venues entre l'Etat juif et la région autonome de Gaza. Elle aura été l'occasion d'échanger quelques poignées de main mais surtout, de réaffirmer l'engagement des deux parties à continuer le processus de paix.

Les deux hommes se sont entretenus pendant deux heures, à l'issue desquelles ils ont d'abord tenu à présenter un front uni sur les questions économiques. Certes, a affirmé M. Rabin, le financement de l'autonomie est *« une affaire entre les Palestiniens et les pays donateurs »*, qui ont promis de verser 2,2 milliards de dollars en cinq ans mais rechignent à débloquer ces fonds. *« Nous ne sommes pas directement concernés par la manière dont les Palestiniens recevront cet argent ni par les conditions dans lesquelles les Etats donateurs sont prêts à le transférer, mais nous avons tout intérêt à ce que l'argent arrive et soit utilisé pour payer les salaires des fonctionnaires et pour financer des projets de développement »*, a ajouté le premier ministre.

Détendu et parfois souriant, le chef de l'OLP a remercié son interlocuteur *« pour sa volonté d'aller de l'avant dans ce qui a été convenu et pour appliquer avec honnêteté et exactitude la Déclaration de principe »*.

Fausse note

Ces propos ont quelque peu atténué l'image du *« désespéré »* que M. Arafat affichait dans un récent entretien au quotidien israélien *Haaretz*. *« Chaque jour amène son lot de difficultés. La situation dans les territoires autonomes peut exploser à tout moment et j'ai perdu tout mon optimisme.* (...) *Les négociations que nous menons au Caire* (avec les Israéliens) *sont une perte de temps »*, avait-il confié. Il s'était en outre plaint amèrement de la différence de traitement de la part des Israéliens entre lui et le souverain hachémite. M. Rabin a donc pris soin de le rassurer en lui signifiant sa détermination à respecter *« à la lettre »* la Déclaration de principes et l'accord du Caire de mai.

« Nous devons travailler ensemble afin que soient mis en application les objectifs prévus dans les deux documents », a-t-il souligné.

Les deux hommes sont donc convenus de la nécessité de réunir à nouveau les comités chargés de négocier le transfert accéléré des pouvoirs et la préparation des élections, et ce dès lundi et mardi, à Erez. Leur agenda prévoit en outre une session mercredi au même endroit du comité de liaison israélo-palestinien. *« Et si cela s'impose, je rencontrerai à nouveau M. Arafat une semaine plus tard »*, a ajouté M. Rabin.

Cette *« reprise de contact »* n'a pourtant rien eu d'une nouvelle lune de miel. Le sourire sur le visage du chef de l'OLP a disparu lorsque M. Rabin a indiqué que la question de Jérusalem n'avait été qu'effleurée et qu'il était exclu de la négocier avant mai 1996, comme le stipule la Déclaration. *« Nous avons des divergences et c'est légitime, mais nous nous sommes mis d'accord pour les minimiser,* s'est contenté de lui répondre M. Arafat. *Nous n'avons pas de baguette magique, mais nous espérons qu'en poursuivant la coordination sur laquelle nous nous sommes mis d'accord nous pourrons surmonter les obstacles. »*

Autre fausse note, M. Rabin a eu du mal à réfréner sa colère en dénonçant les propos du chef de la diplomatie palestinienne, Farouk Kaddoumi : *« Notre ennemi est vil. Le peuple palestinien sait qu'il y a un Etat qui a été créé par la contrainte et qui doit arriver à sa fin. Le peuple palestinien ne renoncera pas à un grain de sable de la Palestine* (...) *L'Intifada se poursuivra, ainsi que le port d'armes dans les territoires et en-dehors des territoires »*, avait-il lancé dimanche dans un entretien accordé à la Voix de la Palestine, la radio de l'OLP émettant d'Alger. *« Si de telles déclarations se reproduisent, cela constituera un obstacle à l'application de la Déclaration de principes »*, a réagi M. Rabin. – *(Intérim)*

INTERNATIONAL

EUROPE

Pour arrêter les combats au nord-ouest de Sarajevo

La FORPRONU menace Serbes et Musulmans bosniaques de frappes aériennes

L'ONU a menacé, mercredi 10 août, les Serbes de Bosnie et les forces bosniaques (à majorité musulmane) de frappes aériennes s'ils n'arrêtaient pas leurs combats au nord-ouest de Sarajevo. Ces affrontements constituent une violation de la zone d'exclusion des armes lourdes autour de la capitale.

L'avertissement aux belligérants figure dans une lettre du commandant de la FORPRONU pour la Bosnie, le général Michael Rose, adressée au chef des Serbes dans la région de Sarajevo, Dragomir Milosevic, ainsi qu'à l'un des membres de la présidence bosniaque, Ejup Ganic. Le général Rose s'est déclaré prêt à mettre en œuvre *« tous les moyens nécessaires »* pour arrêter les combats qui se déroulent au nord-ouest de la capitale. C'est la première fois que la FORPRONU formule de façon aussi claire une mise en garde pouvant éventuellement conduire à une frappe contre des positions de l'armée bosniaque, à l'origine de la reprise des combats.

Offre d'interposition

La force de protection des Nations unies (FORPRONU) a également proposé d'interposer des « casques bleus » entre les combattants. Une offre précédente d'interposition dans une région voisine au nord de Sarajevo, le « doigt de Vares », avait été acceptée par les Serbes et rejetée par les Bosniaques. Cette intervention du général Rose souligne l'inquiétude de la FORPRONU face aux combats qui se poursuivent depuis quelques jours dans la région de Visoko et de Breza, et qui ont débordé dernièrement sur la zone d'exclusion totale des armes lourdes instaurée en février dernier dans un rayon de 20 kilomètres autour de la capitale bosniaque. La FORPRONU – selon son porte-parole, Rob Annink – a relevé, lundi 8 et mardi 9 août, quatre cents explosions d'artillerie dans ce secteur.

De son côté, l'émissaire de l'ONU, Yasushi Akashi, a exhorté, mercredi, les belligérants à reprendre leurs pourparlers de paix. *« A ce tournant critique,* a-t-il dit, *j'engage toutes les parties à faire preuve de la plus grande modération militaire* (...). *On donne la mesure de son courage politique en s'engageant sérieusement dans le processus de paix, en respectant les accords existants et en poursuivant les négociations dans un esprit constructif. »*

A Belgrade, la conférence épiscopale de l'Eglise orthodoxe serbe s'est réunie pour examiner le plan de paix international et a adopté, mercredi, un document demandant des modifications de la carte de découpage de la Bosnie. *« L'Eglise ne demande pas pour son peuple plus que ce qui a été accordé aux autres peuples. L'Eglise exige que le peuple orthodoxe serbe* (...) *soit autorisé à manifester son propre désir de liberté et son choix de vivre avec qui il veut et comme bon lui semble »*, indique un communiqué rendu public par l'agence Tanjug. L'Eglise orthodoxe et son chef, le patriarche Pavle, soutiennent donc les Serbes de Bosnie de Radovan Karadzic et se démarquent de la position du président serbe, Slobodan Milosevic, qui avait condamné la décision de ces derniers de rejeter le plan de paix. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

CROATIE

La reconversion d'un chef de guerre

On le croyait définitivement oublié et voilà qu'il refait surface ! Mate Boban, l'ancien chef de la « République d'Herceg-Bosna », autoproclamée par les Croates de Bosnie-Herzégovine, avait été contraint de démissionner, en février dernier. Dans les négociations de paix, il n'était plus question alors d'une « République indépendante » mais d'une fédération croato-musulmane au sein de la Bosnie et le président de la Croatie Franjo Tudjman avait donc décidé de l'écarter. Mais on lui a trouvé une autre occupation. Le bulletin mensuel d'information de la compagnie pétrolière croate INI annonce, en effet, dans son édition du 1er août, que M. Boban a été nommé adjoint au directeur général de l'entreprise, qui est l'une des plus prospères du pays. Agé de cinquante-quatre ans, il est–peut-on lire–diplômé de l'Université de sciences économiques de Zagreb et avait dirigé, avant la guerre, une usine de tracteurs.

En outre,les membres – et anciens membres – du gouvernement croate sont bien traités. L'agence Ap rapporte qu'ils résident, gratuitement, dans des résidences de l'Etat à Zagreb. La fille de Franjo Tudjman a quant à elle ouvert un magasin d'articles de sports de luxe dans un bâtiment qui appartenait à l'ex-armée yougoslave et serait propriétaire de plusieurs boutiques hors taxes le long de la frontière entre la Croatie et la Slovénie.

Signature d'un accord entre Moscou et Chisinau

La Russie maintiendra des troupes en Moldavie pendant au moins trois ans

L'accord conclu, mercredi 10 août, entre la Russie et la Moldavie prévoit le retrait d'ici trois ans des quelque dix mille soldats de la XIVe armée russe de la Transnistrie, la république autoproclamée par la minorité russophone de Moldavie. Mais l'application de cet accord reste problématique et le statut politique à accorder à la Transnistrie n'a pas été réglé.

MOSCOU

de notre correspondant

Des troupes russes resteront stationnées sur le territoire moldave pendant au moins trois ans avec l'accord des autorités de la Moldavie indépendante. Ce résultat, a priori presque totalement conforme aux vœux de Moscou, et obtenu mercredi 10 août au terme d'une nouvelle séance de négociations, peut paraître surprenant : il y a quelques mois encore, les dirigeants de Chisinau exigeaient (sans y croire) que la XIVe armée russe, stationnée en Transnistrie (région peuplée essentiellement d'Ukrainiens et de Russes et où un régime séparatiste se maintient sous sa protection), soit évacuée avant le 1er juillet de cette année.

Cependant, l'accord a été immédiatement dénoncé par ceux qui en apparaissent, au premier abord, comme les principaux bénéficiaires, à savoir les responsables de Tiraspol, capitale de la Transnistrie, qui ont quitté la table de négociation et se sont plaints d'être réduits au rôle de figurants. En fait, le texte, qui prévoit que le délai de trois ans pour le retrait des troupes ne commencera qu'après la confirmation de l'accord préliminaire par les gouvernements de Moscou et de Chisinau, laisse beaucoup de questions sans réponse. D'abord, celle de la *« contribution financière »* que les Russes continuent de réclamer pour l'évacuation de leurs troupes. Mais aussi celle du statut futur de la Transnistrie : de manière fort vague, le document, tel qu'il est cité par l'agence Interfax, indique seulement que *« les mesures pratiques concernant le retrait des troupes russes seront synchronisées avec le règlement pacifique du conflit et la définition d'un statut particulier pour le territoire moldave de la Transnistrie »*.

Le « conflit » en question, au cours duquel les troupes russes ont quasi ouvertement soutenu les séparatistes, a fait plusieurs centaines de morts au cours de l'année 1992. Entre-temps cependant, la situation a sensiblement évolué : la Moldavie a renoncé à ses velléités de réunification avec la Roumanie et adopté, fin juillet, une nouvelle Constitution, qui prévoit la possibilité d'accorder un statut particulier aux régions de Transnistrie et de Gagaouzie, autre foyer de particularisme séparatiste où résident des Turcs christianisés. Cette nouvelle Constitution proclame par ailleurs la « neutralité » du pays, ce qui semble difficilement compatible avec la présence prolongée de troupes étrangères sur son territoire.

Le rôle du général Lebed

L'autre évolution majeure concerne la situation en Transnistrie même, où les relations entre le commandement de la XIVe marmée et les responsables politiques locaux se sont très fortement dégradées. Le général Alexandre Lebed, chef de la XIVe armée, personnage charismatique, très populaire auprès de ses troupes et qui se croit investi d'un destin national, n'a pas de mots assez durs pour des dirigeants qu'il traite ouvertement de clique mafieuse et totalement corrompue. Cependant le général Lebed est à peine plus aimable à l'égard des hautes autorités de Moscou.

Au cours des dernières semaines et alors que le général Lebed était en vacances en Russie le bruit d'une *« réorganisation »* de la XIVe armée, éventuellement accompagnée d'un limogeage de son chef, a commencé à courir avec insistance, suscitant des inquiétudes et des protestations au sein du commandement local. En inspirant ces rumeurs, ou en préparant ces mesures de « réorganisation », Moscou a peut-être poursuivi des objectifs qui dépassent la seule personne du général Lebed : en effet, ce soldat turbulent « tient » ses troupes, assure le maintien du cessez-le-feu, et son départ aurait de quoi inquiéter les dirigeants moldaves. Beaucoup d'observateurs dans la région considèrent que le remplacement du général Lebed donnerait le signal de la débandade au sein des quelque dix mille hommes qu'il commande, qui seraient fortement tentés de vendre leurs armes et de passer au service des séparatistes, au risque de relancer les affrontements.

Cette « menace » a-t-elle joué un rôle pour convaincre les dirigeants de Chisinau d'accepter le maintien, pour plusieurs années encore, d'une présence militaire russe *« organisée »* sur un territoire qu'en tout état de cause ils ne contrôlent pas ? Le délai très long prévu pour l'évacuation est officiellement justifié par la difficulté à rapatrier, à travers le territoire ukrainien, un matériel militaire considérable. Mais qui sait ce que seront, d'ici trois ans, la situation au sein de la CEI, les relations entre la Russie, l'Ukraine et la Moldavie, et le degré d'indépendance de ces deux derniers pays ?

JAN KRAUZE

TCHÉTCHÉNIE

Appels à la mobilisation générale contre l'« agression russe »

Les représentants de neuf des dix-sept régions de la République indépendantiste de Tchétchénie ont demandé, mercredi 10 août, au président Djokhar Doudaïev de déclarer la mobilisation générale afin de contrer l'*« agression russe »*, lors d'un « Congrès des peuples tchétchènes » à Grozny, la capitale de la République.

Le général Doudaïev, qui a déclaré unilatéralement l'indépendance de cette petite République du Caucase du Nord russe en 1991, avait auparavant annoncé qu'il suivrait les recommandations du « Congrès ». Les autorités tchétchènes affirment depuis une dizaine de jours que la Russie se prépare à une intervention militaire et concentre des troupes près de ses frontières, ce que dément Moscou. La Tchétchénie est soumise depuis 1992 à un blocus économique de la part de la Russie, qui a ordonné, en début de semaine, l'arrêt de toutes les liaisons aériennes avec Grozny.

De son côté, l'ancien président du Soviet suprême russe, Rouslan Khasboulatov, originaire de cette République, a été déchu de sa nationalité tchétchène après avoir déclaré, mercredi, qu'il fallait *« obtenir la démission volontaire de Doudaïev en lui garantissant la sécurité »*. M. Khasboulatov est rentré lundi à Grozny, affirmant vouloir jouer un rôle de médiateur entre le pouvoir et l'opposition. – *(AFP.)*

Alors qu'il comparaissait pour trahison

Le dernier accusé du coup d'Etat de 1991 contre Mikhaïl Gorbatchev a été acquitté

L'ancien vice-ministre soviétique de la défense, Valentin Varennikov, un des responsables du coup d'Etat avorté de 1991 contre Mikhaïl Gorbatchev, a été acquitté, jeudi 11 août, par un tribunal militaire devant lequel il comparaissait pour trahison. A l'énoncé du verdict, une centaine de partisans de M. Varennikov ont applaudi et remercié les juges pour leur *« décison héroïque »*. M. Varennikov, 70 ans, est le seul des douze membres du Comité d'Etat qui a destitué Mikhaïl Gorbatchev le 19 août 1991 à avoir refusé l'amnistie offerte à tous les anciens putschistes par la Douma en février, affirmant que son procès devait être mené jusqu'au bout car il ne voulait pas *« que le démantèlement de l'Union soviétique soit entériné sans laisser de traces*.

Le procureur militaire avait déjà demandé, mardi, l'acquittement de Valentin Varennikov, estimant qu'il avait agi dans des conditions d'*« extrême nécessité »* pour préserver l'intégrité de l'URSS. Pour sa part, l'ancien putschiste avait affirmé en début de semaine que tous ceux qui ont présidé à la fin de l'Union soviétique, à commencer par M. Gorbatchev, devraient maintenant être *« poursuivis en justice »*. – *(AFP.)*

SUEDE

Satisfaction à Stockholm après l'arrivée de l'écrivain bangladais Taslima Nasreen

Menacée de mort par les islamistes, l'écrivain bangladaise Taslima Nasreen est arrivée, mercredi 10 août, en Suède. Le gouvernement de Stockholm, qui l'avait aidée à quitter son pays, s'est réjoui qu'elle ait choisi de venir en Suède.

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

L'écrivain féministe Taslima Nasreen, dont la tête a été mise à prix au Bangladesh par les fondamentalistes musulmans pour blasphème envers l'islam, a été accueillie en grand secret, mercredi 10 août, à Stockholm par le ministre suédois des affaires étrangères, Margaretha af Ugglas et le président du Pen Club suédois dont elle est l'hôte, Gabi Gleichman (*le Monde* du 11 août). Si le public a été tenu dans le secret, le gouvernement suédois était bien préparé pour l'accueillir. Mme Nasreen avait déjà obtenu son visa de tourisme la semaine dernière à Dacca, et le ministère suédois des affaires étrangères avait plusieurs fois discuté des formules à utiliser lors de la conférence de presse de mercredi.

Taslima Nasreen a voyagé légalement, après avoir été libérée sous caution par la justice de son pays. Elle n'a pas demandé l'asile politique en Suède, et le lieu où elle se trouve reste secret. Selon un communiqué transmis par l'organisation d'écrivains, elle a déclaré s'être rendue en Suède pour se reposer et travailler, et a remercié ceux qui l'ont soutenue dans son pays et à l'étranger. Le chef de la diplomatie suédoise a exprimé sa satisfaction d'avoir pu accueillir l'écrivain, étant donné que la Suède, comme d'autres pays occidentaux, s'est engagée depuis longtemps en sa faveur.

L'ouvrage écrit par Taslima Nasreen, *Lajja*, qui signifie *la Honte*, est un document dénonçant la discrimination envers les femmes et les minorités hindouistes au Bangladesh et un véritable pamphlet politique. *« De la dynamite au Bangladesh »*, a déclaré un expert.

Certains ont fait le rapprochement avec l'écrivain Salman Rushdie également condamné à mort par les extrémistes musulmans en Iran pour ses *Versets sataniques*. Mais la différence, comme l'a fait remarquer Margaretha af Ugglas, est que, dans le cas de Salman Rushdie, c'est le gouvernement iranien qui a incité au meurtre, tandis que celui du Bangladesh a autorisé la mise en liberté sous caution de Mme Nasreen et lui a permis de quitter le pays. Le ministre a ajouté qu'elle appréciait la lutte menée par Taslima Nasreen pour les droits de la femme mais n'a pas tenu à exprimer son jugement sur la qualité littéraire de son ouvrage.

« Un processus long et très compliqué »

Pourquoi a-t-elle choisi la Suède pour s'y réfugier alors que l'Académie suédoise avait refusé, en 1989, de publier une déclaration de soutien à Salman Rushdie, provoquant du même coup la démission de trois de ses membres ? C'est en partie grâce au Pen Club suédois, qui a œuvré depuis longtemps en faveur de l'écrivain. *« Le processus a été long et très compliqué »* comme l'a expliqué son président, qui a exprimé son soulagement d'avoir pu accueillir Mme Nasreen. *« Elle était fatiguée du voyage mais relativement en bonne forme et heureuse d'être ici, tout en regrettant d'avoir été obligée de quitter son pays »*.

Aucune mesure spéciale n'a été prise pour protéger le gouvernement suédois ni l'ambassade suédoise à Dacca, mais la sécurité de Taslima Nasreen est assurée par les services spéciaux. Les représailles des fondamentalistes sont toujours à redouter. Cependant, comme l'a fait remarquer Jan Hjärpe, professeur en islamologie à l'université de Lund, les représentants du FIS algérien en Suède et les autres groupes fondamentalistes ont une activité dirigée vers leur propre pays et non contre la Suède. De plus, le FIS imprime son programme en Suède et n'a pas intérêt à se faire remarquer.

Le président du Conseil islamiste de Suède, Mahmoud Aldebe, a déclaré que c'était à Dieu de punir ceux qui critiquent l'islam et qu'il fallait leur répondre non par des menaces et la violence mais par le débat. Il craint que l'attitude des Suédois envers l'islam ne soit perturbée par la présence de Taslima Nasreen. La presse locale, quant à elle, est unanime à exprimer sa satisfaction que l'écrivain bangladaise ait choisi la Suède comme terre d'accueil.

Combien de temps Taslima Nasreen séjournera-t-elle en Suède ? On l'ignore. On sait cependant qu'elle avait accepté une invitation à participer à un symposium d'écrivains sur la liberté d'expression qui se tiendra du 21 au 23 septembre à Stavanger, en Norvège. – *(Intérim.)*

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La conférence internationale de Yokohama

Une étude européenne démontre l'efficacité du préservatif dans la prévention du sida

Les résultats d'une étude dans dix pays européens auprès de 256 couples hétérosexuels dont l'un des membres est infecté par le virus du sida ont été rendus publics mercredi 10 août à Yokohama. Ce travail original fait, par ailleurs, l'objet d'une publication dans le prochain numéro de l'hebdomadaire américain *« The New England Journal of Medicine »*. Il démontre pour la première fois, de manière indiscutable, l'efficacité du recours systématique au préservatif masculin pour prévenir la transmission hétérosexuelle du VIH.

YOKOHAMA

de notre envoyé spécial

En moins de dix ans, le préservatif masculin, à travers le monde, est devenu synonyme de sida. Il n'existe plus, depuis plusieurs années déjà, de rencontres sur la prévention de cette épidémie sexuellement transmissible qui n'abordent la question du préservatif, de son mode d'emploi, de son prix, de sa promotion par le « marketing social » dans les pays du tiers-monde et des obstacles religieux ou non à son utilisation. Curieusement, l'épidémiologie ne s'était jusqu'à présent que fort peu penchée sur l'efficacité de cette méthode (qui fut longtemps à visée contraceptive) pour réduire les risques de transmission du VIH. Les résultats de l'une des plus larges études prospectives jamais réalisées sur ce thème ont été rendus publics, mercredi 10 août à Yokohama, par le docteur Isabelle de Vincenzi (centre collaborateur européen de l'OMS pour le sida, Paris). Ces résultats sont par ailleurs publiés dans le prochain numéro du *New England Journal of Medicine* qui y consacre un long éditorial (1).

Outre l'évaluation de l'efficacité du préservatif, cette étude visait à estimer les taux de transmission hétérosexuelle de l'infection par le virus du sida. Elle a au total porté, depuis 1987, sur 563 couples pris en charge dans une dizaine de pays européens. La partie prospective de ce travail n'a pu concerner, dans dix pays, que 378 couples hétérosexuels dont l'un des deux membres était séropositif. Seules les données obtenues à partir de 256 de ces couples ont pu être techniquement analysées, pendant une durée moyenne de deux ans, 48 couples cessant toute relations sexuelle à l'annonce de la séropositivité d'un des partenaires et 74 couples ayant été perdus de vue par les différentes équipes médicales.

La grande variabilité du risque

La séropositivité initiale (des hommes ou des femmes) avait six fois sur dix pour origine l'usage intraveineux de drogue, et pour le reste une origine sexuelle (bisexuelle ou hétérosexuelle) ou transfusionnelle. D'autre part, les auteurs pensent pouvoir affirmer que la stabilité de ces couples exclut l'hypothèse de rapports sexuels potentiellement contaminants avec des tiers durant cette étude.

Les résultats sont importants à trois titres. Ils démontrent d'abord que en dépit d'une prise en charge médicalisée étroite et de conseils répétés incitant à l'usage systématique du préservatif, seule la moitié (124 contre 121) des couples sachant que l'un des deux membres était contaminé a adopté une telle méthode.

L'étude européenne démontre ensuite que chez les couples n'utilisant pas, ou pas toujours, le préservatif, le risque de contamination virale est élevé. Les auteurs ont, en effet, observé 12 cas de séroconversion (le membre non infecté du couple devenant à son tour séropositif) dans ce groupe, soit un risque cumulé de 12,7 % après 24 mois avec deux rapports sexuels par semaine en moyenne. A l'inverse, le préservatif démontre pleinement, en pratique, son efficacité théorique puisque, après ces deux années, aucun cas de séroconversion n'a été observé chez les 124 couples ayant eu recours systématiquement à cette méthode préventive.

Certains statisticiens objecteront sans doute que la taille de cette « cohorte » ne permet pas d'affirmer de manière définitive l'efficacité absolue du préservatif. Pour autant, ce travail fournit une démonstration sans précédent de la sécurité liée à son usage. Il permet également de mieux connaître les comportements sexuels des couples se sachant à risque infectieux. *« Nous observons que les couples ayant systématiquement recours au préservatif diminuent plus l'ensemble de leurs pratiques sexuelles que les autres*, nous a expliqué le docteur de Vicenzi. *Les couples qui ne se protègent pas ont une attitude globale de déni vis-à-vis du risque infectieux. Il n'y a pas chez eux un refus du préservatif en tant que tel, mais un refus plus général d'envisager qu'ils courent un risque »*.

Le travail européen confirme enfin la très grande variabilité du risque, à la fois au sein des couples et au fil du temps. Tout se passe comme si certaines personnes séropositives (hommes et femmes) étaient très « infectantes » et d'autres beaucoup moins ; ou, à l'inverse, comme si leur partenaire était plus ou moins sensible à l'infection. Faut-il ne voir là que la traduction immunologique de la très grande variabilité génétique du virus du sida ? D'autres critères, cliniques, immunologiques ou psychologiques, sont-ils à prendre en compte ? Quelle leçon, surtout, les responsables sanitaires éducatifs tireront-ils de ce travail qui témoigne de manière exemplaire de la complexité qu'il y a à vouloir modifier les attitudes sexuelles ?

JEAN-YVES NAU

(1) *« A longitudinal studie of human immunodeficiency virus transmission by heterosexual partners »*. Cette étude, signée des docteurs Isabelle de Vincenzi, Rosemary Ancelle-Park et Jean-Baptiste Brunet (centre collaborateur européen de l'OMS pour le sida, Paris) a réuni les équipes médicales de centres situés à Bologne, Madrid, Athènes, Paris et Créteil, Barcelone, Amsterdam, Berlin, Anvers et Edimbourg. L'éditorial du *New England Journal of Medicine* est signé du docteur Anne M. Johnson (London Medical School).

Le congrès mondial des végétariens

Mourir en bonne santé

LA HAYE

de notre correspondant

Ils sont venus, ils sont tous là, les végétariens de tous pays, ou du moins leurs représentants. Quatre cents congressistes de trente-six pays et plusieurs dizaines de communications font cette semaine de La Haye la capitale mondiale du végétarisme. Le 31e congrès mondial des végétariens se réunit à l'invitation de sa branche néerlandaise qui fête ses cent ans en affichant fièrement les compliments épistolaires de Paul Mc Cartney, ex-Beatle devenu mangeur exclusif de légumes depuis ce déjeuner où un agneau eut l'étrange idée de passer sous les fenêtres de la propriété alors... qu'il dégustait le traditionnel gigot dominical.

Végétariens, végétaliens (qui, eux, refusent de consommer tout produit dérivé de l'animal, lait, œuf, voire de porter du cuir) écoutent religieusement des communications aux thèmes évocateurs : la relation entre l'animal humain et non humain, la nourriture végétarienne et l'écologie, la promotion du goût végétarien, les conséquences bénéfiques pour la santé de la nourriture végétarienne, etc.

Ce dernier point est crucial pour les organisateurs : *« Nous voulons nous débarrasser de l'image post-soixante-huitarde et baba-cool des végétariens »*, affirme Hans van Boven, le président de la Fondation néerlandaise des végétariens. De récentes études ne tendent-elles pas à prouver que *« nous vivons plus longtemps et que nous souffrons moins de maladies cardio-vasculaires que les mangeurs de viande »* ? Enseignant en « nutritionnisme et santé » à l'Université libre de Bruxelles, vice-président de l'Association internationale des végétariens, Marcel Hebbelinck nuance avec humour les propos de Hans van Boven : *« Je dirais plutôt que nous mourrons en bonne santé. Cependant, plusieurs études réalisées, notamment aux Etats-Unis, en Norvège et en Grande-Bretagne, indiquent que les végétariens souffrent moins de ces maladies de civilisation que sont le diabète, le cancer, l'hypertension ou l'obésité. »*

Le désir de vivre sainement constitue l'une des motivations principales des végétariens, avec l'éthique – ne pas tuer pour se nourrir – et, de plus en plus, une conscience écologique. *« Il faut dix fois plus d'énergie pour produire un animal dans la bio-industrie que pour obtenir la même valeur nutritive à partir du monde végétal. Il faut bien se rendre compte que les déséquilibres biologiques sont de plus en plus manifestes. Ça ne peut plus durer »*, proclame l'enseignant belge en prenant l'exemple des Pays-Bas où les porcs sont aussi nombreux que les Néerlandais *« avec tous les problèmes de sur-consommation de nourriture et de sur-production de déchets et d'excréments que cela implique »*.

La France lanterne rouge

Personne au congrès ne se risque à chiffrer le nombre de végétariens dans le monde, notamment du fait que l'Inde, patrie du végétarisme pour raison de croyance religieuse, fausserait les statistiques (l'Association internationale est d'ailleurs en grande partie subventionnée par un groupe de diamantaires indiens qui déboursent annuellement jusqu'à 30 000 dollars pour la soutenir). Le plus grand nombre en Europe se trouverait en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas : de 4 à 7 % de la population. La France n'aurait, quant à elle, que peu d'adeptes, à peine 1 % des habitants de l'Hexagone.

La France a beau être lanterne rouge, elle n'en possède pas moins un professeur de cuisine végétarienne réputé. Jean Montagard est donc venu à La Haye montrer aux congressistes à quel point cet art peut être riche en goût et varié. Fleurs de courgettes farcies aux pignons de pin et aux champignons, aubergine frite à la crème d'ail et quelques autres créations ont conquis les gastronomes (sauf cette végétalienne américaine outrée que le chef utilise de la crème fraîche...). Enseignant au lycée hôtelier de Nice, ce petit brun à l'air jovial avoue une passion pour l'accommodement exclusif des légumineux : *« Plus riche en couleurs et en parfums, c'est bien plus intéressant que de travailler un morceau de viande ou un poisson. »* Quelques carnivores présents autour des fourneaux en étaient visiblement convaincus.

ALAIN FRANCO

SCIENCES

La fusée Ariane a lancé deux satellites pour le Brésil et la Turquie

Le 66e exemplaire de la fusée Ariane a été lancé avec succès, jeudi 11 août à 1 h 05 (heure de Paris), du centre spatial guyanais de Kourou. Le lanceur européen a placé sur orbite deux satellites de télécommunications, Brasilsat-B1, pour le compte du Brésil, et Turksat-1B, pour celui de la Turquie. Prévu initialement dans la nuit du 30 au 31 juillet, ce vol avait été reporté en raison d'une anomalie dans le circuit d'hélium destiné à la pressurisation du réservoir d'oxygène du 3e étage de la fusée (*le Monde* du 28 juillet). Il s'agit du 3e tir d'Arianne en moins de deux mois, après les cinq mois d'arrêt des lancements consécutif à l'échec du 63e vol, qui, le 24 janvier, entraîna la perte du satellite européen de télécommunications Eutelsat-II-F5 et de Turksat-1A, dont le « frère jumeau » Turksat-1B, lancé jeudi, assure le remplacement (*le Monde* du 26 janvier).

Le prochain lancement est programmé pour le 8 septembre, le suivant le 4 octobre. La société Arianespace, qui exploite le lanceur, entend maintenir ce rythme et compte effectuer 30 tirs d'ici à la fin 1996. Depuis l'échec du 24 janvier, deux nouveaux contrats ont été signés, l'un pour la mise sur orbite (en 1995 et 1996) de deux satellites de communications indiens, l'autre pour deux satellites japonais de télévision directe (à lancer en 1997 et 1998). Le carnet de commande d'Arianespace compte actuellement 39 satellites, représentant un chiffre d'affaires total d'environ 3,8 milliards de dollars (20,5 milliards de francs). Depuis sa création en 1981, Arianespace a placé sur orbite 88 satellites et 24 « charges utiles auxiliaires ».

POINT DE VUE

Pour une nouvelle politique du médicament en Afrique

par Michel Roussin

L'EFFET de la dévaluation du franc CFA sur l'approvisionnement en médicaments des pays africains a donné lieu, dans la presse, à quelques déclarations alarmistes. On a même pu évoquer, à cette occasion, un *« holocauste des enfants d'Afrique »*. Six mois se sont écoulés, qui donnent le recul suffisant pour évaluer, sans passion, la situation, et constater qu'en dépit des Cassandres, les événements ont été maîtrisés.

La situation qui prévalait dans les pays de la zone avant la dévaluation était loin d'être satisfaisante : la dévaluation a révélé cette situation dégradée, dont elle a accusé les traits, sans en être la cause. Selon l'Organisation mondiale de la santé, seuls les 30 % de la population les plus aisés, généralement urbanisés, pouvaient avoir accès aux médicaments, tous importés, que proposaient les pharmacies privées, qui écoulaient, ainsi, 80 % de la distribution totale. Le reste de la population n'avait accès qu'au secteur des hôpitaux publics et des dispensaires, dont le délabrement s'accompagnait d'un fonctionnement précaire. Les pénuries étaient endémiques, certaines spécialités introuvables. Les ONG (organisations non gouvernementales) parvenaient, grâce à leur efficacité et à leur inlassable dévouement, à maintenir, ponctuellement, un approvisionnement minimum.

La dévaluation, en enchérissant le prix des produits importés pour en décourager l'achat, se donnait pour objectif de favoriser la consommation de produits locaux et l'émergence d'une industrie locale de produits de substitution aux importations. En rendant moins chers sur le marché mondial les produits exportables, elle encourageait l'essor de leur vente.

On constate, après six mois, que ces buts sont atteints dans plusieurs pays et en bonne voie de l'être dans d'autres. Mais il n'existe pas, en Afrique, de produits pharmaceutiques de substitution pour satisfaire une demande qui est, par nature, difficilement compressible. L'effet des dysfonctionnements anciens se trouvait donc aggravé. Il fallait faire face, avec rapidité, à cette situation préoccupante : les gouvernements africains, avec l'aide du gouvernement français, se sont promptement mobilisés pour que n'adviennent pas les malheurs annoncés.

Un dispositif d'urgence

Certes, on a pu noter, ici ou là, un recours plus fréquent à la pharmacopée africaine traditionnelle ; plusieurs officines privées ont vu leur chiffre d'affaires s'effondrer ; d'autres, malheureusement, ont dû fermer. Mais dès la dévaluation, j'ai aussitôt pris les mesures nécessaires pour assurer l'approvisionnement régulier des pharmacies publiques : 25 millions de francs ont été consacrés à cette aide immédiate. Fin avril, 40 millions de francs ont été mobilisés pour subventionner les vingt médicaments les plus indispensables et soutenir, ainsi, la distribution privée en officines.

De leur côté, les laboratoires pharmaceutiques français, conscients de l'enjeu, ont accepté d'abaisser leurs prix de 10 à 15 % sur le terrain, de manière durable. Ces mesures ont permis d'atténuer, pour les médicaments les plus nécessaires, une hausse des prix qui autrement aurait pu atteindre 65 %. Certaines situations particulières ont justifié une aide exceptionnelle : au Togo, en Guinée ou au Mali, où est apparue une épidémie de méningite.

Après l'urgence vient le temps du long terme. Nous nous attelons maintenant, aux côtés de nos partenaires africains, à réformer le dispositif existant, dont les insuffisances ont été rappelées. Les ministres africains de la santé, réunis à Abidjan en mars, et à Evian en avril 1994, ont adopté les principes d'une nouvelle politique du médicament qui se propose de favoriser la distribution de produits « génériques », c'est-à-dire dont le brevet qui protège leur molécule est tombé dans le domaine public. Cela permet d'en abaisser sensiblement le coût. Certes, les médicaments de marque auront toujours leur place, quand ils sont irremplaçables, mais, à qualité égale, priorité sera donnée aux génériques. La mise en œuvre de ces mesures exigera des réformes institutionnelles que nos partenaires étudient en ce moment même.

Une telle orientation constitue un enjeu de taille pour les fournisseurs français, qui détiennent actuellement 80 % du marché de la zone franc : ils vont avoir, dans beaucoup de cas, à adapter leur offre à cette nouvelle donne, notamment pour favoriser la fabrication ou le conditionnement sur place et pour se rapprocher des besoins concrets des populations.

Le ministère de la coopération apporte, pour sa part, tout son appui, direct ou indirect, à ces mesures de restructuration : sur les fonds dits d'« ajustement structurel », 64 millions de francs ont, au-delà des sommes déjà évoquées, été consacrés au secteur pharmaceutique. 10 millions vont, d'autre part, permettre de créer, avec nos partenaires africains, une agence régionale du médicament chargée de veiller à la qualité des produits offerts. Ce sont, au total, 160 millions de francs français qui auront été affectés au médicament depuis la dévaluation du franc CFA.

Les sombres pronostics ont heureusement été démentis : grâce à la conjugaison de nombreux efforts, la pénurie a été évitée dans l'ensemble de la zone franc. L'effet de la hausse des prix a été atténué pour les médicaments de première nécessité. Il reste à confirmer notre soutien à la nouvelle politique que les gouvernements africains ont engagée avec détermination. Je sais pouvoir compter, à nos côtés, sur le concours des laboratoires français. Plusieurs d'entre eux ne viennent-ils pas d'apporter une aide spontanée, bénévole, mais massive à notre action au Rwanda ?

▶ **Michel Roussin est ministre de la coopération**

EN BREF

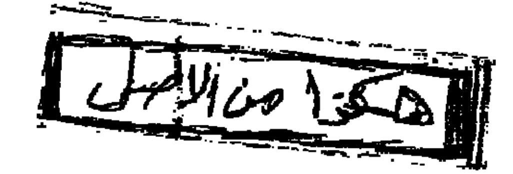
TRAFIC DE MÉDICAMENTS : levée de l'interdiction d'exercer pour deux médecins et deux pharmaciens. – Le juge d'instruction chargé d'une enquête sur une affaire de trafic de médicaments à la Réunion a levé, en début de semaine, l'interdiction d'exercer de deux médecins et de deux pharmaciens. Ces derniers, ainsi que deux autres médecins, un assistant de pharmacie et trois toxicomanes, avaient été mis en examen, le 27 juillet (*le Monde* daté 31 juillet-1er août), pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Il leur est reproché d'avoir participé à un trafic de Temgésic, un médicament dérivé de la morphine habituellement prescrit dans les cas de douleurs intenses mais aussi utilisé dans la prise en charge des héroïnomanes.

LA MORT D'UN FRANÇAIS MUSULMAN : trois nouvelles mises en examen. – Trois personnes, dont deux mineurs, ont été mises en examen, mercredi 10 août, pour *« violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner »*, suite à la mort, le 6 août, d'un Français musulman à Ault (Somme) (*le Monde* du 10 août). Cela porte à six au total, dont trois mineurs, le nombre de personnes mises en examen et écrouées dans le cadre de l'information ouverte après la découverte du corps du jeune homme, au pied des falaises.

HOLD-UP SANGLANT : un mort après l'attaque d'un fourgon blindé à Paris. – Au moins un malfaiteur a été tué et un convoyeur de fonds blessé, mercredi 10 août, lors de l'attaque d'un fourgon de transports de fonds près de la gare Montparnasse, à Paris. Quatre hommes armés ont pris d'assaut un fourgon de la Brinks devant une agence du Crédit lyonnais, place Raoul-Dautry dans le 15e arrondissement. Dans l'échange de coups de feu, un assaillant a été tué et un convoyeur de fonds blessé à la tête. Les trois autres malfaiteurs se sont alors enfuis, abandonnant les sacs d'argent. Un homme retrouvé mort par balles sur le parking de l'hopital Trousseau à Paris (12e) pourrait être l'un d'entre eux.

VOL DE GRAND CRU : plus de 2 800 bouteilles de vin dérobées dans un chais bordelais. – Plus de 2 800 bouteilles de Château Hautes-Graves-d'Arthus, un Saint-Emilion grand cru, ont été dérobées dans la nuit de mardi à mercredi dans un chais bordelais, à Vignonet (Gironde). Après s'être introduit par effraction dans le chais, les voleurs ont fait main basse sur 1 338 bouteilles, année 1992, 462 de 1990 et 1 080 demi-bouteilles de 1992.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE : record d'alcoolémie dans la région de Tarbes. – Treize automobilistes en état d'ébriété avancée ont été interpellés en trois jours dans les Hautes-Pyrénées. L'un avait un taux d'alcoolémie de 3,18 g. Le 7 août, à Sarriac-Bigorre, en sortant d'une discothèque, un automobiliste dont le taux d'alcool dans le sang était de 2,65 g a causé la mort de son passager. Mardi 9 août, une jeune femme a été victime d'un accident de la route à Vic-Bigorre. Elle avait 1,98 g d'alcool dans le sang. Toutes ces personnes se sont vu immédiatement retirer leur permis et pourraient comparaître prochainement devant le tribunal correctionnel.



LES 16es CHAMPIONNATS D'EUROPE D'ATHLÉTISME

Electricité

Comme sur toute l'Europe, le temps est à l'orage en Finlande. Et toute l'électricité qui charge l'atmosphère semble s'accumuler autour de Marie-José Pérec, comme si ses longues jambes et ses *bras interminables* ne pouvaient qu'attirer la foudre. Quelques heures avant de courir une finale, jeudi 11 août, où elle entendait prouver qu'elle peut réussir le moins, un titre européen, après avoir accompli le plus, les médailles d'or olympique (1992) et mondiale (1991) sur 400 mètres, la Guadeloupéenne se retrouvait, en effet, au cœur d'une polémique clochemerlesque dont, faute de mieux, l'équipe de France d'athlétisme semble se délecter. Un an après sa calamiteuse expérience sur 200 mètres aux championnats du monde de Stuttgart ; cinq mois après son piteux forfait aux championnats d'Europe en salle et la rupture qui en découla avec l'entraîneur Jacques Piasenta ; quatre mois après être allée chercher aux Etats-Unis une nouvelle motivation et une autre vérité auprès du coach californien John Smith ; un mois après s'être fêlé un orteil dans un banal accident domestique, tout, pourtant, ne paraissait plus être qu'un fleuve tranquille. Avant de débarquer à Helsinki, elle avait réalisé à Monaco la meilleure performance mondiale de la saison sur sa distance de prédilection et elle était tout sucre, tout miel pour les journalistes avec lesquels elle ne voulait plus parler naguère. L'offensive de charme de Marie-Jo n'aurait – hélas ! – pas l'heur de plaire à certaines de ses coéquipières. Sourire par devant, cancans par derrière. On voudrait lui « pourrir le moral » qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Elle l'a dit à un reporter qui l'a rapporté à un autre. La mèche d'une petite *bombe médiatique* venait d'être allumée sans que nul ne tente d'empêcher l'explosion. Au contraire. Quoi qu'il advienne, en finale du 400 mètres dames, la foudre de la polémique devrait tomber. Et peut-être qu'après tout Marie-José Pérec, en vraie diva, aime ces tempêtes dans un verre d'eau.

de nos envoyés spéciaux à Helsinki
JÉRÔME FENOGLIO, ALAIN GIRAUDO et ALAIN DESÈVRES

400 MÈTRES HAIES MESSIEURS

Un virus dans le programme Diagana

L'athlète défait a passé son bras autour du cou de l'entraîneur abasourdi. Stéphane Diagana, si prompt à dompter déception et fatigue avec le fouet d'un discours logique, a consolé Fernand Urtebise, si enclin à se flageller à coups d'interrogations et de remises en cause. Quelques minutes auront suffi pour que le coureur retrouve son ton d'honnête homme. Pour qu'il explique d'une voix ferme sa mauvaise réponse à un problème de 400 mètres et 10 haies qu'il a si souvent résolu dans le passé.

Non, il n'a ni péché par orgueil ni sous-estimé les adversaires en menant les trois quarts de sa course à un train d'enfer qui a fini par lui rouler dessus dans la dernière ligne droite. Non, les va-et-vient sur la piste avant le départ ne trahissaient pas une nervosité inédite chez un jeune homme aussi maître de ses nerfs que de ses paroles. Oui, ses ennuis de santé au cours de la saison l'ont empêché de se présenter dans les meilleures conditions à Helsinki et d'y supporter l'effort de trois courses consécutives.

L'entraîneur, lui, ne se contentait ni de ces explications ni de la médaille de bronze obtenue par l'athlète, dont il guide la carrière depuis 1988, pour adoucir son tourment. Il faudra sans doute du temps à Fernand Urtebise pour analyser ce qui s'est produit, mercredi soir, sous ses yeux. L'irruption brutale de l'irrationnel dans la perfection réfléchie de son champion. La contamination, comme par un virus informatique, du programme, minutieusement établi à l'avance, de la course de Stéphane Diagana.

La coupable hésitation du départ

Il n'aura fallu que quelques fractions de seconde pour que l'entraîneur décèle, dès le départ, le germe de l'échec en bout de piste, le parasite, pas encore répertorié dans ses classeurs d'archiviste de la performance, qui allait pourrir la récolte d'or rêvée par le Français. *« Il était calme, il était sûr, physiquement il était prêt,* a égrené Fernand Urtebise, comme autant de remords. *Et puis il a fait une faute à la sortie des* starting-blocks *qui a sans doute déséquilibré toute sa course. »*

Stéphane Diagana avait réagi trop lentement au coup de pistolet, mais n'avait pas pour autant renoncé à ses habitudes de départ canon. Sans adapter son plan de course aux événements ou à la foulée de ses deux principaux adversaires, qui le précédaient, il avait cherché à se porter en tête le plus rapidement possible. Au prix d'une accélération qui allait le propulser dans des temps de passage inférieurs à ceux de son record de France, avant d'entamer sa force et sa volonté au moment d'aller arracher sa médaille. Sur la dixième haie, la dernière, Diagana avait laissé l'Ukrainien Oleg Tverdokhleb partir seul vers l'or. Puis, sur la ligne, il avait regardé, avec une grimace d'impuissance, le vieux Suédois Sven Nylander lui dérober l'argent.

Le bronze de sa médaille acquise en 48 s 23, la première qu'il ait gagnée dans une compétition internationale, tintera pourtant comme un signal de la stagnation de ses résultats et de ses temps en 1994. La première ligne de son palmarès, au plus haut niveau, décrira une déception. Sur la dixième haie du stade olympique d'Helsinki se sont interrompues, contre toute attente, la montée en puissance de Stéphane Diagana et la courbe exponentielle des espoirs placé en lui.

Jusqu'à cette entrée dans la ligne droite, l'athlète, né le 23 juillet 1969 dans le village de Saint-Affrique d'une mère aveyronnaise et d'un père sénagalais, avait su ne jamais décevoir lors de tous ces grands rendez-vous. Cinquième des championnats d'Europe de Split en 1991, quatrième des Jeux olympiques de Barcelone et du championnat du monde de Stuttgart, l'an dernier, il avait prouvé, lors de ces deux dernières occasions, qu'il se rapprochait chaque année davantage des meilleurs mondiaux. Tout en abaissant le record de France jusqu'à un temps de 47 s 64 qui devait le rendre intouchable sur son continent.

Un gentilhomme des pistes

En Finlande, les amateurs d'athlétisme guettaient donc une victoire morale. Celle d'un athlète qui condamne le dopage, se méfie de l'argent et ne néglige pas ses études d'ingénieur agronome pour, une fois sa carrière achevée, s'occuper des questions de développement en Afrique. Celle d'un esthète et d'un savant humaniste de ses courses, qui sait les plier aux lois de sa raison, les analyser dans le moindre détail pour les rendre plus efficaces et les embellir. Celle d'un gentilhomme des pistes, qui rêve d'affrontements à la loyale entre des lignes blanches, et qui a trouvé dans le 400 mètres haies la course idéale pour échapper à la solitude des bêtes à concours athlétiques, à la rouerie des coureurs de fond et à l'agressivité des sprinters.

Las, mercredi soir, son portrait en jeune homme bien sous tous les rapports a fini par révéler son défaut. L'athlète a semblé manquer de cette ambition qui anime les champions. Son départ raté, qui résistait à l'analyse de son entraîneur, s'explique peut-être par une hésitation au moment d'aller chercher sa première récompense. A Stuttgart, Diagana avait déjà surpris en célébrant son arrivée sur les talons des trois meilleurs mondiaux de la spécialité, sans regretter une seconde d'avoir manqué une médaille de si peu.

« C'est un homme d'harmonie, pas un discordant », répétait, à Helsinki, Fernand Urtebise toujours en quête des explications de la contre-performance. Athlète de raison, coureur d'ordre, Stéphane Diagana aura peut-être manqué de ce déséquilibre qui fait basculer la carrière des vedettes de son sport. Son bien-être sur le tartan laissait peu de place aux soifs de revanche, aux volontés de puissance. En ce sens, la désillusion des championnats d'Europe lui sera sans doute profitable. Le Français a désormais une tache à laver dans une carrière jusque-là immaculée. Une autre raison de courir sur une piste que celle d'y trouver son bonheur.

J. Fe.

3 000 MÈTRES DAMES

Le syndrome chinois de Sonia O'Sullivan

La nuit était tombée et le stade olympique d'Helsinki était silencieux et calme après les cris et les émotions de l'après-midi. Dans les tribunes, le visage des derniers journalistes en train de rédiger leur article était éclairé par la lueur des écrans de leurs ordinateurs personnels. Sur la piste, l'Irlandaise Sonia O'Sullivan trottinait doucement dans le sens des aiguilles d'une montre. Et il y avait dans cette course lente à contre-sens, devant des feux follets électroniques, une part de surréalisme, comme si la scène était destinée à être peinte par un René Magritte.

Quel besoin avait l'héroïne de la journée à repasser ainsi devant des gradins où l'écho de la clameur qui avait accompagné sa course s'était éteint depuis longtemps ? Peut-être refaisait-elle en sens inverse le chemin de la victoire comme ces épicuriens qui dégustent leur repas du dessert au hors-d'œuvre. Mystères d'un caractère qui n'en fait pas, d'une nature qui n'en a pas. Sonia O'Sullivan est tout autant la fierté d'un sport que d'un peuple.

Dans les sondages de popularité de l'Eire, elle apparaissait l'an dernier tout juste derrière le président de la République, Mary Robinson. Après les championnats du monde de Stuttgart, elle a été accueillie dans sa ville natale de Cobh, près de Cork, par une foule enthousiaste. Elle, pourtant, n'était pas très satisfaite de ses performances. Elle était arrivée en Allemagne avec l'intention de gagner les titres mondiaux des 1 500 et 3 000 mètres. Or, elle n'en revenait qu'avec une médaille d'argent sur la plus courte des deux distances, après s'être, par deux fois, cassé le nez sur le dos des Chinoises du « sorcier » Ma Juren (*le Monde* du 24 août 1993).

Sous le coup de la déception, Sonia O'Sullivan aurait pu réagir comme d'autres coureuses de demi-fond, qui ont mis sur le compte du dopage les résultats de Qu, Zhang ou Liu. L'Irlandaise en tira, elle, une autre conclusion : il était possible d'aller plus vite. Elle mit donc à profit l'hiver pour atteindre cet objectif. Avec la détermination qui a toujours époustouflé son entourage depuis qu'elle fait de la compétition.

Au début de l'hiver, Sonia O'Sullivan quitta donc l'université américaine de Villanova, à Philadelphie, qui sert de camp de base à tout ce que l'Irlande a compté de bons spécialistes du demi-fond, de Ron Delany, champion olympique 1956 du 1 500 mètres, à son homonyme Marcus O'Sullivan, champion du monde du monde en salle 1987 et 1989, en passant par Eamon Coghlan, champion du monde 1983 du 5 000 mètres. Avec les 100 000 dollars que venait de lui rapporter sa victoire dans le Grand Prix de la Fédération internationale d'athlétisme, elle acheta un appartement à Londres dans le quartier de Teddington. Le choix n'était pas tout à fait innocent. De la sorte, elle se retrouvait en effet à proximité du domicile de Kim McDonald, le manager qui a dans son « écurie » les meilleurs Kényans. Pendant la mauvaise saison, elle put ainsi s'entraîner dans les allées du parc de Richmond en compagnie de Moses Kiptuani, champion du monde 1991 et 1993 du 3 000 mètres steeple.

Quatre records battus en onze jours

Sur les talons des Chinoises, Sonia O'Sullivan avait acquis la conviction qu'elle pouvait courir plus vite et que pour y parvenir, elle devait s'entraîner plus dur. Le retour des beaux jours montra qu'elle n'avait sans doute pas tort : en l'espace de onze jours, à la mi-juillet, elle améliora quatre records, ceux d'Irlande du 1 500 mètres (3 min 59 s 10) et du mile (4 min 17 s 25), celui d'Europe du 3 000 mètres (8 min 21 s 64) et celui du monde du 2 000 mètres (5 min 25 s 36). Le seul doute qui pouvait planer sur la qualité de ces performances tenait au fait que l'escadron de choc de Ma Juren était resté cantonné en Chine et que la confrontation avec ses rivales de l'an passé n'avait pas pu être faite.

Une autre réserve était venue à l'esprit des spécialistes : après des courses organisées sur mesure pour elle afin de lui faire améliorer des records, Sonia O'Sullivan allait-elle être capable de tirer son épingle du jeu dans des épreuves tactiques où seul le titre compte ? L'Irlandaise a compris que la menace n'était pas vaine lors des Goodwill Games à Saint-Pétersbourg. Une Russe de trente-deux ans, Yekatarina Podkopaïeva, qui lui avait servi de lièvre dans sa tentative contre le record du 1 500 mètres, l'a battue.

La fille de l'ancien gardien de but de l'équipe de Cobh en a tiré deux leçons : elle ne doublerait pas 1 500 et 3 000 mètres aux championnats d'Europe d'Helsinki pour se concentrer sur la plus longue des deux distances et elle ne laisserait pas traîner les choses. De fait, mercredi, elle a emballé le rythme dès le premier des sept tours avec la complicité de la Britannique Yvonne Murray, la tenante du titre qui a été championne du monde en 1989. Près de 2 500 mètres en tête et une sèche accélération à 200 mètres du but : personne ne pouvait plus douter que Sonia O'Sullivan est bien la reine d'Europe. Reste à savoir si cela suffit à son bonheur.

A dix-sept ans, à deux jours d'intervalle, elle avait gagné le titre de championne d'Irlande juniors et amélioré son record personnel contre l'avis de son entraîneur qui lui avait conseillé de se consacrer au record seulement. C'est peut-être pour cela qu'à vingt-cinq ans, elle rôde la nuit venue dans les stades, comme si elle regrettait de ne plus y croiser les seules adversaires qu'elle rêve vraiment de battre, les Chinoises.

A. G.

ÉQUIPIER

Patricia Djaté, l'oiseau des îles

Gauguin a peint à Tahiti des femmes au visage ovale comme le sien. Patricia Djaté, qui est née à Paris et a grandi dans le Sud-Ouest, est d'origine polynésienne par sa mère. Elle est le bel oiseau des îles qui survole depuis quelques mois le demi-fond court français. Avec un plumage et un ramage laissant entrevoir aux plus optimistes que Maryvonne Dupureur, médaille d'argent aux Jeux de Tokyo en 1964, pourrait enfin avoir un un successeur.

A vingt-trois ans, Patricia Djaté est l'un des espoirs les plus prometteurs de l'athlétisme français. Une de ces natures heureuses qui progressent en douceur, sans drame ni heurt. Quand il apparaît que le 400 mètres sollicite trop son nerf sciatique, elle s'adapte sans façon au 800. En 1990, elle se classe huitième des championnats du monde juniors. En 1993, on la retrouve quatrième aux Jeux méditerranéens de Narbonne, puis sixième à la Coupe d'Europe de Rome. Chaque fois, elle manifeste un tempérament et une fraîcheur qui lui permettent de compenser son manque d'expérience.

Patricia Djaté est une lutteuse. Il faut m'être pour se faire respecter dans la bousculade agressive des petits pelotons avides de victoire. Lors de la Coupe d'Europe 1994 disputée à Birmingham, Diane Modhal lui marche carrément sur les pieds et lui passe devant sur la ligne d'arrivée. A Helsinki, mercredi 10 juillet, elle sort de la piste avec un long filet de sang sur le tibia droit. La Russe Irina Samorokova est tombée sans raison apparente. En chutant, elle a griffé avec les pointes de ses chaussons la jambe de la Française.

L'effort qu'elle doit produire pour rester au contact des autres concurrentes l'empêchera sans doute de débouler aussi bien qu'elle en a l'habitude dans la dernière ligne droite. Elle doit ainsi se contenter de la septième place alors qu'elle pouvait prétendre à un rang meilleur. La déception de Patricia Djaté n'est pas tempérée par le fait que, pour 4 centièmes de seconde, elle a amélioré une nouvelle fois sa meilleure performance personnelle : la Française espérait passer en dessous des 2 minutes.

Ce devrait être chose réglée à l'occasion des prochains meetings internationaux où elle a été invitée, son véritable objectif étant là d'améliorer le record national que détient Vivianne Dorsile en 1 min 59 s 29 depuis le 27 juin 1992. Après, il lui faudra retourner une année à l'université de Toulouse pour tenter d'obtenir le diplôme de professeur d'éducation physique qu'elle a raté cette année. Si elle décroche le parchemin, au moins sera-t-elle sûre qu'il portera le nom qu'elle voudrait voir figurer sur les bilans officiels, celui du coureur de 800 mètres Frédéric Taillard qu'elle a épousé l'an dernier.

A. G.

PODIUM

LES RÉSULTATS DU MERCREDI 10

400 mètres haies messieurs

Sixième aux Jeux olympiques 1992 et aux championnats du monde 1993, l'Ukrainien Oleg Tverdokhleb (vingt-quatre ans, 1,84 m, 70 kg) s'est imposé en 48 s 06 (nouveau record national). Il bat dans les dernières foulées le vétéran suédois Sven Nylander (48 s 22) et le favori français Stéphane Diagana (48 s 23), qui avait jusqu'alors la meilleure performance de la saison (48 s 38).

Longueur messieurs

Avec un sixième essai à 8,09 m, le Bulgare Ivailo Mladenov (vingt ans, 1,84 m, 73 kg), qui était cinquième aux championnats du monde 1993, a gagné son premier titre continental. Il a battu le Tchèque Milan Gombala (8,04) et le Grec Konstantinos Koukodimos (8,01 m).

Disque dames

Championne d'Europe 1990, l'Allemande Ilke Wyludda (vingt-cinq ans, 1,85 m, 93 kg) qui a été médaillée d'argent aux championnats du monde 1991, a conservé son titre avec un jet de 68,72 m. Elle a précédé la Biélorusse Ellina Zvereva (64,46 m) et la Norvégienne Metta Bergmann (64,34 m).

800 mètres dames

Agée de trente-sept ans, la Russe Lyubov Gurina (1,66 m, 57 kg) qui a été médaille d'argent aux championnats du monde 1983 et 1993, est devenue, au moins momentanément, la plus vieille championne d'Europe en s'imposant en 1 min 58 s 55. Il a fallu recourir à la photo-finish pour la départager de la Biélorusse Nataïa Dukhnova. La Russe Lyudmila Rogachova, médaille d'argent sur 1 500 mètres aux Jeux olympiques 1992, est troisième (1 min 58 s 69). La Française Patricia Djaté se classe septième (2 min 0 s 34) en améliorant son record personnel.

3 000 mètres dames

Battue par les Chinoises aux championnats du monde 1993 sur 1 500 (deuxième) et 3 000 mètres (quatrième), l'Irlandaise Sonia O'Sullivan (vingt-quatre ans, 1,73 m, 53 kg) s'est imposée magistralement dans le 3 000 mètres (8 min 31 s 84), distance dont elle détient le record d'Europe (8 min 21 s 64). Elle a précédé la Britannique Yvonne Murray (8 min 36 s 48) et la Roumaine Gabriela Szabo (8 min 40 s 08). La Française Farida Fates se classe septième (8 min 46 s 04) en améliorant son record personnel.

TECHNIQUE

La science du rythme

Les coureurs de 400 mètres haies ont des mots bien à eux pour raconter leur vie d'athlète. A la notion de vitesse, ils préfèrent celle de rythme. Ils se disent vigilants, lorsque d'autres s'avouent simplement concentrés. Au comble de l'effort, ils se laissent souvent envahir par de curieuses pensées. *« Entre deux haies, je change parfois mes plans et j'allonge la foulée pour ne pas cogner l'obstacle,* explique Stéphane Caristan, l'actuel champion de France. *En une fraction de seconde, je suis capable de modifier ma cadence si le vent se montre violent. »*

Découpée par les obstacles en dix fractions de course, la distance impose ses subtiles exigences. Elle en tire tout son charme. *« Je déteste le 400 mètres plat, mais je raffole du 400 mètres haies,* lâche Stéphane Caristan. *Pour moi, la première de ces deux épreuves n'a aucun intérêt. Elle est un long sprint qu'il faut avaler sans réfléchir, en essayant de repousser la douleur le plus loin possible. La seconde est une science. Il faut réfléchir, trouver le bon rythme, modifier sa foulée en cours d'épreuve. »* Avant de se laisser griser par les chiffres de la performance, le coureur de 400 mètres haies étale devant lui ceux de la meilleure cadence. Treize, quatorze, quinze foulées entre les haies... A chacun sa recette.

Le compte à rebours des foulées

Aux Jeux de Montréal, en 1976, l'Américain Edwin Moses avait tourné une nouvelle page en répétant un rythme de treize foulées du départ à l'arrivée. A l'époque, les spécialistes avaient crié au miracle. Moses avait résolu l'équation parfaite. Treize foulées d'un bout à l'autre. L'impossible se réalisait, sur la piste, en finale des Jeux olympiques. Fort d'une cadence d'avance, Edwin Moses a piétiné ses rivaux pendant plus de dix ans. Puis il a cédé la place.

Kevin Young, son suivant sur les tablettes du record du monde, champion olympique à Barcelone, a réduit Edwin Moses aux dimensions d'un junior. Il avale l'intervalle entre les haies au rythme de douze foulées. Depuis, personne n'a pu rester à son contact.

A en croire ses adeptes, le 400 mètres haies développerait l'intelligence de l'effort. L'obstacle se dresse sur la route des étourdis. Et les rappelle souvent à l'ordre. *« La moindre hésitation peut vous faire perdre la course,* affirme Caristan. *Il faut rester vigilant, surveiller sa cadence, estimer les effets du vent, tout en gardant l'œil sur les adversaires. »* La technique s'apprend avec patience. *« Sur cette distance,* explique Stéphane Diagana, *l'expérience joue un grand rôle. Les meilleurs spécialistes mondiaux arrivent souvent à maturité assez tardivement. »*

Parfois, il vient au coureur de 400 mètres haies l'idée perfide de laisser la tactique bousculer les valeurs. La discipline se fait alors plus proche du demi-fond que du 400 mètres plat. L'athlète ne fonce plus, il triche. *« Je l'ai fait, cet été, aux championnats de France,* avoue Stéphane Caristan. *Mon plus dangereux rival était sans doute plus performant que moi. Et je le savais. Alors, j'ai bluffé. Je suis parti sur un rythme vraiment rapide, je l'ai dépassé dès les premières haies. Il a paniqué. Il en a perdu sa cadence. Et je l'ai emporté. »*

Hier encore, l'athlétisme jetait souvent sur cette curieuse épreuve des regards dédaigneux. On la jugeait hybride. Et elle peinait à se débarrasser de l'image terne de discipline refuge pour des coureurs aux qualités limitées. Aujourd'hui, le 400 mètres haies se sent mieux dans son époque. Ses champions ne se cachent plus. Ils avancent en rythme.

A. D.

COMMUNICATION

Les difficultés du service public audiovisuel italien

Les quatre fronts de bataille de la RAI

La bataille de la RAI n'a pas encore eu lieu. Avant l'été, les premières escarmouches avec Silvio Berlusconi ont toutefois abouti à la démission du conseil d'administration, puis à son renouvellement et à la nomination d'un nouveau président – la femme d'affaires Letizia Brichetto Moratti. La refonte du service public audiovisuel italien devra compter avec l'héritage de la « lottizzazione », ce sytème mis en place au milieu des années 70, qui a abouti à la mainmise des partis sur la RAI.

■ ENTRETIEN. Dans un entretien accordé au *« Monde »*, Enrico Manca, président de la RAI de 1986 à 1992, défend certains points de ce système auquel il a contribué et se demande si, pour gommer les désastreuses habitudes de la RAI, le pouvoir actuel n'est pas tenté de commettre les mêmes erreurs.

ROME

de notre correspondante

La bataille de la RAI se mènera sur quatre fronts. D'abord, un front « intérieur » à la majorité gouvernementale, qui a déjà failli éclater lors de la nomination du conseil d'administration de la RAI, le mois dernier. On avait ensuite frôlé l'incident « constitutionnel» : Irene Pivetti, présidente de la Chambre des députés, issue de la plus turbulente des formations alliées de M. Berlusconi, la Ligue du Nord, et chargée avec le président du Sénat de désigner le nouveau Conseil, n'avait pas hésité a dénoncer les *« pressions intolérables »* exercées sur elle par l'équipe gouvernementale.

Deuxième front, essentiel, et plein de chausse-trapes, celui qui concerne les rapports entre télévision d'Etat et télévision privée. Il se complique du fait que M. Berlusconi possède trois chaînes privées à travers la Fininvest. Une situation anormale, où un président du conseil se trouve à la fois juge et partie et doit réglementer, en quelque sorte, l'entreprise concurrente ! Début août, l'opposition a eu un premier coup de sang à ce sujet et a réclamé, sans attendre l'hypothétique rapport d'une commission des « sages » prévu pour septembre, une solution immédiate et sérieuse au problème, dont des lois antitrust concernant également la publicité, fleuron lucratif de la Fininvest. Là aussi, la bataille devrait reprendre à la rentrée (*le Monde* daté 31juillet-1er août).

Enfin, il reste deux grands combats à mener, à l'intérieur même de la RAI : le premier consiste à la soustraire théoriquement à l'influence des grands partis ou du pouvoir politique, et à cette *« lottizzazione » (lire l'entretien avec Enrico Manca)* qui l'a gangrenée depuis plus de vingt ans. Ce que l'équipe des « professeurs » formant le précédent conseil d'administration – des personnalités indiscutables, non inféodées à des partis – n'a semble-t-il pas réussi à faire. Le nouveau conseil a remplacé ces « professeurs » par des « gestionnaires », sans grande compétence eux non plus sur les questions audiovisuelles mais davantage « agréés » par les milieux de droite et surtout catholiques. En admettant qu'ils aient jamais eu l'intention de créer un vrai service public, y réussiront-ils dans le climat de règlement de comptes qui règne ? C'est Clochemerle dans les couloirs de la RAI et les malheureux « professeurs » y servent, un peu facilement, de boucs émissaires. Accusés d'avoir anticipé la victoire des progressistes en épurant les journaux de la RAI Uno et de la RAI Due, les deux ex-citadelles de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste, ils sont également critiqués pour avoir, dans un dernier revirement, voulu plaire aussi aux vainqueurs de Forza Italia. Il est vrai qu'en matière de caméléons la RAI est une véritable couveuse. Ainsi le « Groupe des cent », structure journalistique récente à vocation syndicale, accuse la puissante union syndicale interne, l'USIGRAI (dont le secrétaire est entre-temps devenu député de gauche), d'avoir été le bras armé de l'invasion progressiste et catholique de gauche... Pour toute réplique, l'USIGRAI accuse les « cent » d'être des *« recyclés de l'ancien régime »*. Un troisième groupe, Evelina, méprise cordialement les deux autres : sur des *« critères de de professionnalisme »*, il tente de susciter pour une fois un *« véritable esprit de service public»*.

La prodigalité de « Mamma RAI »

Enfin, le dernier combat sera celui contre le gaspillage de *« Mamma RAI »*, comme on a longtemps surnommé la RAI en Italie. Bonne mère, elle a nourri ses fils sans jamais en renier un seul, et ce en dépit des fluctuations politiques. En accumulant placards dorés et surcoûts de production et en enrôlant un personnel pléthorique, parfois inoccupé. Les auditions menées par la Commission parlementaire de vigilance regorgent d'exemples : ainsi, en plus des 12 800 personnes de la RAI, il y a eu jusqu'à 41 048 contrats de collaboration extérieure signés en 1993 et des milliards de lires de productions – contestables – achetées à l'extérieur, alors que les centres de production de Rome, Milan, Naples et Turin, qui emploient 3 400 personnes, tournent respectivement à 52 %, 18 %, 15 % et... 5 % de leur capacité. Le nombre de dirigeants a atteint 650 personnes, avant d'être réduit à 500. Au sein de la rédaction du TGI (journal de la première chaîne), sur 120 journalistes environ, on comptait 20 rédacteurs ordinaires, le reste se répartissant entre directeurs, vice-directeurs, rédacteurs en chef, etc. Les « professeurs » ont certes un peu resserré les dépenses, mais, selon certains experts, il s'agit de funambulisme arithmétique.

Il a fallu ajouter à cela, après les années d'or des grandes productions RAI qui attiraient tout ce que l'Italie compte de talents et de créateurs, la dispendieuse guerre avec la concurrence privée. Si la RAI vit de la redevance télévisuelle, d'ailleurs mal acquittée par les Italiens, elle tire aussi ses ressources de la publicité. Conséquence : à part les « citadelles » de l'information, les programmes, à base de jeux et de jeunes femmes très décolletées ont été tirés vers le bas et uniformisés. Résultat : un budget en déficit chronique, que l'Etat lui-même a sauvé de la faillite en reconduisant jusqu'en 1995 le décret qui fixe l'enveloppe budgétaire de la RAI, et en y injectant 500 milliards de lires (1).

A ces quatre combats, on pourrait en ajouter un cinquième, crucial, mais que les Italiens, tout à leurs joutes politiques, oublient parfois : celui de la modernité. Or la télévision publique italienne est peu préparée à l'invasion du câble, des chaînes payantes, et aux technologies de pointe qui vont bouleverser le paysage audiovisuel européen. En attendant, viale Mazzini, au siège romain de la RAI, à l'image de cette gigantesque statue de cheval qui semble hennir vers un avenir incertain, la RAI attend et fait ses comptes.

Depuis juin 1993, date de la dernière « réformette » de la RAI, une année épouvantable s'est écoulée : en décembre dernier, les caisses sont à sec (1,8 milliard de francs d'endettement en 1993), le treizième mois n'a pas été payé et se voit repoussé à février. De surcroît, le directeur général, Gianni Locatelli, jusque-là directeur du quotidien économique *Il Sole 24 Ore*, était cité dans le scandale « Plumes propres » (qui concerne des journalistes qui se seraient laissé « acheter ») alors qu'il était à peine nommé. Un nouveau scandale, celui de certains envoyés spéciaux de la RAI accusés d'avoir démesurément « gonflés » leurs notes de frais, a ensuite éclaté.

Enfin, la politique s'en est mêlée. Silvio Berlusconi, chef de file du nouveau parti Forza Italia, accuse les télévisions publiques, notamment la RAI Tre, d'être de parti pris contre lui. Devenu président du conseil, il attaque la RAI, *« anormalement dans l'opposition » (le Monde* du 9 juin). Le nouveau président de la commission parlementaire de vigilance, le radical Marco Taradash, n'hésite pas, quant à lui, à affirmer que *« la RAI a été occupée militairement par les partis »*, ce qui s'apparente à une petite revanche de la part d'un homme dont la formation politique n'a jamais été admise au grand festin général de la RAI... *« Si Berlusconi a gagné contre une presse liée au vieux monde politique et, à travers lui, à l'Etat,* nous a-t-il expliqué, *c'est justement parce qu'il avait lui-même des télévisions. Sans lui, ce pays serait resté entre les mains d'un pouvoir conservateur, fût-il de gauche. C'est à ce prix, paradoxalement, que nous avons eu une alternative démocratique. Seulement, à présent, il faut tout remettre à plat. »*

Sortir du « double monopole »

« Nous traversons le moment le pire de notre histoire », constate, philosophe, Angelo Guglielmi, un des fondateurs du groupe Evelina directeur de l'élitiste et très contestée troisième chaîne (RAI Tre). Une RAI Tre objet des dernières sollicitudes néfastes des « professeurs », qui, selon le directeur de la troisième chaîne, l'ont en partie détruite en lui enlevant ses émissions d'information et ses débats de qualité, au nom d'une vague « régionalisation » de la chaîne. Une décision prise, toujours selon M. Guglielmi, *« sans que personne le leur ait demandé, uniquement pour faire plaisir à la dernière minute au nouveau pouvoir en place ! »*. *« Dans cette première attaque en règle contre la RAI, je ne crois pas que Berlusconi soit le plus responsable,* ajoute le directeur de la RAI Tre. *Ce n'était pas son intérêt : plus on parle de la RAI, plus on parlera de la Fininvest. Il aurait donc sans doute préféré maintenir les choses en l'état, un peu rectifiées. Ce qui n'est pas le cas de ses deux alliés. Car ni la Ligue ni la droite d'Alleanza nazionale n'ont de journaux ou de télévisions. Ce sont eux qui poussent pour avoir un minimum d'influence... »*

S'il ne croit guère en *« l'esprit du service public »*, M. Guglielmi estime en revanche qu'il faut sortir du *« double monopole »* Fininvest-RAI, qui bloque le paysage audiovisuel italien en interdisant la formation d'un *« troisième pôle »*. *« Il faut en finir avec l'ambiguïté des ressources mixtes de la RAI. Pourquoi l'Etat devrait-il financer une télévision telle que nous la faisons, en ce moment ? La redevance devrait servir, au contraire, à mettre en place tout ce à quoi le privé ne veut pas toucher : des télévisions spécialisées, des chaînes payantes, des télévisions régionales, par exemple... »*, affirme-t-il. A l'inverse, le radical Marco Taradash rêve, lui, d'une télévision publique *« redimensionnée »* et sans publicité. Il est même un des promoteurs d'un référendum visant à enlever la publicité à la RAI. *« Ce n'est pas un cadeau à la Fininvest,* estime-t-il, *car nous nous battrons aussi pour une rigoureuse loi antitrust, et la Fininvest ne peut absorber davantage de publicité. Au contraire, cela fera exploser le marché et permettra de nouvelles créations... »* Avec qui ? Télé-Monte-Carlo ? Video Music ? D'autres groupes ? Dans l'incertitude, la bataille continue et l'immobilisme s'accroît. Et Angelo Guglielmi de conclure avec une élégante ironie : *« En attendant d'être fixés, que faire ? S'efforcer d'aller de l'avant, en faisant semblant de croire que nous sommes éternels... »*

M.-C.D.

(1) 1 milliard de lires équivalent environ à 3 400 000 F.

Un entretien avec l'ex-président de la télévision publique

Enrico Manca : l'ancien système de « lottizzazione » assurait l'« émergence d'un certain pluralisme »

« La RAI a connu quatre grands moments, explique Enrico Manca, qui présida la RAI de 1986 à 1992. *Après la période fasciste puis une courte période où des groupes d'intérêt d'inspiration libérale et conservatrice ont prévalu, la première date clé coïncide avec l'arrivée à la direction de la RAI d'Ettore Bernabei, figure mythique de la télévision, cheval de Troie de la Démocratie chrétienne (DC). De fait, dans les années 60, la RAI a été entièrement « occupée » par la DC, qui d'ailleurs régnait totalement en politique. Ce n'était pas de la* lottizzazione (partage des postes entre les partis) *mais un immense* latifondo, *une propriété privée de la DC. Ensuite, avec la montée du centre gauche et le début de la collaboration catholiques-socialistes, il y eut un début de changement, concrétisé par la réforme de 1975. Une réforme capitale, sur un plan presque constitutionnel. »*

« Jusque-là, poursuit M. Manca, *la RAI était sous l'influence directe du gouvernement. A travers le ministère du Trésor et l'IRI, important conglomérat d'Etat actionnaire majoritaire de la RAI, le gouvernement nommait directement le conseil d'administration et le directeur général. La réforme de 1975 a placé la télévision sous contrôle du Parlement. Et cela, sur la base d'une décision de la Cour constitutionnelle qui statuait que l'information, les programmes, l'aspect culturel et tout ce qui en découle avaient valeur institutionnelle et ne pouvaient être l'expression seule d'un gouvernement ni d'une majorité. La réforme statuait que la RAI devait être le reflet du plus grand nombre, donc de l'organe démocratique qui exprime par excellence la souveraineté populaire, c'est-à-dire, le Parlement. Ainsi, c'est à la Commission parlementaire de vigilance sur la RAI qu'est revenue la désignation du Conseil d'administration. »* Cette formule a été si bien rodée que tout a été régi, dans la maison, selon une grille de proportions immuable, selon la représentativité de chaque parti au Parlement. Des parts ont été attribuées selon l'échelle suivante : six parts pour la DC, trois pour le PCI, deux pour le PSI, et une pour chacun des petits partis laïques. Une porte ouverte à toutes les dérives ? *« Dans toute réforme, il y a des côtés positifs, et le revers de la médaille »*, admet Enrico Manca.

L'aspect positif ? *« C'était la fin du monopole de la DC, l'émergence d'un certain pluralisme. Il y a eu trois chaînes, trois journaux télévisés, la première d'inspiration démocrate-chrétienne, la seconde plutôt socialiste, et la troisième, à la fin des années 70, mineure, axée sur les problèmes régionaux. Il y eut ensuite un nouveau virage, quand je suis arrivé à la présidence. Nous avons dû affronter le défi des télévisions privées, nous avons réussi à juguler cette concurrence féroce, mais au prix d'énormes efforts financiers. On déplore aujourd'hui l'état financier de la RAI, mais nous n'avions pas vraiment le choix : le service public devait se battre avec les règles du marché ou se réduire à une petite télévision avec quelques programmes d'informations... Sur le plan politico-culturel, pour mener cette bataille contre le privé, nous avions besoin du plus large consensus dans l'opinion publique. Il fallait que tous les citoyens se sentent concernés, pas seulement une majorité. Je me suis donc battu – cas sans doute unique au monde – pour que l'opposition soit davantage associée à la gestion des programmes et de l'information. Or l'opposition, c'était essentiellement la gauche communiste. De là est née la troisième chaîne, RAITRE et son journal le TG3. A ce moment-là, c'était de la* lottizzazione *bien comprise, reflet fidèle de l'évolution politique du pays, déjà de la démocratie à mon avis, en tout cas une conception de vrai « service public ». Seule la droite fasciste et quelques petits groupes n'étaient pas représentés. »*

Le retour à la logique des partis

« Dommage que la lotizzazione *ait dégénéré, elle a eu son bon côté »*, regrette M. Manca. Cela n'a pas empêché les excès. Selon certaines estimations, 25 % à peine des nominations échappaient aux critères de « chapelle » partisane. Le leader socialiste Bettino Craxi n'avait qu'à dire un mot pour défaire une carrière. Un ministre pouvait placer ses fidèles. Et jusqu'au portier de chaque chaîne, il fallait afficher les « bonnes » idées, en vogue dans chaque chaîne *« N'exagérons pas,* se défend M. Manca. *il y a eu beaucoup d'excès, c'est vrai. A terme, toute réforme se stérilise, s'ossifie. Ce pluralisme culturel, né d'un fragile équilibre, a été remplacé par la mainmise des partis. Au lieu de se contenter de désigner, par exemple, des directeurs de chaînes de leur mouvance, mais modérés et compétents, ils ont voulu nommer tout le monde, des simples journalistes aux cadres, seulement selon des critères politiques : la RAI s'est donc mise à fonctionner comme une énorme bureaucratie. Une réforme de la réforme s'est donc imposée. »* Elle a abouti, il y a un an et demi, à un conseil d'administration formé des « professeurs ». Ces personnalités étrangères à la RAI sont nommées non plus par la commission parlementaire de vigilance mais par les présidents des deux Chambres pour tenter de casser la *lottizzazione*.

Mais avant la tourmente électorale des législatives de mars, sous les coups de boutoir de la justice et des scandales, la *lottizzazione* était malade et la DC et le PSI réduits à la portion congrue. Contestés par le nouveau pouvoir, les professeurs ont remis leur démission, le 30 juin, et bien peu à la RAI les ont pleurés. Cela traduirait-il l'échec de la « réforme de la réforme ? *« En un sens oui, car les « professeurs » ont commis deux erreurs,* estime Enrico Manca. *Ils ont eu tendance à trop noircir la gestion précédente, au risque de jeter le bébé avec l'eau du bain. Plus grave, ils ont recréé une sorte de* lottizzazione, *mais à sens unique : à la faveur de l'effondrement des anciens partis de la majorité, tombés avec ce qu'il est convenu d'appeler la première République. ils ont cru que les progressistes allaient gagner en mars. Ils ont un peu anticipé la victoire et, jusqu'à cette date, la RAI les a plus ou moins ouvertement soutenus, y compris à travers des nominations ou des épurations internes, inspirées à l'occasion par le PDS (ex-Parti communiste). Paradoxe : la majorité issue des urnes (Forza Italia et ses alliés) n'était pas représentée au sein d'un service public qui était plutôt le reflet, voire le soutien de la minorité ! »*

D'où les critiques de Silvio Berlusconi à l'égard de la couverture informative de la RAI et de la gestion des « professeurs ». Dans son entourage, on voudrait que l'IRI (donc le gouvernement) nomme à nouveau le conseil d'administration ou rende au gouvernement plus de pouvoir de contrôle sur la RAI. D'où l'impression aussi de renouer avec le début d'une vieille histoire. *« Exactement, et le risque serait que la majorité actuelle soit tentée de reprendre en main la RAI comme au temps du* latifondo *démocrate-chrétien !* ironise Enrico Manca. *Il faudrait inventer autre chose, c'est évident, mais je constate que la logique des partis a la vie dure... »*

Propos recueillis par
MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le Monde
DES LIVRES

Mémoires d'un obsédé sexuel

Un siècle après sa parution à quelques exemplaires seulement, « Ma vie secrète », œuvre anonyme d'un riche Anglais, s'inscrit parmi les chefs-d'œuvre de la littérature mondiale

MA VIE SECRÈTE
(My Secret Life)
Volumes I et II.
Traduit intégralement en français pour la première fois par Mathias Pauvert.
Préface de Jean-Jacques Pauvert,
Ed. Stock, 570 p., 180 F.

En 1888, un vieil Anglais fortuné demanda à un éditeur hollandais, spécialisé dans la littérature érotique, de publier à ses frais et anonymement un énorme manuscrit dans lequel il avait consigné sa vie sexuelle. Il ne devait pas être tiré à plus de six exemplaires. Il n'est pas certain que l'éditeur ait respecté la requête de son client pour ce qui est du tirage, mais il préserva son anonymat. Il le préserva si bien qu'aujourd'hui encore, en dépit des investigations des plus fins limiers de la critique britannique, un doute subsiste sur l'identité de l'auteur de *Ma vie secrète*.

Nul doute, en revanche, sur le prodigieux intérêt et la valeur littéraire de ce document : nous nous trouvons en présence, tout comme pour le journal d'Amiel, d'un livre à proprement parler monstrueux, plus de onze volumes qui totalisent plusieurs milliers de pages dans l'édition anglaise (Grove Press, 1966) et qui, sans apprêt, avec un naturel confondant, ressassent un thème unique : la jouissance sexuelle. Michel Foucault, qui en avait préfacé des extraits, se disait fasciné par ce récit méticuleux, rédigé dans le seul souci de restituer ce qui s'est passé, comment, selon quelle intensité et avec quelle qualité de sensation (1). Il situait *Ma vie secrète* à la confluence de trois courants : celui de l'examen de conscience prôné par l'Eglise, celui de la recherche acharnée d'une certaine vérité du plaisir telle qu'elle s'exprime chez Rétif et Sade, celui enfin de la sexologie naissante : Krafft-Ebing n'est pas loin.

Walter, le narrateur de *Ma vie secrète*, tient son journal depuis son plus jeune âge. *« Cette habitude,* note-t-il, *m'a peut-être incliné plus tard à consigner ma vie intérieure et secrète. »* Il insiste sur le fait qu'il écrit sans égards pour ce que le monde appelle la décence : *« La décence et la volupté dans leur pleine acception ne peuvent coexister : l'une tuerait l'autre. »*

A l'opposé d'Amiel, qui conjugue analyse psychologique et impuissance, Walter ne prétend pas expliquer ses actes. Sa conduite, comme celle de ses partenaires, lui paraît après coup souvent étrange, folle ou absurde : il se bornera donc à la décrire. Il se situe d'emblée au-delà de toute morale. Nulle trace de puritanisme chez lui, ni de perversité, mais un goût immodéré pour l'autre sexe : *« Les femmes ont été le plaisir de ma vie. J'aimais le con, mais aussi qui le portait. J'aimais bien la femme que je foutais et pas simplement le con que je foutais, et c'est là une grande différence. »*


COLL. MUSÉE D'ORSAY

Etude de nu d'un anonyme français, vers 1875-1880.

Philosophe de la luxure, à laquelle il s'abandonne sans retenue, Walter a compris très jeune déjà que toutes les filles, riches ou pauvres, corsetées ou dépravées, *« se languissent en secret de la chose »*. Ce qu'il y a de plus saisissant dans ses confidences – il ne prétend jamais être un Casanova ou un Hercule du sexe –, c'est la manière dont, par *«sa ruse concupiscente »* et ses *« rapides assauts obscènes »*, il parvient à ses fins. Il lui arrive, quand on lui résiste, de bousculer la fille ou de l'acheter, mais, dénué de tout scrupule, il s'en accommode fort bien.

En revanche, il éprouve une certaine gêne et pas mal de répugnance à associer d'autres hommes à ses expériences érotiques. Il avoue avoir hésité plus d'une fois à détruire le récit qu'il fit de ce type d'expériences, mais convaincu, d'après sa philosophie, qu'en matière de luxure tous les besoins sont naturels, il ne censura pas son manuscrit : *« Il n'y a pas*, commente-t-il, *plus de mal à ce qu'un homme caresse la bite d'un autre, ou à ce qu'une femme titille le clitoris de sa compagne, qu'il n'y en a dans une banale poignée de main. Cependant, l'éducation et les préjugés sont tels que je ne puis évoquer ce caprice sexuel sans déplaisir. »*

N'éprouve-t-on pas une certaine lassitude, voire un sentiment d'écœurement, face aux assauts coïtaux mille fois répétés de cet insatiable Anglais ? Paradoxalement, non. Car, d'une part, il ne cherche jamais à se mettre en valeur – rien d'un fanfaron du vice chez lui – et, d'autre part, il excelle à mettre en scène des situations convenues, certes, souvent exploitées dans la littérature érotique, mais qui, avec lui, donnent au lecteur l'illusion de la nouveauté et du naturel. Il parvient à nous faire partager ses angoisses, notamment quant à la taille de son pénis, ses craintes concernant les maladies vénériennes, son indifférence haineuse à l'égard de son épouse, ses instants de folie, avec une spontanéité redoutable. Dès lors qu'un homme se livre avec une telle franchise, fût-il le pire des criminels, on le suivrait au bout du monde. *« Mon sens de l'honneur était puissant, ma lubricité plus puissante encore »* : tout son personnage tient dans cette formule.

Mais qui se cache derrière Walter ? Jean-Jacques Pauvert, qui préface cette édition des deux premiers volumes de *Ma vie secrète*, a tenté de résoudre la question en suivant – après le spécialiste de littérature érotique Legman – la piste de sir Henry Spencer Ashbee, un négociant en huiles de la City, fort distingué, collectionneur de livres érotiques et auteur de la première bibliographie sérieuse du genre.

Mais, selon Pauvert, ou bien *Ma vie secrète* est un récit fortement romancé, ou bien, si tout y est exact, il est absolument impossible que le narrateur soit Ashbee. Il nous promet cependant, lors de la parution des prochains volumes, de nous tenir au courant de l'état de ses recherches.

Pour l'instant, il ne nous reste plus qu'à nous plonger avec délice dans cette autobiographie unique en son genre, y compris par les problèmes que pose son authenticité. Walter, l'anti-Werther, est un personnage plus retors qu'il n'y paraît, avec lequel il faudra désormais compter. En faisant imprimer en Hollande les six exemplaires de *Ma vie secrète*, il avouait une ambition modeste : apporter une *« contribution à la psychologie »*. Un siècle plus tard, c'est à un chef-d'œuvre littéraire dans la lignée de Montaigne, de Sade, d'Amiel et de Proust que nous sommes confrontés. L'occasion de vérifier une fois de plus que l'art ne couche jamais dans les lits qu'on a préparés pour lui et qu'il faut du temps, parfois beaucoup de temps, pour qu'on puisse l'accueillir. Bienvenue à Walter !

Roland Jaccard

(1) *My Secret Life* (Ed. les Formes du secret, 1977, épuisé), le texte de Michel Foucault avait été publié dans « le Monde des livres » du 5 novembre 1976.

★ Signalons, dans le domaine érotique, deux anthologies récentes : celle de Sarane Alexandrian qui réunit sept romans du siècle passé, dont le célèbre *Gamiani* d'Alfred de Musset : *l'Érotisme au XIXe siècle* (J.-C. Lattès, 692 p., 185 F) ; Jean-Jacques et Mathias Pauvert présentent un choix du *Théâtre érotique du XIXe siècle* (Ed. Sortilèges, distribution « les Belles Lettres », 632 p., 195 F). Chez le même éditeur, Jean-Paul Goujon a rassemblé *l'Œuvre érotique* de Pierre Louÿs (relié, 1 078 p., 295 F). De Pierre Louÿs également, le roman *Trois Filles de leur mère*, et des poèmes érotiques, *Pybrac*, font l'objet de publications séparées (respectivement : 10/18, nº 2 472, 39 F et Ed. Climats, 74 p., 78 F).

Ô solitude !

Larry Brown, grand prêtre du roman noir

JOE
de Larry Brown.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Lili Sztajn,
Gallimard, coll. « Noire »,
312 p., 120 F.

C'est une « brute au grand cœur », à jamais brisée par le désespoir qui embrume les désirs trop petits face à des rêves trop grands. Dans un décor de pluie, les jambes lourdes d'adhérer à la glaise, la main serrée sur une boîte de bière ou un pistolet, Joe recule vers le néant, taciturne et fatal. Sur l'écran bien délimité du roman noir, le héros solitaire pleure le désert de sa vie, tombeur de femmes cafardeux, Sisyphe d'un rocher qui s'émiette en velléités.

Joe est le héros type d'un genre de roman type que Larry Brown pousse à son paroxysme, avec un tel savoir-faire que le lecteur parfois crie grâce, en quête d'un passage à vide, une seconde d'ennui par exemple qui rendrait l'auteur soudain vulnérable. Mais la mécanique est si bien huilée que l'on n'entend plus que le souffle de l'extrémité du monde, la poésie des destins vaincus, une masse d'émotions qui nous atteint en plein ventre, avides de souffrance et submergés d'une sombre délectation. Du travail de « pro ».

Larry Brown nous fait le coup du sous-bois mouillé d'automnales langueurs, de l'ivresse au bord de l'abîme, du duo d'amour-mémoire, quand la femme couche avec son ancien mari ou que la fille-mère présente son enfant au grand-père... et ça fait un choc : bien sûr les truands ont de la morale. Les scènes du répertoire, ici superbes, jamais ne lassent, tant le dosage tension-relâche est rythmé, efficace. Ne refusons pas les vertus du vrai roman (noir). Il ne s'y passe rien qu'on ne devine. L'issue sera d'une tristesse infinie. La chute aide à se sentir vivre et prévient le regret qu'il y aurait à quitter une vie apprivoisée.

Le personnage central du roman, Joe Ransom, est un homme seul, ancien taulard, brave et sans illusion, beau, silencieux, buveur impénitent, dur à la tâche et aux jouissances élémentaires, un janséniste égaré chez de vieux diables conventionnels. Le camion (le *« pick-up »*) chèrement acquis, les tournées en ville, les cartes, le fric dilapidé : tous les clichés d'un univers de mâles crispés à se faire mal. Mais que deviendrait le roman que l'on dévore avec son bourbon, une nuit d'épouvantable vague à l'âme, si Joe se posait près d'une femme douce, se laissait aimer et cotisait pour une assurance vieillesse ?

Dans la vie catastrophique de Joe, il y a néanmoins un amour, le seul amour qu'autorisent les fins de partie : un enfant trouvé au plus gluant de la déchéance. Le roman s'ouvre sur l'arrivée dans les forêts du nord du Mississippi d'une famille de paumés : le père, vieux débris pourri d'alcool et prêt à tout pour entretenir une perpétuelle beuverie, la mère foutue, la fille aînée (d'autres enfants ont été perdus en route) qui finira par fuir, une petite fille que le père prostitue (la scène est insoutenable) et Gary le fils, l'adolescent, l'ange rédempteur, la consolation et la pitié. Un ange noir, la réincarnation de Joe, le Joe d'avant les gros péchés. Et Joe va être le grand frère, le père, l'initiateur (ici l'inévitable scène de déniaisement au bordel, accomplissement du non-dit par putain interposée).

On a voulu comparer Brown à Faulkner, que notre auteur a certainement lu. Son univers n'est pas le même, son écriture non plus. Il y a des proportions qu'il faut garder. Brown transmet les valeurs viriles sans y croire, « par principe » en quelque sorte, une dernière innocence. Un leurre car – et c'est une sacrée différence – la malédiction, pour Brown, est individuelle et la misère n'a pas d'enracinement social. Gary, tout solide qu'il est, se soumet à son abominable père. Joe, tout violent qu'il veut être, tire vanité d'un destin sacrifié. Pas d'espoir de réconciliation entre Dieu et sa créature, pas d'oasis humanitaire ni de futur révolutionnaire. Ce roman noir déploie les inévitables ténèbres de la fatalité. Le rituel immuable de l'homme qui se punit de ne pas savoir préserver la vie en s'adonnant au culte de la mort.

Hugo Marsan

PROMENADES EN LIBRAIRIES *Le dernier des croquis de Jean-Pierre Cagnat sur un lieu habité par la passion du livre*



La librairie qui tue – Grande comme une cabine d'ascenseur mais pourvue d'une salle d'exposition, la librairie Un Regard moderne tient davantage de la bibliothèque privée que du commerce. Ici, on trouve du neuf (pas du nouveau), des raretés, de l'inhabituel. Lieu unique à Paris, amateurs et curieux y dénichent le haut du panier en matière de livres illustrés, venus du monde entier, des plus contemporains aux plus décadents, sulfureux, expressionnistes. Mais le lecteur moins averti trouvera aussi son compte de romans policiers, de SF et de littérature anglo-saxonne. En observant Jacques Noël, le libraire, évoluer dans son magasin, manipuler les volumes, j'ai l'impression, sous sa fausse tranquillité, qu'il va soudain grimper aux murs. Un Regard moderne, également les éditions Jean-Paul Faur, rue Gît-le-Cœur, Paris.

Une idée de Provence

L'OMBRE INFINIE DE CÉSAR
Regards sur la Provence
(Cesar's Vast Ghost)
de Lawrence Durrell.
Traduit de l'anglais
par Françoise Kestman,
Gallimard, 240 pages, 130 F.

La Provence dont Lawrence Durrell propose *« une interprétation »* est celle sur laquelle Rome avait établi son empire et sa paix. Elle va donc loin à l'ouest, bien au-delà du Rhône, jusqu'aux Corbières, ne serait-ce que pour le Fitou : l'auteur et ses amis arrosent volontiers de ce vin leurs conversations sans fin. Les capitales de cette province sont Arles, Nîmes, Avignon, Narbonne et elles renvoient toutes à l'emprise romaine, bien que sous le regard de Durrell la Grèce soit également très présente en ces lieux.

La Provence est aussi taurine, avec les ferias de Nîmes et Arles et les courses à la cocarde, où se distinguent razzeteurs et taureaux de Camargue. Bref, l'Espagne y rejoint la Grèce, *via* l'Italie, et même l'Egypte à travers le culte taurin. Ce n'est pas un pays, dit Durrell, c'est une idée, la rencontre de deux systèmes de référence, de deux manières d'appréhender l'histoire de l'humanité, de deux sensibilités. *« A vrai dire,* assure-t-il, *les Provençaux sont français par procuration, par accident, de même que le pays n'est qu'une entité démographique. En d'autres termes, la Provence n'est pas plus française que le pays de Galles n'est anglais ! »*

A. L.

Apocalypse sur le Japon

Un conte géopolitique de Michel Meyer et Michel Tatu

LE RÉVEIL DU POISSON-CHAT
de Michel Meyer et Michel Tatu.
Éd. Odile Jacob,
350 p., 130 F.

Le *Poisson-Chat* de Michel Tatu et Michel Meyer, second d'une série inaugurée par un premier récit-fiction qui décrivait, un an avant les faits, un coup d'Etat conservateur à Moscou, est l'expression d'un nouveau genre romanesque qu'on peut baptiser roman ou conte géopolitique, très exactement comme Voltaire et ses émules du siècle des Lumières avaient inventé le roman philosophique pour exposer, sur le ton du récit picaresque ou de l'anecdote plaisante, de fort sérieux débats d'idées.

Ici nos auteurs retournent comme un gant la forme bien définie du roman d'espionnage pour anticiper sur l'événement, donner à voir un problème géopolitique de l'heure, tout en faisant rêver et en amusant le lecteur. Le roman d'espionnage et d'aventures s'y prête à merveille : forme statique et répétitive, conçue pour rendre compte d'un combat inépuisable comme Le Carré l'avait bien senti dès ses premières œuvres, le roman d'espionnage est mort de la fin de la guerre froide et attend un repreneur, tout comme le roman picaresque, épuisé par la fin de l'Espagne classique, s'offrait tout naturellement à l'auteur de *Candide*. Michel Tatu et Michel Meyer viennent en tout cas une seconde fois de prendre une sérieuse option sur cette reprise. Lors de leur première tentative, ils avaient imaginé un coup d'Etat à double détente dirigé contre Gorbatchev : derrière un général nationaliste et un peu paranoïaque, combiné de Gromov et d'Ogarkov, se cachait l'habile numéro deux, qui préparait une reprise en main en souplesse.

La même trame romanesque se retrouve ici, étendue à l'échelle mondiale. Deux exaltés, un Russe et un Américain, ont l'idée folle et apocalyptique de briser la puissance japonaise en organisant un tremblement de terre artificiel, à l'aide d'un bathyscaphe qui peut immerger un engin nucléaire. Par égard pour le lecteur, nous ne livrerons pas le mystère de cette intrigue à la Jules Verne. Plus racontable, en revanche, est le raisonnement géopolitique qui soutient la trame romanesque : notre Américain est un milliardaire mégalomane et quelque peu raciste, mélange de Howard Hughes et de Ross Perot, qui pense que sa fortune lui permet de franchir toutes les barrières légales. Il trouve à s'entendre avec un ancien général russe du GRV, qui manipulait autrefois des terroristes occidentaux.

Au passage, nos auteurs nous doivent une version de l'assassinat du patron de la Deutsche Bank, Alfred Herrhauser, par des durs soviétiques au moment de la chute du mur, qui paraît parfaitement crédible, sinon prouvée. Mais notre général soviétique, dès cette époque, avait préparé l'avenir en devenant un agent double de la CIA, ce qui le rend invulnérable et bientôt fort riche aussi, dans la Russie de Eltsine où, bien entendu, comme Sterligov, Makachov et autres étoiles des « organes » défunts, il soutient l'extrême droite nationaliste. La rencontre de ces deux fanatismes de puissances déclinantes pèsera-t-elle lourd face à l'habileté extraordinaire d'un milliardaire japonais que nos auteurs ont baptisé Mishima, et qui évoque plutôt un Akio Morita, le patron de Sony, qui avait embrassé en totalité la conception du monde d'un ancien samouraï ?

Meyer et Tatu, malgré un dénouement comme il se doit assez optimiste, ne donnent pas lourd de l'Amérique actuelle et de ce qui reste de la Russie face à un Japon dont la volonté de puissance, bientôt nucléaire, passe par le tamis d'une philosophie asiatique de l'immanence et de l'amoralisme du maître zen. Peut-être ont-ils tort, et la nouvelle génération japonaise, qui aspire à consommer et à vivre plus pleinement pourrait démentir cette prémonition d'un Japon surpuissant et nucléaire, comme la jeunesse russe de 1991 a démenti en se rangeant derrière Eltsine la prémonition vraisemblable d'une reprise en main conservatrice, dans leur roman précédent.

Mais le lecteur avide de récits d'espionnage n'en boudera pas pour autant son plaisir, et l'amateur de constructions géopolitiques y trouvera de nombreuses occasions à méditer de solides et passionnantes démonstrations. Après tout, *Candide* déjà, en son temps, n'épuisait pas le débat sur Leibniz. Cela n'a pas empêché que le principe de raison suffisante reste attaché à Pangloss. Ici le débat sur l'avenir de la puissance japonaise vient de trouver son conte philosophique.

Alexandre Adler

Souvenirs du Quai

QUAI D'ORSAY
Derrière la façade
de Bernard Destremau.
Plon, 458 p., 140 F.

Sa brillante carrière de tennisman n'a pas empêché Bernard Destremau de se distinguer dans une autre : celle qu'on appelait autrefois la Carrière, avec un grand C, autrement dit la diplomatie, puisqu'il a été secrétaire d'État aux affaires étrangères sous Valéry Giscard d'Estaing et ambassadeur à Buenos-Aires.

C'est ce qui lui permet aujourd'hui d'écrire sur le Quai d'Orsay un très bon livre, l'un des meilleurs sans doute, et des plus faciles à lire, que cette auguste institution ait jamais inspirés.

Il n'emploie pas – ce serait trop facile – la classique formule : le Quai n'est plus ce qu'il était, mais c'est manifestement ce qu'il pense. Le temps est révolu où des Cambon (Paul et Jules), des Barrère, des Constans se permettaient d'en remontrer à leurs maîtres, même lorsque ces derniers s'appelaient Delcassé ou Poincaré. Grâce à eux, la République avait une diplomatie *« supérieure à toute autre en Europe »*.

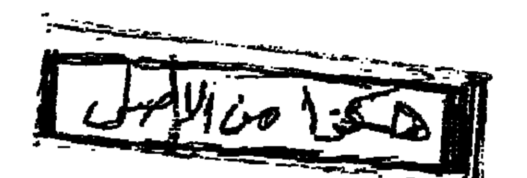
La frénésie de déplacements des présidents et des ministres, le poids des médias, le recours de plus en plus fréquent à des hommes du pouvoir pour gérer ou plaider les dossiers délicats, voire occuper de grands postes, aboutit trop souvent à négliger l'avis d'agents fort capables, que l'on décourage en ne leur laissant qu'un rôle de pure représentation. D'une République à l'autre, d'un président, d'un ministre à l'autre, la situation a certes varié, et l'auteur est le dernier à dire le contraire, qui rapporte une série de choses vues et entendues autrement significatives que bien des études plus savantes ou plus prétentieuses.

De plus, sa raquette a toujours des balles qui font mal : François Mitterrand est au nombre de ses victimes, mais il est en bonne compagnie, et il n'y a rien de systématique chez ce diplomate trop sportif pour tourner sa plume dans l'encrier de M. de Norpois ou faire grise mine au talent.

Si l'on ajoute la présentation chronologique de ces réflexions et l'art qu'a Bernard Destremau de résumer en peu de mots, avec quelques bonnes citations à l'appui, l'essentiel des grandes phases des relations internationales à l'époque contemporaine, on en vient à se dire que son ouvrage permet, bien plus que d'autres, plus volumineux et moins lumineux, de se faire une assez juste idée du rôle de notre pays, depuis un siècle, sur la scène mondiale.

Là aussi, malheureusement, force est de constater qu'il n'est plus ce qu'il était. Mais nous sommes en bonne compagnie : il y a soixante ans, la France et la Grande-Bretagne en étaient encore à se disputer le rang de première puissance mondiale...

André Fontaine



PHILOSOPHIE DES SCIENCES

La statue du chimiste

L'originalité du « Lavoisier » de Bernadette Bensaude-Vincent est de s'interroger sur la notion de révolution scientifique

LAVOISIER, MÉMOIRES D'UNE RÉVOLUTION
de Bernadette Bensaude-Vincent. Préface de Michel Serres, Flammarion, coll. « Figures de la science », 469 p., 160 F.

Probité, patience, courage et désintéressement, nos premiers livres d'histoire nous ont rendu familières les vertus des hommes de science. De cette inoffensive mythologie, dont les héros se nommaient Ambroise Paré, Pasteur ou Lavoisier, il nous reste des bribes édifiantes. Ainsi de Lavoisier : la chimie végétait dans les ténèbres de l'alchimie quand enfin il parut. Contre l'aveuglement de ses contemporains, il ruine le phlogistique, démontre, pesées à l'appui, que la combustion est une fixation de l'oxygène de l'air. En 1794, le tribunal révolutionnaire l'envoie à l'échafaud. Un martyr de la science est né, célébré depuis deux siècles.

Bernadette Bensaude-Vincent, après d'autres, suggère une vision plus réaliste de la révolution chimique. Lavoisier n'est pas le premier à utiliser la balance dans un laboratoire de chimie. Il n'est pas un savant solitaire, et la chimie de son temps, enseignée et cohérente, est déjà très critique à l'égard de l'alchimie.

S'il s'agissait seulement de faire tomber quelques clichés déjà bien entamés ou même de retracer la carrière de ce fermier général dans le cadre mondain de la haute société parisienne, cette biographie intellectuelle n'apporterait rien de neuf. Mais l'auteur nourrit d'autres ambitions. Lavoisier est revenu à l'honneur comme exemple de ces révolutions scientifiques qu'analyse Thomas Kuhn. Or une conception trop rigide du renversement d'un système par un nouveau paradigme stérilise l'histoire des sciences. Aussi faut-il cesser, selon Bernadette Bensaude-Vincent, de recourir au concept de révolution scientifique en ignorant qu'il a lui-même une histoire.

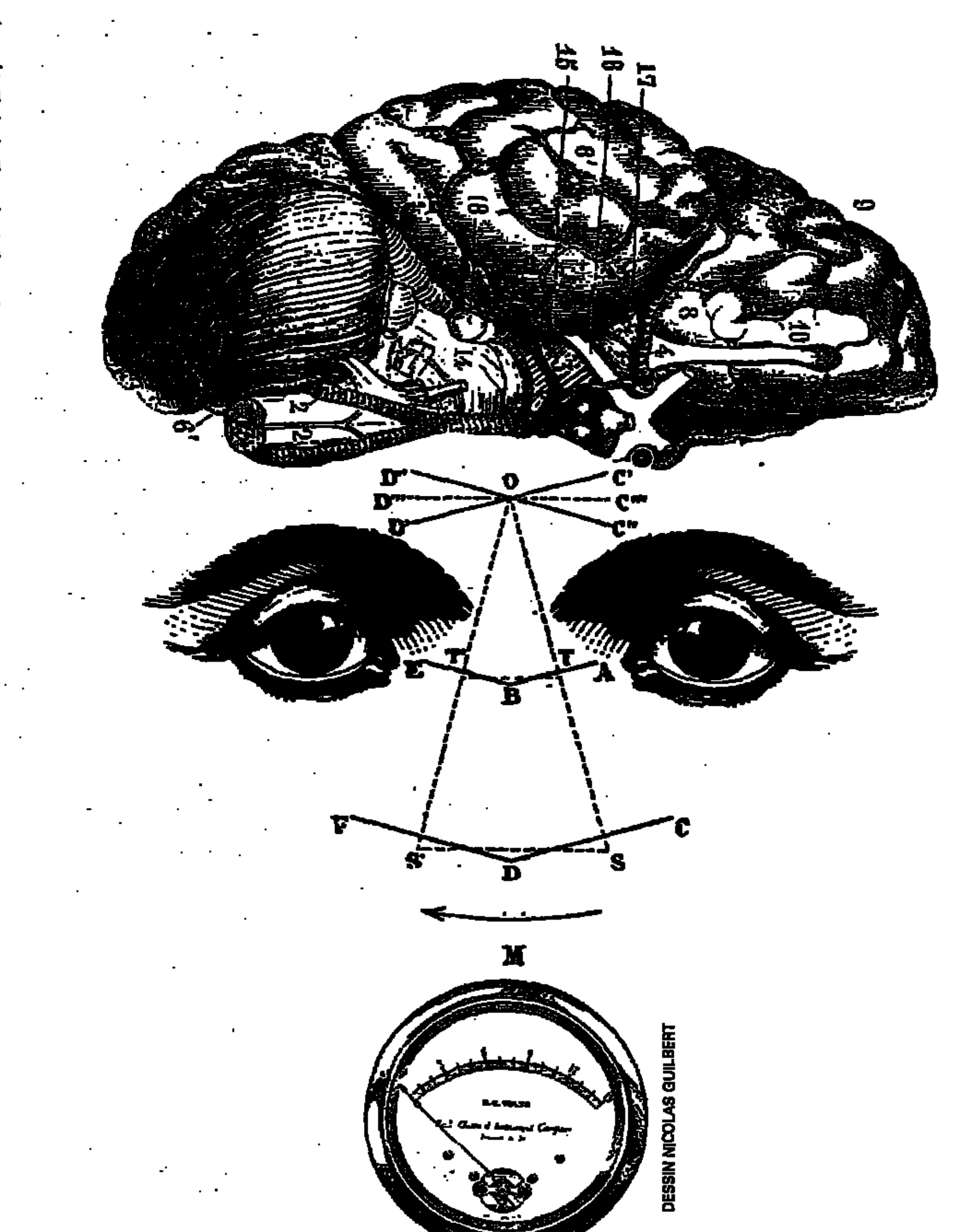
Dans cette histoire, Lavoisier tient une place essentielle, en sculptant sa propre statue de fondateur de la chimie moderne, en travaillant ce concept de révolution scientifique au nom duquel, aujourd'hui, on prétend lui assigner sa place... L'originalité du questionnement fait ainsi le prix de ce savant ouvrage.

J.-P. T.

Moderne, Linné ?

LA VENGEANCE DIVINE
de Carl von Linné. Traduit du suédois par Denise Bernard-Folliot, Editions Michel de Maule. 210 p., 135 F.

En 1778, le grand botaniste suédois Carl von Linné meurt entouré de l'admiration quasi universelle des hommes des Lumières. Même s'il persiste à écrire en latin, même si Buffon, Diderot, Adanson critiquent vivement sa vision fixiste de la nature, l'auteur de la *Philosophia botanica*, admiré par des esprits aussi différents que Voltaire, Rousseau et Goethe, est considéré comme le savant moderne par excellence. Ce n'est qu'en 1968 que l'on publie en Suède ses notes rassemblées sous le titre *Nemesis Divina*, qui sont aujourd'hui traduites en français. C'est un choc, et qui oblige sans doute à réévaluer toute la pensée de Linné. L'homme des Lumières y apparaît comme un métaphysicien ombreux, par moments même médiéval, un moraliste étroit et misogyne, dont l'univers mental est tout empreint encore de mythologies préscientifiques et de peurs naïves.


DESSIN NICOLAS GUILBERT

L'ingénieur et l'apothicaire

Deux biographies, de Lazare Carnot et d'Antoine-Augustin Parmentier

LE GRAND CARNOT
de Marcel Reinhard. Préface de Charles C. Gillispie. Hachette, 709 p., 195 F.
PARMENTIER
d'Anne Muratori-Philip. Plon, 398 p., 148 F.

Lazare Carnot, père du fondateur de la thermodynamique, reçoit l'enseignement de Monge à l'Ecole du génie, s'y instruit de l'art des fortifications dans le respect de Vauban, devient ingénieur militaire et organise les armées de la République. A ses moments perdus, le grand Carnot rédige sa *Géométrie de position à l'usage de ceux qui se destinent à mesurer les terrains*. Marcel Reinhard, dont on réédite la magistrale biographie de Lazare Carnot, ne souffle mot de son œuvre scientifique. Charles C. Gillispie, professeur d'histoire des sciences à Princeton, en expose les grandes orientations en quelques pages. Par la grâce d'une préface et d'une quatrième de couverture, Lazare Carnot reprend figure de savant.

Antoine-Augustin Parmentier est l'« inventeur » de la pomme de terre. Le précieux tubercule devient le pain des pauvres et met un terme aux famines du royaume. Le « bourru bienveillant », comme l'appelaient ses amis, n'est point inculte. Cet inspecteur général du service de santé des armées a commencé sa carrière comme membre du Collège de pharmacie et démonstrateur d'histoire naturelle au Jardin des apothicaires. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont un *Traité sur la culture et les usages des pommes de terre, de la patate et du topinambour*, suivi d'une importante *Instruction sur les sirops de raisin*.

Signe des temps : pour asseoir la réputation d'un notable ou d'un homme politique du passé, il faut de nos jours l'inscrire dans l'histoire des sciences.


J.-P. T.

AU FIL DES LECTURES SCIENTIFIQUES

par Jean-Paul Thomas

Faire la peau de l'âme

Qu'attendre d'un ouvrage collectif consacré aux neurosciences et aux sciences cognitives ? Une juxtaposition d'études ponctuelles, les chapitres d'un manuel, un ialogue de sourds entre représentants de diverses disciplines ? Pendant trois ans, sous le parrainage du Centre théologique de Meylan et de la faculté de théologie de Lyon, une équipe de théologiens, de philosophes, de biologistes, d'ingénieurs et de psychanalystes s'est régulièrement réunie, mue par un même désir de s'informer et de questionner le grand projet de réalisation d'une « intelligence artificielle ». Michel Simon, auteur du chapitre sur le débat philosophique, a assuré la rédaction finale du texte issu de ce long travail.

La méthode peut surprendre, mais le résultat est une réussite, tant par la lisibilité que par la probité avec laquelle les débats contemporains sont exposés. Parfois en désaccord, les auteurs partagent néanmoins une sourde hostilité à l'égard des tentatives pour « faire la peau de l'âme ». Leur mérite est de prendre acte avec sérieux des recherches en cours, quitte à confronter leurs convictions aux résultats les plus récents. Une lecture stimulante et très accessible.

▶ ***La Peau de l'âme. Intelligence artificielle et neurosciences : approches pluridisciplinaires,*** *sous la direction de Michel Simon. Editions du Cerf, 443 p., 195 F.*

Histoire d'une discipline récente

La thérapie génique, comme le séquençage du génome humain, envahit les médias. Acquise entre les années 1972 et 1980, cette maîtrise opératoire découle des nouveaux outils conceptuels d'analyse du vivant forgés entre 1940 et 1965. L'enjeu de l'histoire de la biologie moléculaire va de soi : on ne saurait en effet apprécier les possibilités techniques inédites indépendamment de la nouvelle manière de percevoir le vivant dont elles sont issues. François Jacob et François Gros en France, Robert Olby en Grande-Bretagne, ont déjà raconté de larges pans de cette révolution moléculaire.

Michel Morange, professeur de biochimie et historien, attentif à la science telle qu'elle se fait, comble les lacunes de cette histoire parcellaire. Une histoire qui obéit à plusieurs rythmes, de la lente réduction de la biologie à la physique au temps plus court de la convergence de la biochimie et de la génétique. L'histoire événementielle des expériences et des théories se dépose sur ces transformations profondes. La référence aux travaux de Fernand Braudel est explicite. Une belle synthèse, érudite et claire.

▶ **Histoire de la biologie moléculaire,** *de Michel Morange. La Découverte, 357 p., 198 F.*

Le syllogisme « mécanomorphe »

« *Les êtres humains sont des animaux* » (Darwin).
« *Les animaux sont des machines* » (Descartes).
« *Les êtres humains sont des machines* » (La Mettrie).

C'est par ce syllogisme « mécanomorphe » que Philip N. Johnson-Laird, professeur de sciences cognitives à l'université de Princeton, conclut son traité de psychologie. Les dualistes invétérés, explicitement provoqués, s'en irriteront peut-être. L'éminent spécialiste n'en a cure, tant les philosophies traditionnelles, idéalistes ou matérialistes, lui paraissent surannées. Que vous souscriviez ou non au monisme de La Mettrie lui importe peu, l'essentiel de son propos étant d'ordre méthodologique.

Comment étudier l'esprit ? En le traitant comme une machine, en faisant l'hypothèse que l'esprit est au cerveau ce qu'un programme est à un ordinateur. Les bons résultats obtenus lui permettent de prédire *« en toute sérénité que le concept de simulation sur ordinateur ne sera remplacé par aucun autre système »*. Et c'est d'un ton serein que l'apprentissage, la mémoire, la cogitation et la parole sont tour à tour livrés à la modélisation informatique.

▶ **L'Ordinateur et l'Esprit,** *de Philip N. Johnson-Laird, traduit de l'anglais par Jacqueline Henry. Odile Jacob, 472 p., 210 F.*

Stephen Rose, professeur de biologie à l'Open University, conteste cette vision du cerveau comme machine à traiter de l'information et expose une conception neurophysiologiste de son fonctionnement dans son dernier ouvrage, **la Mémoire, des molécules à l'esprit,** *traduit de l'anglais par Marcel Blanc Seuil, 403 p., 160 F.*

Science et responsabilité

Faut-il tenir les scientifiques pour responsables de l'usage que l'on fait de leurs découvertes ? Hans-Peter Dürr, disciple de Heisenberg et directeur de l'Institut Max-Planck de Munich, entreprend de répondre sans faux-semblants à cette question classique. Le débat n'est pas académique. Le jeune physicien, qui poursuit ses études aux Etats-Unis à partir de 1953, a vu ses années d'adolescence assombries par le traumatisme de la seconde guerre mondiale. Le problème de la responsabilité allemande, si difficile à admettre pour un jeune homme, dont les meilleurs amis sont tués par les vainqueurs , est à la source de toutes ses réflexions.

Des conférences d'Hannah Arendt à Berkeley, Hans-Peter Dürr, auditeur passionné, retiendra que des hommes normaux peuvent être amenés à accomplir des atrocités, faute de résistance précoce au national-socialisme. L'auteur transpose ce principe de vigilance aux questions scientifiques, techniques et écologiques. Il invite les savants à reconnaître la dangerosité potentielle de leurs recherches. Regrettons seulement que la multiplicité des prises de position politiques de cet administrateur scientifique voile incidemment l'unité de son propos.

▶ **De la science à l'éthique. Physique moderne et responsabilité scientifique,** *de Hans-Peter Dürr. Albin Michel, 350 p., 160 F.*

★ Signalons également ***Histoire de l'infini. Le problème de l'infini dans la pensée occidentale jusqu'à Kant,*** de Jonas Cohn. *Traduction de l'allemand et présentation par Jean Seidengart. Ed. du Cerf, 265 p., 150 F.* L'infini donne à penser, et de bien des manières. Le livre classique de Jonas Cohn, publié à Leipzig en 1896, s'inspire librement du criticisme kantien et demeure le seul ouvrage historique qui couvre l'ensemble de la question jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Il donne une vision unifiée des dimensions d'un problème qui a retenu nombre de théologiens, d'artistes et de mathématiciens.

Sensations troubles

L'œuvre saisissante d'un auteur argentin très peu connu en France : « Lune chaude », de Mempo Giardinelli

LUNE CHAUDE
(Luna Caliente)
de Mempo Giardinelli.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Juan Marey,
Ed. Alfil (78 rue La Fayette, 75009 Paris) 190 p., 100 F.



PALOMARES

Mempo Giardinelli.

Rarement titre aura mieux rendu l'atmosphère inquiétante d'un livre que ce *Lune chaude*, à la fois moite et mystérieux. Le roman que publient les toutes jeunes éditions Alfil, spécialistes de littérature étrangère, est l'œuvre saisissante d'un auteur argentin très peu connu en France. Né en 1947, Mempo Giardinelli mérite cependant l'attention, tant son écriture est efficace et singulière, en dépit de quelques affectations. Déplaçant tout à fait les règles classiques du roman à suspense, il a conçu un récit trouble et troublant dans un style dépouillé.

Le phrasé très simple, linéaire et presque naïf en certains passages, suit la pensée du narrateur. Lui, c'est Ramiro, jeune homme choyé, tout récemment rentré de Paris où il a étudié le droit. Dans une Argentine glacée par la dictature militaire, il rencontre la très jeune fille, adolescente encore, qui réveille en lui des désirs brutaux et le lance dans une suite de meurtres. Habile, l'auteur projette le lecteur dans un texte à double détente qui conjugue l'immédiateté et la distance.

Les sensations fortes liées au sexe, à la mort et à la peur sont inscrites en direct dans le discours du narrateur et rapportées dans une langue particulièrement sensuelle. Giardinelli se plaît à donner au physique, son apparence, ses exigences, ses faiblesses, une importance oppressante. Ce registre de l'imminence s'impose dès la première phrase, placée là comme un avertissement : *« Il savait que cela devait arriver. Dès qu'il la vit, il le sut. »* Tout au long du roman, la chaleur qui rend Ramiro *« trempé, sale, gluant »* contamine cette histoire de basculement, de honte et de lâcheté. L'angoisse vient en grande partie du décalage instauré entre cet univers de pure sensation et la distance établie par le regard du narrateur. Partagé entre la lucidité, la peur et la veulerie, Ramiro tente d'attribuer ses crimes à d'autres – à l'influence de la chaleur, de la lune ou à celle, diabolique, de la jeune fille –, mais ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il est un assassin, que sa vie est gâchée, sa conscience perdue. L'irruption du fantastique, qui ressuscite la jeune morte par deux fois, assure une cohérence insolite à l'ensemble en lui donnant des allures d'allégorie historique. Car l'histoire de Ramiro, hanté par le fantôme récurrent qui le mène à sa perte, est aussi celle de l'Argentine entraînée dans les affres de la dictature, violeuse de dignité.

Raphaëlle Rérolle

En ce bas monde

Deux polars métaphysiques d'Osvaldo Soriano et Antonio Dal Masetto

UNE OMBRE EN VADROUILLE
(Una sombra ya pronto seras)
d'Osvaldo Soriano.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Claude Bleton,
Grasset, 236 p., 100 F.
LES NOCES DU FOU
(Siempre es dificil volver a casa)
d'Antonio Dal Masetto.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Isabelle Gugnon,
Seuil, 252 p., 95 F.

Ceux qui aiment les structures chancelantes, ceux qui penchent pour le genre dépenaillé, ne doivent pas rater le dernier ouvrage d'Osvaldo Soriano, romancier argentin très populaire dans son pays. Il est d'une génération qui succède à celle de Jorge Luis Borges, Bioy Casares, Ernesto Sabato, orfèvres dans l'art de la construction et hommes de toutes les cultures. Trop ? Les écrivains qui les suivent, Enrique Medina, Antonio Dal Masetto, Osvaldo Soriano... – tous dans la cinquantaine – excellent dans le roman noir : écriture sobre, dépouillée, d'une simplicité que leurs traducteurs qualifieraient de trompeuse : un coup de poing dans la mâchoire, comme le voulait Roberto Arlt.

L'argument d'*Une ombre en vadrouille* est inexistant : le narrateur déambule sur les routes d'Argentine. Rentre-t-il d'un long exil en Europe ? Rien dans les poches, il tourne en rond dans la pampa. Au bout de quelques pages, on serait tenté de l'abandonner à son ennui. Mais Soriano raconte comme il respire. On le suivra jusqu'au bout du livre, rien que pour entendre ses histoires de paumés : Coluccini, acrobate de 120 kilos pour qui l'aventure (minable) est finie ; Nadia, voyante et astrologue qui se fait payer en jambons et poulets ; une bande de curés truculents, dont l'un s'est *« privatisé »* et réussit à faire passer les riches par le chas de l'aiguille ; Barrante, un charlatan qui se promène de village en village avec sa *« douche instantanée »* et prône l'économie de marché ; Lem, un banquier fauché qui s'acharne à ruiner un casino au poker et finit par jouer aux cartes ses meilleurs souvenirs, passage qui aurait, plus court, été sublime.

Osvaldo Soriano ne fait pas dans la dentelle et trouve dans cette tribu l'occasion d'étaler son humour féroce, son goût des situations rocambolesques, sa grinçante dérision. Mais *Une ombre en vadrouille* n'est pas réductible à cette lecture. Les histoires se situent au début des années 90, après la chute du régime militaire et la guerre tragi-comique des Malouines. Il s'agit sans doute de paraboles sur l'Argentine d'aujourd'hui, sur la séparation des familles – la fille du narrateur est restée en Europe –, sur le déracinement définitif des exilés et sur le miracle économique argentin, qui profite exclusivement aux gros financiers. C'est surtout un voyage initiatique, qui, comme on le sait, se fait sans objectif. Les personnages égarés – et nous avec eux – constatent que l'homme n'est pas fait pour vivre au paradis. La solution se trouve sans doute dans ce réduit circulaire au milieu d'un espace infini, où l'on peut enfin respirer.

A condition de se moquer de tout, et surtout de soi-même, *les Noces du fou*, premier roman d'Antonio Dal Masetto traduit en français, est également un polar métaphysique. A l'inverse du précédent, celui-ci est carré, précis, bien charpenté. Les chapitres sont brefs, la phrase courte, et la règle des trois unités, temps, lieu et action, respectée comme dans une tragédie classique. Un beau dimanche. Chaleur moite. Une Peugeot noire entre dans un bourg de la pampa. Tout est en carton-pâte. Quatre individus descendent de la voiture. Leur but, dévaliser la banque locale. Début de western. *Le train sifflera trois fois* ou Sergio Leone.

Un village se révèle à nos yeux, avec ses familles, ses tensions sourdes, ses histoires d'amour et de mort. C'est la fête. Le clou : un simulacre de mariage entre une prostituée et Pedro, le fou du lieu. Scène d'une cruauté qui annonce la violence à venir. Bien vite, Dal Masetto nous entraîne dans une effroyable sarabande de sexe et de sang. Les quatre braqueurs ont besoin de fric, mais ce n'est pas leur objectif essentiel. Désargentés, frustrés dans leurs amours et sans enfants, ils seraient plutôt mus par la nécessité de marquer leurs vies d'un exploit mémorable. Ils font irruption dans la banque bien décidés à ne pas se servir de leurs armes. Dans ces conditions, bien sûr, le coup échoue, et tourne au drame.

Contre eux se liguent la peur de l'autre, la folie, l'indifférence, la difficulté de vivre et la bêtise enfin : les contrevaleurs universelles qui régissent ce bas monde. On le sait depuis Balthasar Gracian : sont idiots tous ceux qui en ont l'air et la moitié de ceux qui n'en ont pas l'air. Un monde de mal mariés, d'ivrognes, de lâches, d'avocats véreux, de maîtresses délaissées, va se lancer à la poursuite des braqueurs. Une traque froide, géométrique, qui sortira les poursuivants de leur ennui. Les quatre malfrats remontent dans la Peugeot, mais les deux seules issues du village sont bloquées. Ils vont et viennent au hasard, talonnés par les « justiciers », emprisonnés comme des insectes dans un flacon de verre, guettant l'apparition providentielle d'une petite fissure par où sortir. La morosité de ce petit jeu autour d'une proie a quelque chose de sinistre.

Il n'y a pas de temps morts dans ce récit, hormis quelques digressions trop lyriques dans le texte espagnol. Elaguée par la traductrice, la version française est plus ramassée, plus concise. Ce roman qui se lit vite, très vite, laisse une impression vive d'odeurs, de couleurs ; d'humour aussi, car il y a, dans ce fatal enchaînement de circonstances, bien des épisodes et des personnages burlesques et sympathiques.

On chercherait en vain une notation morale, un parti pris. Pas même en faveur des morts ou de ceux qui vont mourir. Ceux-ci, à la fin, tuent également de façon gratuite, sans doute enivrés par cette orgie qui a duré toute la nuit, jusqu'à ce qu'une pluie torrentielle disperse les groupes de justiciers. L'eau qui va laver la poussière et le sang dressera une barrière devant les événements de la veille. Puis le beau temps reviendra et le village retombera dans son indifférence habituelle, dans son apathie, sa *tranquillité*. Ses vertueux habitants restent toutefois avec ce mal qui vient de plus loin, peut-être de ce vide que les hommes tentent vainement de combler au fond de leur être, de cette déchirure qui leur fait horreur, même s'ils ne trouvent que la mort pour l'oublier.

Ramon Chao

Farce tragique

Dans les vies imaginaires de Nostradamus ou d'Isadora Duncan, Alberto Savinio cherche le sens de toute création

HOMMES, RACONTEZ-VOUS
(Narrate, uomini, la vostra storia)
d'Alberto Savinio.
Traduit de l'italien
par Sandra Ducrot.
Gallimard, coll. « L'étrangère », 432 p., 78 F.

Aux côtés de Borges, d'Alexandre Vialatte et de Marcel Schwob, Alberto Savinio a la réputation, fondée, d'être un écrivain pour lettrés. Farceur et érudit, ce qui va souvent de pair, il prend plaisir à balader ses lecteurs au fil de digressions fantaisistes, de celles qui font penser : où veut-il donc m'emmener ? Ainsi lui faut-il trente incroyables pages consacrées à la topographie de la gare de l'Est pour aborder le vif d'un essai sur Maupassant (1) et pour avancer cette hypothèse : les contes de Maupassant sont comme des trains, leur rythme est pressé et dur, on s'y sent mal à l'aise, comme dans un wagon sans couloir, avec l'impression de ne pas pouvoir descendre et le besoin de se laver la figure quand on en sort.

Dans *Hommes, racontez-vous*, paru en 1978 et que Gallimard réédite dans sa collection « L'étrangère », Savinio, frère cadet du peintre Giorgio De Chirico, né en Grèce en 1891 et mort à Rome en 1952, parle souvent de la Grèce et de l'Italie. Il s'agit, bien sûr, de portraits prétextes, où l'on retrouve les hantises de l'écrivain : l'eau qui engloutit, les mauvais présages, la quête de la légèreté, les vengeances, les mauvais sorts, les hommes volants, et cette conviction de poète bohème que la richesse apporte avec elle le malheur.

Que peut trouver un lecteur d'aujourd'hui dans les vies imaginaires de Verdi, Nostradamus, Jules Verne, Arnold Böcklin, Collodi, Venizelos, Guillaume Apollinaire ou Isadora Duncan ? Peut-être quelque chose comme ces pensées que lui inspire le peintre Böcklin : *« Etrange, plus l'artiste est grand, plus il appartient au type du créateur, plus il relève de l'ordre du génie et plus lui-même, son œuvre et son essence peuvent être vulgarisés, compromis, ridiculisés. »* Ou bien, celle-ci, poignante : *« Lorsque vous sentez la souffrance d'un poète, pensez à la douleur du prisonnier, car il brûle du désir d'un impossible voyage. »*

Le sens de l'ellipse

Mais c'est dans la peinture de détail que Savinio excelle. Voici Apollinaire en caleçon, qui travaille à sa table, qui, comme Caligula, redoute la foudre au plus haut point, se bat contre sa graisse, réclame des cigares toscans, se rend furtivement à la préfecture pour faire viser sa carte d'étranger. Voici Nostradamus, qui fait étape dans des épiceries pour causer de la meilleure manière de préparer la gelée de coing. Nostradamus est en proie à ses visions, ses ennuis sont, au fond, ceux des poètes : il voit ce qu'il ne faut pas voir, et il paie le prix de ce qu'il offre au monde.

Le jour où il voit sa femme et ses deux enfants projetés dans l'avenir, allongés, les mains jointes, la peau encore éclatante de beauté grâce aux crèmes miraculeuses, aux gelées magiques, et à l'incommensurable amour de Nostradamus, il hurle : *« Je ne suis pas prophète ! »*

Alberto Savinio a le sens de l'ellipse tragique. Ce don de dramaturge, on le retrouve dans le récit de la vie d'Isadora Duncan. Isadora danse dans le ventre de sa mère, à qui les médecins ont prescrit un régime d'huîtres glacées et de champagne. Elle est une femme-oiseau, comme il y a des rescapés de l'âge de la pierre, ou des êtres de métal.

Elle est belle, elle danse, elle forme le projet d'avoir un enfant d'un homme d'exception. Elle s'adresse à Strindberg, George Bernard Shaw, Stanislavski, Ernst Haeckel qui ressemble dans son sommeil à un bébé barbu, elle se heurte à autant de refus. Elle déclame des vers de Whitman, elle erre, elle a enfin cet enfant parfait qui va devenir le bébé des publicités de Cadum. C'est un récit tendu, irrésistiblement drôle, parfaitement tragique. La main lourde de la Destinée pèse aussi sur les femmes-oiseaux, note Savinio, en évoquant pour clore son récit, comme on fait dans les contes, *« le cours de danse classique Raymond Duncan, dans la vieille rue de Seine, à Paris »*. Et nous, lecteurs, ne voyons plus le monde exactement de la même façon.

Geneviève Brisac

(1) *Maupassant et l'autre*, Gallimard, 1977.

★ **D'Alberto Savinio vient de paraître en poche *Toute la vie* (« Folio », n° 2534).**

Dina chasseresse

Une trilogie de l'écrivain norvégien Herbjörg Wassmo, dont l'héroïne est une walkyrie qui ne reconnaît pas les frontières du bien et du mal

LE LIVRE DE DINA
(Dinas Bok)
de Herbjörg Wassmo.
Traduit du norvégien
par Luce Hinsch,
Ed. Gaïa (Chiroulet, 40250 Larbey, tél. 58-97-73-26).
Trois tomes :
les Limons vides : *186 p., 89 F.* ;
les Vivants aussi : *218 p., 89 F.* ;
Mon bien-aimé est à moi : *299 p., 99 F.*

Qui est Dina ? Est-ce une *« sorcière »*, une *« walkyrie »*, ou, simplement, cette *« bonne ébauche »* qu'*« on aurait pu, de loin, si ce n'avait été ses cheveux, prendre pour un homme »* ? Est-ce bien la même qui *« porte l'odeur d'écurie comme un bouclier »* et sait si soudainement *« afficher sa féminité »* que, sous son archet, l'homme *« ressent sa tête comme un nid d'hirondelles où la musique casse tous les œufs »* ?

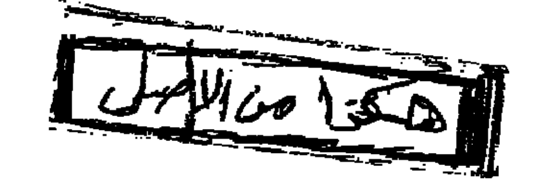
Dans cette Norvège extrême au nord du cercle polaire, éloignée dans le temps d'un siècle et demi, Dina n'appartient à aucun ordre connu. Elle est la double héritière d'une société contrainte de l'exempter des convenances de son sexe, et d'une nature qui exige son pesant d'animalité. Elle pourrait être une incarnation féminine du dieu Pan (1) : sa capacité à suggérer le diable, son aptitude à fertiliser, sans trop y toucher, l'économie, ses dons de musicienne (son violoncelle satyrise, si l'on peut dire, l'homme), la puissance de son cri qui *« s'implante dans les cristaux de neige »*, ou qui *« éclate, et casse tout autour d'elle »* sont autant d'attributs prêtés au dieu antique et à ses avatars. Faune et femme tout à la fois : encore un peu et on la dirait prophète. Mais ses mots sont d'une petite fille sûre d'elle, pour qui *« aucune limite n'existe »*, et les courtes conclusions qu'elle délivre muettement ont la dureté de la glace.

Surgissant d'un monde où il convient de parler aux domestiques et aux femmes *« comme à des chiens intelligents »* (au mieux, *« comme à un cheval intelligent »*), Dina renverse, mais pour elle seule (aucune cause ne pourrait se réclamer d'elle), les règles du *« savoir-vivre »*. Ce qu'elle veut, c'est *« posséder les autres sans être possédée »*. D'abord en les fuyant, non sans les humilier au passage, puis en se retournant vers eux. Alors elle les poursuit, les soumet, les manipule, les épuise. Elle en jouit. Elle devient celle *« qui voit »*. Son œil *« chargé d'éclats de verre coupants »*, *« aiguille qui transperce »*, est celui d'une chasseresse terrible, qui galope en équilibre par-delà le bien et le mal, et élimine sans états d'âme ce qui la gêne. Elle porte la mort, la chevauche, la devance au point de ne laisser à personne le soin d'achever les blessés.

Herbjörg Wassmo ne paraît jamais mieux s'épanouir que lorsque éclate la fureur de Dina dans la pastorale. Elle accompagne alors les excès de son héroïne dans une grandiloquence d'images violentes, heurtées, de clameurs jetées, une explosion de couleurs aux badigeons appuyés, une abondance de métaphores faite pour ravir la psychanalyse. Son expressionnisme « maximaliste » – s'il existe un romanesque « minimaliste » – offre alors un livret juste à la cavalcade luciférienne de la jeune femme, ponctuée, comme il se doit, des bruyants et vains coups de cymbale de la Bible, incapables de couvrir les appétits effrénés qu'éveillent ses flamboyantes leçons de violoncelle.

Jean-Louis Perrier

(1) On se souvient que Knut Hamsun, son compatriote du Nordland, est l'auteur d'un *Pan*.



s monde

sseresse

CULTURE

La remise en cause des fonctions et des prérogatives du directeur musical de l'Opéra de Paris

La crise de la Bastille

Suite de la première page

A l'époque, le président de l'Opéra, Pierre Bergé, avait révélé le contenu du contrat « exorbitant » du chef d'orchestre israélien (*le Monde* du 10 janvier 1989). Pierre Bergé avait finalement renvoyé Barenboïm. Celui-ci avait cependant proposé de voir ses cachets diminués de moitié et son temps de présence passer de quatre à sept mois par an. La vraie raison de ce départ était le refus de Pierre Bergé de partager son pouvoir avec le directeur musical et le désaccord entre leurs deux conceptions artistiques.

Nommé à sa suite, Myungh Whun Chung a gardé les musiciens que Barenboïm voulait licencier, en a recruté d'autres pour remettre à flot l'orchestre de l'Opéra en sous-effectif chronique depuis dix ans. Il a réussi à faire de cette formation en perdition un grand orchestre, qui, sous sa direction, enregistre désormais pour Deutsche Grammophon. Il a d'autre part affirmé publiquement qu'il serait toujours du côté des musiciens si les conflits qui les opposaient à la direction lui paraissaient porter atteinte à la qualité de leur travail. Il vit toute l'année en France avec sa famille et il est soumis à l'impôt sur le revenu, contrairement à son prédécesseur.

L'opposition logique d'Hugues Gall

Derrière les raisons objectives apportées par la direction de l'Opéra national de Paris pour renégocier le contrat de Chung se profile l'opposition logique d'Hugues Gall au partage de ses responsabilités. Le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon l'a nommé directeur délégué en juillet 1993 avec les pleins pouvoirs dans l'espoir qu'il mettra en œuvre les réformes qui figurent dans le rapport qu'il lui a remis (*le Monde* du 25 juillet 1993). Gall prendra ses fonctions de directeur en juillet 1995, Jean-Paul Cluzel deviendra alors son adjoint.

Hugues Gall et Jean-Paul Cluzel voudraient restreindre les responsabilités de Chung et réduire la durée de son contrat qui prendrait alors fin en 1997 et non le 1er août de l'an 2000. Ils exigent d'autre part que le salaire de Chung n'augmente plus, comme prévu, jusqu'à la fin de son contrat. Si Chung accepte les propositions qui lui sont faites, il n'aurait alors plus officiellement de droit de regard sur les ouvrages et les chanteurs qu'il serait amené à diriger. Il n'aurait pas non plus la possibilité de choisir les metteurs en scène et les chefs invités, ainsi que Jean-Paul Cluzel nous l'a confirmé. Celui-ci ajoute cependant : « *Myungh Whun Chung sera évidemment consulté sur tous ces chapitres, mais en dernier ressort la décision d'engager tel ou tel chef d'orchestre, metteur en scène, ou de programmer tel ou tel opéra appartiendra à Hugues Gall. Il n'y a aucune raison que leurs relations de travail soient mauvaises. Hugues Gall a une grande expérience de la direction d'un théâtre et sait parfaitement comment bâtir une saison. Lorsqu'il fera connaître celle qu'il a préparée pour 1995-1996, les observateurs scrupuleux comprendront le sens de son action. Pour le moment, le seul point de désaccord survenu entre l'Opéra national de Paris et Myungh Whun Chung porte sur un opéra qu'il voulait diriger et que nous avons souhaité confier à un autre chef. Malgré le travail excellent qu'il a réalisé à la tête de l'orchestre de l'Opéra, il y a encore beaucoup d'ouvrages qu'il ne connaît pas pour ne pas les avoir dirigés précédemment. Il lui faut donc davantage de répétitions pour les monter.*

» Le terme d'ultimatum me paraît excessif puisque nous avons fait connaître nos positions à Myungh Whun Chung depuis mars 1994. Nous avons également souhaité mettre son salaire en conformité avec ceux qui sont actuellement pratiqués dans les grands opéras du monde. Il n'y a aucune raison que Paris, où les musiciens ne sont pas moins bons qu'ailleurs, paie plus cher les artistes qu'on y engage. L'Opéra national de Paris vient d'adhérer à l'Association des directeurs de théâtres allemands qui centralise les cachets versés aux chanteurs et chefs d'orchestre. Et nous ne sommes pas peu fiers d'avoir été cooptés. En fait, nous proposons à Myungh Whun Chung de maintenir sa rémunération à son niveau actuel. (2) »

« Le soutien du premier ministre »

Hugues Gall est en parfait accord avec Jean-Paul Cluzel. « J'ai été nommé par le ministre de la culture pour pleinement diriger l'Opéra de Paris, précise-t-il. *Mon action de redressement de l'institution ne peut s'exercer que dans les conditions déterminées par le rapport que j'ai rédigé à la demande de Jacques Toubon et que son ministère a publié. Je travaille avec le soutien du premier ministre et la bienveillance de l'Elysée.* »

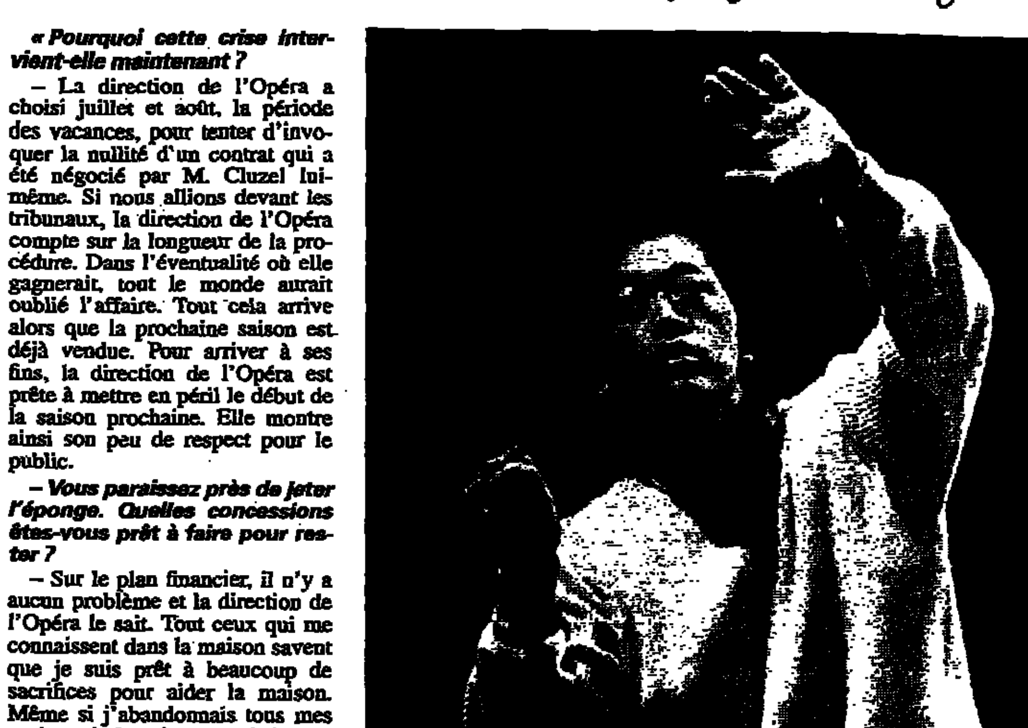
Si Myungh Whun Chung refuse la proposition de la direction de l'Opéra de Paris, celle-ci pourrait invoquer *« la nullité de son contrat »* ainsi que Jean-Paul Cluzel nous l'a indiqué. L'affaire serait alors portée devant les tribunaux.

A. Lo.

(2) 79 000 F de salaire mensuel sur la base de douze mois et 88 000 F par représentation sur la base de trente soirées par année. Ce qui représente un salaire minimum garanti de 3 588 000 F par année.

« La direction veut mon départ »

nous déclare Myung Whun Chung



Myungh Whun Chung photographié par Vivian Purdom.

« Pourquoi cette crise intervient-elle maintenant ?

– La direction de l'Opéra a choisi juillet et août, la période des vacances, pour tenter d'invoquer la nullité d'un contrat qui a été négocié par M. Cluzel lui-même. Si nous allions devant les tribunaux, la direction de l'Opéra compte sur la longueur de la procédure. Dans l'éventualité où elle gagnerait, tout le monde aurait oublié l'affaire. Tout cela arrive alors que la prochaine saison est déjà vendue. Pour arriver à ses fins, la direction de l'Opéra est prête à mettre en péril le début de la saison prochaine. Elle montre ainsi son peu de respect pour le public.

– Vous paraissez près de jeter l'éponge. Quelles concessions êtes-vous prêt à faire pour rester ?

– Sur le plan financier, il n'y a aucun problème et la direction de l'Opéra le sait. Tout ceux qui me connaissent dans la maison savent que je suis prêt à beaucoup de sacrifices pour aider la maison. Même si j'abandonnais tous mes cachets de la saison prochaine, la direction de l'Opéra accepterait-elle de m'accorder le minimum de conditions artistiques que je demande ? Le problème financier comme la lutte pour le pouvoir sont des faux prétextes. Je ne vois, en revanche, pas la justification de la réduction de la durée de mon contrat. C'est comme si l'on disait à un chanteur avec qui l'on souhaite renégocier un contrat : vous allez venir chanter un acte et on verra ensuite, en cours de représentation, si vous pouvez continuer. Je demande d'avoir le choix des ouvrages que je dirige et la possibilité de travailler comme je veux avec l'orchestre et les chœurs de Bastille. C'est tout.

– Ce contrat vous donne-t-il un salaire plus élevé que celui des directeurs musicaux qui occupent un poste comparable au vôtre dans les grandes institutions lyriques internationales ?

– Je ne connais pas les cachets de chaque chef dans chaque maison. Mais faisons une comparaison avec mon prédécesseur. En 1989, son cachet par spectacle était de 192 000 F. Le mien était de 50 000 F lorsque j'ai débuté à la Bastille. A la fin de mon contrat, en l'an 2000, je recevrai 177 000 F. Pourquoi cette progression ? On a commencé bas, parce que c'était un risque pour l'Opéra d'engager un jeune chef. Après cinq ans, la direction de l'Opéra avait confiance en moi et elle a décidé qu'en l'an 2000, je devrais être mieux payé. Mon premier contrat était reconductible automatiquement de trois ans en trois ans jusqu'en 1997. C'est l'Opéra qui m'a demandé de le prolonger jusqu'en l'an 2000. J'ai alors proposé que l'augmentation de salaire ne dépasse pas celle de la convention collective des musiciens de la maison. J'ai également demandé la création d'un fonds pour acheter des instruments de meilleur qualité pour l'orchestre, et après l'accident de Séville, d'un autre fonds pour les salariés de l'Opéra en difficulté. L'un et l'autre devaient être financés par l'augmentation de mon salaire. Mon refus d'être payé lorsque je donne des concerts de musique de chambre à l'Opéra obéissait à la même démarche. L'administration n'a pas suivi.

» Si l'on tient à évoquer publiquement le cachet des chefs, il faut comparer ce que gagnent ces artistes, à Paris hier et aujourd'hui, mettre en regard le temps qu'ils consacrent aux institutions auxquelles ils sont liés. Et ne pas mettre en balance ce qu'ils reçoivent à Vienne. Beaucoup de chefs y dirigent pour « rien » car le prestige de cette institution rejaillit sur leur carrière. Ce qui leur permet de demander des cachets plus élevés ailleurs. L'Opéra de Paris et son orchestre ne sont pas encore assez prestigieux pour que cette comparaison tienne. La première fois que Bastille a eu l'occasion d'engager un grand chef, c'était Seiji Ozawa. Il a obtenu nettement plus que ce que je gagne.

– Justement, on vous accuse de bloquer l'engagement des grands chefs à l'Opéra de Paris.

– Les chefs invités pour la saison 1994-1995 ont été engagés par Thierry Fouquet, directeur adjoint de l'Opéra. Nous avons eu une réunion, je lui ai donné mon avis. Mais il a fait seul son choix. L'ancien administrateur, Jean-Marie Blanchard, opérait de la même manière. Depuis février 1994, aucun point de mon contrat dans le domaine artistique n'a été respecté et particulièrement celui-là.

» J'ai personnellement sollicité Solti, Dohnanyi, Boulez. Ils ont tous réservé leur réponse. Sans fermer la porte. Ils attendent que l'Opéra fonctionne bien. Et exigent des garanties matérielles et artistiques. On me reproche de lutter pour le pouvoir. C'est faux. Les anciens administrateurs vous le confirmeront : jamais je n'ai travaillé en brandissant mon contrat. J'ai toujours essayé de convaincre les gens sur le plan artistique et humain. Ce contrat est fait pour me protéger de la valse incessante des directeurs de l'Opéra. Et j'exige un minimum de respect humain et artistique. Ce que n'importe quel musicien obtient naturellement, contrat ou pas, dans n'importe quelle maison.

« Je suis prêt à faire un sacrifice financier »

» J'avais convaincu Hugues Gall de me laisser diriger certains ouvrages. Au bout de quelques mois, on m'a appris qu'un autre chef était engagé à ma place. Cette décision a été le révélateur du conflit. Si j'accepte les nouvelles propositions de la direction, je peux me retrouver dans l'obligation de diriger quarante ballets par saison. Et rien ne pourrait interdire au directeur de contester mes tempos. Il aurait de ce fait la liberté de me remplacer par un autre chef. Si les responsabilités du directeur musical ne sont pas respectées, les grands chefs auront-ils confiance dans l'Opéra ? Pourrais-je demander aux musiciens de donner le meilleur d'eux-mêmes ? Je suis prêt à faire un grand sacrifice financier si cela sert la maison, si vraiment c'est la solution. Mais, depuis février, la direction de Bastille cherche à monter un dossier pour me pousser à démissionner.

– Après avoir souligné l'excellence de votre travail à la tête de l'Orchestre, Jean-Paul Cluzel a affirmé que vous aviez besoin de plus de répétitions qu'un chef chevronné pour monter les ouvrages que vous dirigez pour la première fois.

– Il faut demander cela aux gens qui connaissent la musique. Pendant cinq ans a-t-on pensé que je ne connaissais pas les partitions ? Je n'ai utilisé l'opéra ni pour roder mes partitions, ni pour lancer ma carrière. J'ai toujours donné une priorité absolue à l'Opéra et je n'ai jamais accepté ou cherché un deuxième poste de directeur musical comme cela se pratique si souvent aujourd'hui. Même lorsque c'était contre la logique professionnelle. Deutsche Grammophon voulait que je commence à enregistrer à Vienne ou à Berlin. J'ai insisté pour que cela se fasse à Paris. Il y a cinq ans, on a enregistré la *Turangalila-Symphonie* de Messiaen. A l'époque, le niveau musical de l'Orchestre de Bastille était assez bas. J'ai quand même enregistré avec lui. L'enregistrement est nécessaire pour pousser un orchestre en avant.

» M. Cluzel dit que je fais trop de répétitions, mais c'est justement comme cela que l'on fait des progrès. L'Orchestre de la Bastille est nettement meilleur que celui de Covent Gardren qui ne sort jamais de la fosse d'orchestre. Tous les grands chefs savent qu'il faut équilibrer le travail entre la fosse, le concert, qui oblige à se concentrer sur la qualité purement orchestrale, les enregistrements, qui nous obligent au meilleur, et la musique de chambre, qui donne la liberté aux musiciens de s'exprimer eux-mêmes. C'est la seule façon de créer des bases qui permettent ensuite de travailler plus vite. Il est impossible d'effectuer ce travail de fond avec un chef invité. Ceux qui me reprochent de trop diriger et trop répéter ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.

» Les hommes de pouvoir ne comprennent pas qu'ils doivent soutenir et aider leur maison. La direction doit être à la dernière place, mais elle occupe toujours les premières. Aujourd'hui, Hugues Gall et Jean-Paul Cluzel veulent faire repartir Bastille de zéro, même au prix d'une fermeture. C'est un erreur profonde. L'enfant est né. On ne peut pas lui dire : *« tu es mort. On va en faire un autre qui sera mieux que toi »*. Erreur lourde de conséquence, elle touche 1 500 personnes qui travaillent dans la maison.

– En ce moment, Thierry Fouquet cherche des chefs qui pourraient vous remplacer ponctuellement.

– Si c'est le cas, cela prouverait que l'Opéra ne cherche pas à négocier avec moi et que son ultimatum a pour but de susciter mon refus. Donc mon départ. Avant que la direction de l'Opéra ne prenne sous de faux prétextes la responsabilité exclusive d'une rupture dont les conséquences seraient graves et, dans l'intérêt de l'Opéra qui m'est si cher et qui ne devrait pas souffrir de si déplorables épreuves, je voudrais qu'elle fasse preuve de bonne foi et respecte le droit qui n'est pas fait d'artifices.

Propos recueillis par
ALAIN LOMPECH

ARTS

LA COLLECTION PETITHORY, à Bayonne

Les papiers d'un amateur

BAYONNE
de notre envoyé spécial

Jacques Petithory était un marchand discret, peu soucieux de publicité et de célébrité. Etabli au marché Biron, il était réputé pour son amour du dessin et son talent de chineur. Il savait découvrir dans le fatras des brocantes des pièces de qualité. Il savait les vendre aussi et fournit fréquemment les cabinets de quelques musées américains, du Metropolitan de New-York à la collection Getty, non sans conserver pour son plaisir personnel quelques centaines de feuilles.

Celles-ci, ainsi que des tableaux, des meubles, il les a légués par testament en 1992 à un musée, celui de Bayonne, le Musée Bonnat. Pourquoi Bayonne ? En hommage à Léon Bonnat justement, non point au peintre mais au collectionneur qui se cachait sous le peintre, au découvreur de raretés qui fit don de ses biens à sa ville natale, laquelle, en manière de remerciement, bâtit un musée pour les accueillir. Ayant reconnu en lui un modèle, Jacques Petithory souhaitait que leurs dons voisinent désormais et que le musée de Bayonne puisse se dire fort de la rencontre hors du temps de deux grands amateurs d'art, l'un peintre, l'autre marchand. Belle idée, symbole séduisant.

Idée dangereuse cependant – d'autant plus dangereuse que les pièces du fonds Petithory ont été, pour leur première présentation, fort imprudemment, fort maladroitement dispersées dans les salles et disposées à proximité des œuvres du fonds Bonnat. Or ce dernier est d'une richesse et d'une qualité incomparables. Des primitifs à Géricault et Ingres, il ne recèle rien de médiocre, rien de secondaire, mais des tableaux et des esquisses signés de grands maîtres – Van Dyck et David, Goya et Lawrence, Vouet et Murillo –, une salle entière de Rubens, des dessins de Dürer et de Rembrandt de premier ordre et encore des bronzes de Barye, des Puvis de Chavannes, deux Degas, un Delacroix d'après Rubens, Corot, Carpeaux... l'énumération serait infinie.

Or, autant le dire nettement, le legs Petithory n'est pas de ce niveau, tant s'en faut. Nombreux, très nombreux, il compte une foule de dessins que l'on peut dire intéressants, que l'on ne peut dire remarquables. Issus pour la plupart des écoles florentine, gênoise, napolitaine et romaine du XVIIe siècle, ils illustrent les tendances d'un seicento décoratif et baroque qui ne saurait passer pour la période la plus captivante de l'art italien. L'habileté ne lui fait pas défaut, ni l'ambition, ni même une sorte de faconde qui trouve à s'employer dans les commandes religieuses de règle après le concile de Trente. Mais il y a trop d'artifices, trop de rhétorique sue par cœur dans ces couronnements de la Vierge, ces martyres, ces assomptions, ces bénédictions et ces gloires. L'effet se substitue au sentiment, le procédé l'emporte sur l'observation. Ces images sont de pieux mensonges sans doute, mais des mensonges néanmoins.

Croquis, études, exercices d'anatomie

Mieux valent les croquis sur le motif, les études, les exercices d'anatomie. La collection Petithory en compte quelques-uns, sa meilleure part, son aristocratie. Parmi eux, une étude de nu masculin attribuée au Parmesan, *l'Homme assis* du Primatice et une académie d'homme qui serait de Bandinelli, excellent sculpteur florentin de la première moitié du XVIe siècle. Parmi eux encore, un groupe de sanguines de Greuze, lequel figurait parmi les artistes favoris de Petithory. Si son *Départ du conscrit* est une assez épouvantable chose pleurnicharde et outrée, son *Nu allongé* mérite le regard, tout comme le Watteau –, ou école de Watteau ? – les Boucher, Natoire et Servandoni qui font avec lui un court ensemble XVIe. Les tableaux, une vingtaine en tout, suscitent des réflexions dubitatives, sinon désappointées, exception faite d'une huile sur papier de Caruelle d'Aligny, vue d'une monastère en Italie par temps d'orage, où éclatent la vigueur et le talent de celui qui était alors le rival de Corot.

PHILIPPE DAGEN

▶ **Musée Léon-Bonnat, 5, rue Jacques-Laffitte, 64100 Bayonne ; tél. : 59-59-08-52. Jusqu'au 30 octobre.**

CINÉMA

L'OURS EN PELUCHE, de Jacques Deray

Empruntée à un roman de Georges Simenon, la trame de *l'Ours en peluche* correspond bien à Alain Delon. Au personnage Alain Delon au moins autant qu'à l'acteur. Elle lui convient tellement qu'il lui suffit de paraître à l'écran, visitant au pas de charge sa clinique bruxelloise, pour que l'on sache déjà que toutes les femmes sont folles de Jean Rivière : son épouse, sa maîtresse, ses infirmières, ses secrétaires, ses patientes, qui viennent du bout du monde pour accoucher dans sa maternité. Conférencier très demandé, professeur respecté, ses recherches font avancer la médecine et personne n'ose lui reprocher de ne pas vraiment voir ceux qui l'approchent, l'admirent et l'aiment. L'enquête qu'il mène, sans guère de pugnacité, pour percer l'origine d'appels téléphoniques menaçants, lui permettra de découvrir qu'une jeune infirmière de nuit s'est suicidée à cause de l'indifférence qu'il lui manifestait au lendemain d'une nuit d'amour.

Cela ne changera rien à son existence, ou si peu que Jean Rivière pourra continuer à se confondre avec Alain Delon, à moins que ce ne soit le contraire, devant la caméra d'un réalisateur complice (le film marque leur neuvième collaboration), qui enregistre toute cette histoire sans paraître jamais y croire vraiment. Personne, d'ailleurs, ne croit à *l'Ours en peluche*, sorti à la sauvette, en plein mois d'août, sans aucune préparation. Sans doute pas même Alain Delon, grand acteur sans rôle, sans personnage, sans film.

P. M.

REPORTAGE

Ailleurs, sur les îles...

IV. – L'Embellie de Ré

SAINT-MARTIN-DE-RÉ

de notre envoyée spéciale

Leur voyage est un secret. Une morsure d'amour qui donne du plaisir et de la douleur. Anonymes et clandestins, ils ne se mêlent pas aux autres. Au milieu des touristes qui s'inscrivent pour une excursion en mer, une visite des marais salants ou un tour de citadelle, ils demandent leur chemin au syndicat d'initiative. On repère de loin les étrangères au visage tatoué, les mains peintes d'une dentelle de henné, qui n'ont pas l'allure épanouie des estivantes. L'hiver, parfois, on s'étonne de ces femmes en fourrures qui dévoilent une jupe trop courte pour être honnête. Il n'est pas si loin, le temps où Casque d'or venait à Saint-Martin faire son dernier adieu à Manda, son amant, en partance pour le bagne.



Ignorants des couchers de soleil sur le port, du cliquetis de ces vélos-rois qui se croient tout permis, de la séduction des boutiques de mode et de décoration, de ces cornets de crème glacée où les enfants enfouissent goulûment le nez, des campings des Groseille comme des maisons léchées des Duquesnoy, ils sont venus pour l'île dans l'île, au cœur des solitudes : la prison, où les attendent ceux qu'ils aiment, en-deçà des murs, au-delà de la peine. Les roses trémières, avec leurs lourdes têtes de papier de soie chiffonné, sont leur escorte. Quand ils arrivent à l'Embellie, enfin, ils sont chez eux. Mlle Laprairie est là, qui les attend, avec ses yeux si bleus et un sourire tendre. Sur chaque table de nuit, elle a posé un petit bouquet de fleurs. Dans un placard commun où chacun peut puiser, elle a mis des provisions, du café, du sucre, de la farine, de l'huile. Les draps frais sont pliés sur les lits. Chaque semaine, ils sont lavés à la prison, par les détenus qui ne se font pas prier. Les enfants peuvent puiser dans des caisses de jouets. L'Embellie est un refuge. Un lieu où ils sont tous pareils, et n'ont pas de comptes à rendre. 40 F par nuit, 30 F pour les enfants, c'est le prix de cette paix, toute particulière.

« C'est long, huit ans, quand on a vingt ans »

Valérie est une habituée. Cette jeune femme de vingt-deux ans vient depuis le mois de mars, un week-end sur deux. Son fiancé a été condamné à huit années de réclusion criminelle. Il en a déjà purgé deux. *« On vivait ensemble depuis un an. C'est long, huit ans, quand on a vingt ans... »* Elle a eu le loisir de prendre la mesure de ce temps qui file, trop vite au parloir, trop lentement quand on attend ces six heures de rencontre divisées en trois prises, comme un calmant ou une drogue... Pour rompre l'attente, parfois, elle part se baigner seule sur ces plages de l'île de Ré qui furent celles de son premier et seul voyage avec son amoureux. Elle ne se doutait pas qu'elle reviendrait un jour, et qu'il serait déjà là, hors d'atteinte. Aïcha la Marocaine a dépensé 1 000 francs pour venir visiter son fils. Toute seule, elle a pris le train depuis Grenoble. Elle est harassée par le voyage, les jambes lourdes. C'est à la gendarmerie qu'elle s'est adressée pour trouver l'Embellie, car aucun de ceux qu'elle avait interrogés ne savait de quoi elle leur parlait. Là, elle est bien. *« Je n'ai pas vu mon petit depuis cinq mois. C'est loin, une île. »* Deux Anglais, mère et fils, sont venus de Manchester, pour voir le cadet, condamné à une lourde peine pour trafic de LSD. Ils ont un cousin gardien de prison, et sont intarissables sur l'étude comparée des systèmes pénitentiaires anglais et français. La dernière fois qu'ils sont venus, on leur a crocheté leur voiture sur le parking de la prison. L'alarme s'est déclenchée. Ils ont bien ri. Ce matin, la mère est allée mettre un cierge à l'église.

Celle que l'on appelle « la Reine de Saba » est une Zaïroise en boubou vert émeraude, venue de Belgique. Elle part se coucher, majestueuse, muette et douloureuse. Deux adolescents de treize et quinze ans sont venus voir leur père pour la première fois depuis deux ans, depuis sa condamnation pour des attentats à la pudeur sur leur petite sœur, née d'un autre mariage. Ils ne le savaient pas en prison et croyaient qu'il ne voulait plus d'eux. Alors il avait fallu aux grands-parents trouver les mots au-delà de la honte. Ce vieux couple brisé ne vient pas à l'Embellie pour des raisons d'argent, mais pour cacher sa détresse. *« La première fois que nous sommes venus, nous avons rencontré quelqu'un que nous connaissions dans un restaurant. Je ne veux plus vivre cela. Ici, on a tous les mêmes problèmes, quelles que soient les circonstances. C'est un endroit qui nous apaise »*, dit la grand-mère, dont les larmes coulent comme par mégarde.

L'Embellie a hébergé ainsi près de six cents visiteurs, l'année dernière, dont une centaine d'enfants, dans ces deux discrètes petites maisons jumelles que l'obstination de Mlle Laprairie et quelques subventions ont offertes aux familles et amis de détenus. Ancienne infirmière, longtemps assistante sociale de ce que l'on appelle toujours *« le pénitencier »*, elle a aujourd'hui soixante-quinze ans et se veut *« tolérante, non-jugeante »* lorsqu'elle accueille ses protégés et ne pose jamais de questions. Elle a toujours pensé que les familles de détenus sont des gens comme tout le monde, aussi respectables que d'autres. Il était inadmissible, sous le prétexte que l'île de Ré est une destination de tourisme, que l'été elles ne trouvent pas de place dans les hôtels, et que l'hiver les portes restent closes. Tout était toujours trop cher, et trop difficile. Une nuit de février, une femme et son petit garçon de deux ans, sans personne pour les héberger, avaient dû, après une longue route, dormir dans une cabine téléphonique. Une autre fois, ce sont des manouches qui, une fois passé le bras de mer qui sépare La Rochelle de l'île, avaient dû faire à pied les dix kilomètres qui séparaient l'embarcadère de la prison. Le pont, qui, depuis 1988, relie Ré à la côte, n'a rien changé à l'isolement des détenus, ni facilité la venue des familles.

Mlle Laprairie trouvait la situation scandaleuse. Elle a mis toute son énergie dans le projet de l'Embellie. En 1986, la première maison a ouvert, suivie d'une seconde, quelques années plus tard. Elle reçoit les parents, les femmes, et celles qu'elle appelle ses *« amoureuses »*, ces femmes tombées en amour par petites annonces interposées, et qui ne sont pas les moins assidues. A l'heure dite, on les voit partir discrètement vers la citadelle, créature de Vauban, où attendent plus de quatre cents détenus, répartis entre la citadelle proprement dite et l'ancienne caserne toute proche. Dans les douves, on a installé des courts de tennis. Et des ânes en culottes avec leurs petits pantalons de vichy rose, comme autrefois quand il fallait les protéger des moustiques, paissent tranquillement avant d'être confiés aux rênes incertaines des enfants. A rebours, ces visiteurs d'un genre particulier font le chemin des bagnards qui, d'ici, s'embarquaient pour Cayenne, jusqu'à la suppression du bagne en 1938. Ils longent ces quais où se calfeutraient les Rétais derrière leurs volets, interdits de spectacle par arrêté municipal, mais prompts à louer une trouée de persienne aux familles éplorées qui auraient tant aimé apercevoir pour la dernière fois leur bagnard. Les lourdes chaloupes entraînaient les forçats, le crâne rasé, contraints au silence, tatoués du matricule qui désormais leur tiendrait lieu d'identité. Le bateau-cage les attendait. Un jet de vapeur brûlante menaçait les séditieux.

Mirabeau, Dreyfus puis Seznec

Il faut cheminer le long de l'allée de la Guyane, que l'on appelait aussi *« l'allée des soupirs »*, et voilà la lourde porte cloutée, dont les ferrures étaient vouées à briser le fil des haches d'envahisseurs qui ne sont jamais venus. C'est cette porte, enchâssée dans le rempart, qu'a franchie Alfred Dreyfus un jour de février 1895, avant de descendre les vingt-cinq marches du petit port de la citadelle, où maintenant à marée basse un pêcheur solitaire farfouille la palourde. C'est de là qu'a fini par partir Guillaume Seznec, et c'est la même qui s'ouvrit pour un Mirabeau à peine sorti de l'adolescence. De cet antichambre du bagne, il ne reste que la chapelle et l'ancien dortoir, transformé en atelier de confection, où les prisonniers aujourd'hui fabriquent des costumes de surveillants et des filets de pêche sur mesure.

Ces visiteurs confidentiels auront leurs parloirs, ignorants du passé, incertains d'un avenir. Des plus hautes cellules, les prisonniers voient la mer et la plage de la Cible toute proche, où bronzent les filles. Si l'on ne prenait garde, les miradors laqués de blanc ressembleraient à des cabines de bain haut perchées.

Quand il fait trop beau pour résister, après ou avant le parloir en fonction des marées, Mlle Laprairie, à qui l'on n'a rien demandé, emmène les enfants que la vie lui confie prendre un bain dans cette mer interdite à leurs pères.

AGATHE LOGEART

Prochain article

Les murailles d'Aix

Balises

Deux à trois mille personnes visitent chaque année les remparts de la citadelle de l'île de Ré, située sur la commune de Saint-Martin. Certains sonnent à la porte pensant que l'on peut y pénétrer. Près de cinq cents détenus y vivent, constituant un cinquième des résidents de Saint-Martin. Deux cent trente surveillants y travaillent ; la prison est le plus gros employeur de l'île. L'Embellie, qui accueille les familles de détenus, est située 2, rue d'Hastrel à Saint-Martin-de-Ré. Tel. : 16 46-09-27-21.

Sur l'histoire du pénitencier, on peut se reporter aux *Cahiers de la mémoire*, nº 32, réédités en 1994, Groupement d'études rétaises, 15, rue du 14-Juillet, 17740 Sainte-Marie-de-Ré. Lire aussi *les Grandes Heures de l'île de Ré*, de Bernard Guillonneau, éd. Rupella, La Rochelle, 1988, et *le Chemin du bagne* de Suzanne Quéré, éd. C. M. D 49260 Montreuil-Bellay.

Pour l'histoire du bagne, proprement dit, lire *L'homme qui s'évada*, d'Albert Londres, réédité en 1991 dans la collection 10/18. On trouve aussi des passages concernant la détention à Saint-Martin-de-Ré d'Alfred Dreyfus dans *l'Affaire*, de Jean-Denis Bredin, éd. Fayard, 1994, et de Guillaume Seznec, dans *Nous les Seznec*, de Denis Seznec, éd. Robert Laffont, 1992.

A. Lo

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*

Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy, directeur général
Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur financier
Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarde
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann
Bertrand Le Gendre, Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du « Monde des débats »
Alain Rollat, Michel Tatu, conseillers de la direction
Daniel Vernet, directeur des relations internationales
Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),
Jacques Lesourne (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25 – Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 – Télécopieur : (1) 49-60-30-10

CARNET

Anniversaires de naissance

– Joyeux anniversaire,

Claude.

Avec nos plus gros bisous.

Françoise, Julie, Anne-Sophie, Alexis... et les autres.

Décès

– Simone Achour,
entourée de toute sa famille,
Et de tous ses amis,
a l'immense douleur de faire part de la disparition de sa fille,

Isabelle ACHOUR,

survenue dans des circonstances tragiques en Serbie, où elle était en mission humanitaire pour la Communauté européenne.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour dans une stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, allée Florent-Schmitt,
92210 Saint-Cloud.

– Geneviève Leclaire,
son épouse,
Anne-Marie Leclaire,
François Leclaire et Brigitte Auroy,
Jacques et Bayesté Leclaire,
Odile Leclaire et Marc Noyaret,
ses enfants,
Emmanuel, Aurélia, Clara, Nicolas,
ses petits-enfants,
Nastajia, Alexis,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse d'annoncer la mort du docteur

Serge LECLAIRE,

le 8 août 1994, à Argentière.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Argentière, le 12 août.

– En hommage à

Serge LECLAIRE,

mort à Argentière, le 8 août 1994,

Geneviève Leclaire,
son épouse,
Ses enfants,
Et ses petits-enfants,
inviteront la famille, les amis, confrères et patients qui le souhaiteront à se réunir à Paris en septembre.

La date et le lieu seront communiqués ultérieurement.

– Le conseil d'administration,
Et les membres de l'Association pour une instance des psychanalystes,
ont la grand tristesse d'annoncer le décès subit de leur président fondateur,

Serge LECLAIRE,
psychanalyste.

57, rue Lhomond,
75005 Paris.
36, rue Pierre-Sémard,
75009 Paris.

(Lire page 22.)

– Les familles Constantin, Sebag,
Parentes et alliées,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-huitième année, de

Edmée SEBAG,
née Constantin,
veuve de Me Alfred Sebag,
autrefois avocat
à la cour d'appel de Tunis,

survenu le 4 août 1994.

Famille Sebag,
chez Mme W. Cohen,
34, rue du Docteur-Blanche,
75016 Paris.

– Les familles Mesguich et Boukhabza,
ont la douleur de faire-part du décès de

Mme Jacqueline MESGUICH.

Les obsèques auront lieu le vendredi 12 août 1994, à 14 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

19, boulevard Voltaire,
75011 Paris.

– Pouchotte et Jean-Pierre Tailhade,
ses enfants,
Elisabeth Collin,
sa petite-fille,
ont la douleur de faire part de la mort de

Simone TAILHADE HUMBERT,

le 9 août 1994, à Paris.

Son incinération aura lieu le vendredi 12 août, à 16 heures, au Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– Nicole Bréant
demande à tous ceux qui ont connu et aimé

Pierre BRÉANT

d'avoir une pensée pour le dixième anniversaire de son passage à l'Orient éternel.

– Hier, il y a cinquante ans, le 12 août 1944, à Périgueux,

Marco David ESKENAZI

était fusillé par les Allemands.

– Pour le premier anniversaire du décès de

François KOHN,
architecte DPLG,
croix de guerre 1939-1945,

M. et Mme Pierre Bloc,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Jacques Beilin,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Guy Reinauld,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Dauzeral,
leurs enfants et petits-enfants,
ses sœurs, beaux-frères, neveux et petits-neveux,
demandent une pensée pour lui,
pour leur sœur,

Isabelle,
décédée en 1937,

pour leur père,

Roger KOHN,
architecte DPLG,
chevalier de la Légion d'honneur,
mort pour la France,

et pour leur mère,

Marcelle KOHN-ASTRUC,
décédée en 1983.

– Ses parents,
Ses sœurs,
Leur famille,
rappellent à ceux qui l'ont aimé

Martin ROUBINET,

décédé accidentellement à dix-sept ans, le 12 août 1974.

La Combotte,
19330 Chameyrat.

– A la mémoire de

Marcel ULLMANN,
docteur en médecine,
ancien interne des Hôpitaux de Paris (1936),
chef de clinique à l'hôpital Cochin (1938),
médecin-capitaine
du service de santé du Vercors,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palme,
mort pour la France le 12 août 1944.

Son fils,
Son petit-fils
Et sa petite-fille
ne l'oublient pas.

15 août : les services ouverts ou fermés

Presse : les quotidiens paraîtront normalement.

Bureaux de poste : le samedi 13 août, ils seront ouverts jusqu'à midi. Le lundi 15 août, ils seront fermés, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

Banques : elles seront fermées du vendredi soir 12 août au mardi matin 16 août.

RATP : service réduit des dimanches et jours fériés.

Grands magasins : ils seront fermés.

Assurance-maladie : les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du vendredi 12 août, à 15 heures, au mardi 16 août, à 8 h 30.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront fermés au public du vendredi 12 août, à 12 heures, au mardi 16 août, à 8 h 30.

Assurance-vieillesse : les points d'accueil retraite et les bureaux seront fermés du vendredi 12 août, à 14 h 30, au mardi 16 août, à 8 h 30.

Archives nationales : le CARAN sera fermé samedi 13, dimanche 14 et lundi 15 août. Le Musée de l'histoire de France sera ouvert samedi et dimanche, mais fermé lundi 15 août.

Bibliothèque nationale : les salles de lecture seront fermées. Seul le cabinet des médailles sera ouvert.

Hôtel national des Invalides : les musées de l'Hôtel national des Invalides (armée, dôme royal-tombeau de l'empereur, plans-reliefs et l'église Saint-Louis) seront ouverts.

Institut de France : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chaalis (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront ouverts.

Musées : ils seront ouverts, à l'exception, à Paris, du Musée d'Ennery, du Musée d'Orsay et des galeries du Grand Palais ; le Musée Hébert sera fermé le matin, ouvert l'après-midi ; en région parisienne, fermeture du Musée du château de Bois-Préau et du Musée des châteaux de Versailles et de Trianon.

Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert. La Cité des sciences et le Palais de la découverte seront fermés.

Les perspectives de reprise outre-Rhin quatre ans après la réunification

L'accélération de la reprise en Allemagne

Suite de la première page

La croissance avait encore été de + 1,6 % en 1992 malgré le recul de l'activité amorcée dès le printemps de cette année-là.

Il n'empêche. Outre ses chômeurs, l'ancienne RFA a accusé le coup de ses gigantesques transferts financiers (600 milliards de francs en 1993) nécessaires à la survie puis à la renaissance des nouveaux Länder ; des transferts (1) qui pendant longtemps vont déséquilibrer les finances publiques du pays. Le coup aussi de l'effondrement des investissements des entreprises, qui ont diminué de 14,7 % l'année dernière par rapport à 1992. Si les revenus ont apparemment progressé de 2 %, les Allemands de l'Ouest savent bien que leur niveau de vie a en fait baissé de 2,2 % du fait de la hausse des prix, qui a atteint 4,2 % l'année dernière, le taux d'inflation le plus élevé depuis 1982. Baisse qui s'est immédiatement traduite par un recul faible mais absolu de la consommation des ménages (– 0,2 %), phénomène extrêmement rare dans les pays développés.

Et, pour assombrir un peu plus le tableau, les Allemands, qui payent davantage d'impôts (TVA, taxes sur les produits pétroliers et les assurances) et de cotisations (pour leurs retraites), voient les prestations chômage réduites et attendent le retour de l'impôt de solidarité en 1995. En même temps qu'ils découvrent l'ampleur du déficit de leur balance des paiements courants : 33 milliards de DM l'année dernière (une bonne centaine de milliards de francs), soit un peu plus de 1 % du PIB. Un déficit qui signifie que l'Allemagne dépense trop par rapport à ses besoins et doit faire appel à l'épargne étrangère. Quelle horreur pour un pays dont les paiements extérieurs ont été jusqu'à la fin des années 80 très fortement excédentaires (jusqu'à 5 % du PIB) !

Tout cela alors même que la dette publique s'alourdit dangereusement pour atteindre 1 500 milliards de marks (5 000 milliards de francs), portant le poids de ses intérêts annuels à quelques 100 milliards de marks (340 milliards de francs) : deuxième poste de dépense budgétaire après les prestations sociales, mais avant la défense, comme le faisait remarquer, sans avoir l'air d'y toucher, le magazine britannique *The Economist*, qui a consacré en mai dans ses colonnes une longue étude aux chances de survie du modèle allemand...

Espoirs pour l'Europe

La situation de l'Allemagne paraissait si noire, il y a encore quelques mois, que beaucoup d'observateurs avisés craignaient une nouvelle descente aux enfers début 1994, après l'amélioration survenue l'année dernière aux deuxième et troisième trimestres. Un *double dip*, comme disent les Américains, c'est-à-dire une rechute, une seconde récession survenant très peu de temps après la première.

Le pessimisme ambiant s'expliquait par le fait qu'aucun des moteurs habituels de la croissance ne semblait capable de se remettre en marche : ni la consommation des ménages laminée par la montée du chômage et des prélèvement fiscaux et sociaux ; ni les investissements des sociétés, les chefs d'entreprises se refusant à accroître leurs équipements dans un pays où les capacités de production sont déjà insuffisamment utilisées (83 % en 1992, 78 % en 1993) ; ni même les exportations, point fort de nos voisins, la compétitivité des produits industriels ayant fortement baissé sous l'effet conjugué de hausses excessives de salaires et d'un DM imperturbablement fort et cher.

Et puis les choses se sont arrangées, là où elles semblaient devoir se détériorer. Les ventes de détail ont augmenté en mai après avoir, il est vrai, fortement chuté en avril. D'une façon générale, les commandes passées à l'industrie se sont elles aussi redressées, progressant de 4,7 % au premier trimestre par rapport à la fin 1993, de 3,8 % si l'on tient compte des commandes étrangères. Du coup, la production nationale a progressé de 0,5 % au premier trimestre, ce qui n'est pas si mal et a heureusement surpris tout le monde.

Il faut voir dans cette amélioration les effets bénéfiques de la reprise mondiale. Une reprise dont les exportateurs allemands profitent beaucoup, du fait bien sûr de l'incomparable spécialisation de leurs biens d'équipement, mais aussi – cela est une autre bonne surprise – de gains de productivité inattendus et du freinage des rémunérations obtenu depuis un an par le patronat. Le moral est donc bien meilleur, dans l'industrie surtout, dont les carnets de commandes se sont nettement regarnis. La preuve en est les excédents du commerce extérieur (60 milliards de francs sur la période février-mars-avril 1994), qui ont doublé par rapport à la même période de l'année dernière. Le chômage lui-même semble marquer le pas.

Les uns après les autres, les instituts de conjoncture ont révisé à la hausse leurs prévisions. On en est maintenant à un taux de croissance de 2 % pour cette année et de 3 % en 1995. Le gouvernement allemand lui-même devrait revoir ses chiffres et Günter Rexrodt, le ministre de l'économie, les annoncer la semaine prochaine.

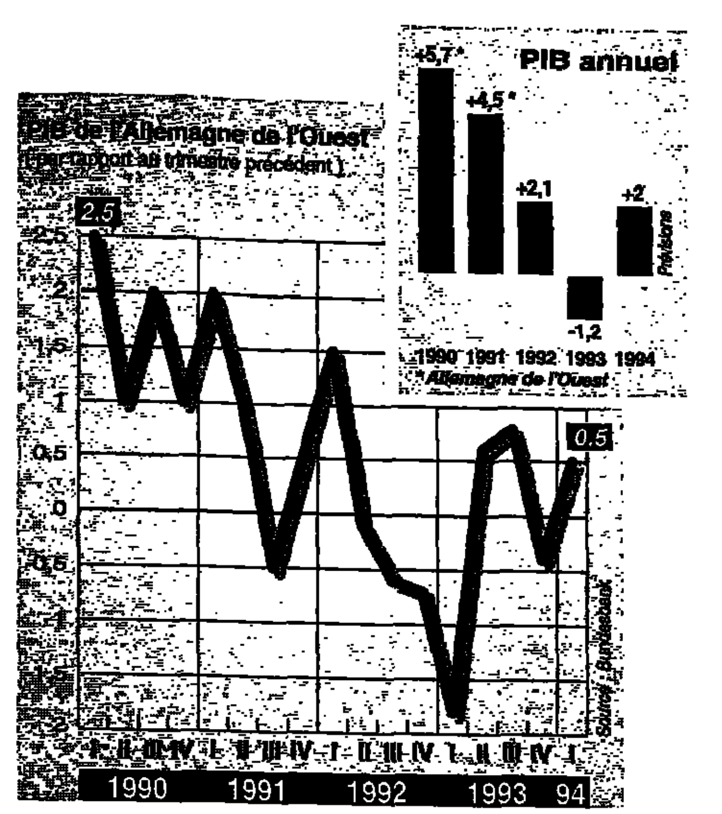
Tous les problèmes posés à notre voisin ne sont pas pour autant résolus. Loin de là. La reprise, si elle se produit plus vite que prévu, n'en reste pas moins fragile. Les ménages voudraient bien consommer davantage, mais l'heure n'est pas aux dépenses alors même que la pression fiscale s'alourdit. Quant aux chefs d'entreprises, dont les profits et le moral se sont dans l'ensemble bien améliorés, rien ne laisse encore prévoir une nouvelle et prochaine vague d'investissements.

D'une certaine façon, ces incertitudes peuvent avoir des effets heureux sur la croissance économique en Europe. Les craintes d'une forte inflation que la réunification avaient fait naître sont maintenant écartées. La hausse annuelle des prix de détail en Allemagne est revenue à moins de 3 % au début de l'été, et l'inflation réelle (hors augmentation de la taxe sur les carburants) n'a pas dépassé 2,5 % en rythme annuel sur les six derniers mois. On peut donc penser que la Bundesbank, par ailleurs tranquillisée par une politique budgétaire devenue rigoureuse, va reprendre à la rentrée sa politique de baisse des taux d'intérêt, des taux qui à court terme se situent aux environs de 4,85 %. Une baisse qui rendrait plus attirants les placements à long terme, l'épargne obligataire notamment, dont l'Allemagne a tant besoin pour financer ses déficits.

Si les choses allaient bien ainsi, le prix de l'argent baisserait dans toute l'Europe, comme il a longtemps baissé aux Etats-Unis, favorisant la reprise économique. Les jugements de la Bundesbank seront bien sûr déterminants. Mais on peut difficilement sombrer dans le pessimisme sous prétexte que l'Allemagne, dont la population vieillit, n'aurait plus besoin, contrairement à la France, de taux de croissance économique élevés. Car c'est bien le contraire qui est vrai. Le pays a besoin d'une expansion : à court terme, pour réduire le chômage ; à plus long terme, pour financer un régime de protection sociale qui reste parmi les plus généreux du monde.

ALAIN VERNHOLES

(1) Selon l'OCDE, à la mi-93, plus de 400 milliards de DM (1 400 milliards de francs) avaient été injectés dans les Länder de l'Est, principalement sous forme de transferts budgétaires, pour soutenir les revenus des particuliers et financer la reconstruction.



Les banques s'attendent à des résultats satisfaisants pour 1994

Les trois plus grandes banques allemandes : la Deutsche Bank, la Dresdner Bank et la Commerzbank, ont annoncé des résultats semestriels qui montrent qu'après une année 1993 *« exceptionnelle »*, l'exercice en cours restera très satisfaisant.

Pour autant, les établissements de crédit allemand ont été touchés de plein fouet par le krach obligataire de début d'année et ne préservent leurs bénéfices d'exploitation au premier semestre que par la forte baisse du montant des provisions. La Deutsche Bank les a réduits de 46 %, la Dresdner de 15,6 %, et la Commerzbank de 14,6 %. Si les revenus liés aux crédits et le niveau des commissions sont stables, les profits provenant des activités de marché ont chuté spectaculairement : - 88 % pour la Dresdner, - 66,7 % pour la Deutsche et - 68 % pour la Commerzbank.

Au final, la hausse du résultat d'exploitation sur les six premiers mois de l'année est de 1 % à la Deutsche Bank (2,66 milliards de deutschemarks) (1) 9,0972 et de 2,2 % à la Dresdner (1,04 milliard de deutschemarks) par rapport à la moitié de leurs profits de 1993 selon le mode de comparaison retenu par ces deux établissements. La Commerzbank, qui a un mode de calcul différent, affiche une progression de 11,2 % , à 436 millions de deutschemarks de son résultat par rapport au premier semestre de 1993. En revanche, son bénéfice diminue de 23 % si on le compare à la moitié de ses profits de l'an dernier.

Vivement critiquées pour le niveau de leurs profits réalisés en 1993, alors que le pays traversait une récession, les grandes banques allemandes ont été accusées depuis quelques mois de légèreté à propos de leur politique d'octroi de prêts à de « gros clients » en situation délicate, tels que le groupe Metallgesellschaft, qui a frôlé la liquidation judiciaire fin 1993, ou encore l'ex-roi de l'immobilier Juergen Schneider, en fuite depuis le mois d'avril.

POINT DE VUE

Le véritable atout : une forte capacité d'épargne

Par Michèle Debonneuil

LA reprise apparemment forte des commandes à l'exportation en Allemagne laisse entrevoir une amélioration de la situation économique du pays. Après la mauvaise passe qu'elle a traversée, l'Allemagne unifiée va-t-elle récupérer ses parts de marché à l'exportation et connaître une croissance durablement supérieure à celle de la France ? C'est probable.

La croissance du PIB allemand de 1970 à 1989 a été la même que celle de la France. Son taux d'investissement a d'ailleurs été aussi très voisin. Il en a donc été de même de sa productivité apparente. Au total – et c'est bien ce qui compte – l'Allemagne a connu entre 1970 et 1989 la même capacité à produire de la richesse que la France. Cela même si la structure de l'investissement et de la production est différente dans les deux pays : spécialisation dans les biens d'équipement ici, dans les services là.

Ce qui a séparé l'Allemagne de la France ne s'explique pas par l'offre, mais par la capacité à épargner. La consommation allemande augmentait tendanciellement moins rapidement que celle de la France. Avec le même taux d'investissement et un taux d'épargne plus élevé, l'Allemagne dégageait des excédents courants (1), la France des déficits. Autrement dit, les producteurs français produisaient autant que les producteurs allemands. Mais, avec une demande intérieure moins dynamique, nos voisins avaient tendance à exporter plus que leurs homologues français. L'Allemagne, qui accumulait des excédents courants croissants, a bénéficié d'une monnaie d'autant plus forte que la faiblesse des tensions sur l'offre maintenait une inflation plus faible qu'en France.

La dette publique allemande en pourcentage du PIB étant structurellement supérieure à celle de la France – au moins depuis le début des années 70 –, les Allemands ont dû donner au début des années 80 un coup d'arrêt à cette évolution inquiétante. Ils ont pu le faire car leur population, plus âgée que la nôtre, a pu accepter une réduction des prestations sociales, familiales en particulier. Une politique budgétaire restrictive au cours de la décennie 80 a favorisé une remontée du taux d'épargne allemand, qui a dépassé celui de la France. Au total, la différence entre les économies française et allemande est concentrée sur la période 1980-1989 : elle s'explique par une capacité supérieure de l'Allemagne à épargner.

Quel devrait être, dans ces conditions, l'effet de l'unification ? Le taux d'épargne baissant et le taux d'investissement augmentant, l'unification a fait disparaître ce qui avait fait la suprématie de l'Allemagne. Les excédents extérieurs ont rapidement fondu. En particulier, le surplus d'épargne, qui était avant l'unification prêté à l'étranger, a été réorienté vers l'Allemagne de l'Est pour être partiellement consommé, partiellement investi. Les producteurs allemands se sont tout naturellement détournés de l'exportation pour satisfaire une demande intérieure excessivement forte. Le pays a perdu des parts de marché à l'exportation, et les a perdues d'autant plus vite que sa compétitivité se dégradait.

Le boom de l'unification a fait place à un creux conjoncturel avec une demande intérieure ralentie, plus ralentie même qu'en France. La production allemande est donc en train de se retourner vers les marchés extérieurs et va regagner des parts, l'écart de compétitivité accumulé au cours des années précentes étant en train de se résorber.

Si l'on peut prévoir une réduction rapide des déficits extérieurs, l'économie allemande ne dégagera plus – au moins pendant de longues années – d'excédents courants significatifs. Il serait d'ailleurs très difficile de faire admettre à la partie orientale de l'Allemagne que de l'épargne nationale va financer le reste du monde alors que l'unification n'est pas achevée.

Une question importante est de savoir si le taux de croissance du PIB allemand sera plus élevé que celui de la France au cours des prochaines années. Ce serait souhaitable pour mettre à niveau une partie importante de l'Allemagne dont le niveau de vie est très inférieur à celui de l'ancienne RFA. Le taux d'investissement allemand aurait alors enfin une bonne raison de passer au-dessus du taux d'investissement français.

Pour réaliser l'équilibre des transactions courantes, il faudra donc que le taux d'épargne allemand s'établisse à un niveau supérieur à celui de la France. Il était de cinq points plus élevé avant l'unification. Il reste donc une marge pour l'ajustement, même si l'on a de bonnes raisons de penser que le taux allemand restera durablement plus bas qu'avant la fin des années 80.

Si la croissance du PIB en Allemagne est légèrement supérieure à celle de la France au cours des années à venir, ce ne sera pas parce notre voisin a un appareil productif plus performant, mais parce que sa population conservera une capacité d'épargne supérieure, les politiques budgétaire et monétaire aidant aux ajustements nécessaires.

▶ **Michèle Debonneuil est directeur des études économiques et financières à la Banque Indosuez.**

(1) La balance des paiements courants comprend la balance du commerce extérieur et les « invisibles », c'est-à-dire les services (transports, assurances, brevets et redevances, tourisme...), les transferts unilatéraux (des travailleurs émigrés par exemple), les intérêts et dividendes du capital (étranger en Allemagne, allemand à l'étranger).

Fidèle à la stratégie de « pacte unitaire »

M. Hue (PCF) lance un appel à l'union contre la privatisation de Renault

Anticipant de près de deux semaines sur l'habituelle « rentrée politique », le secrétaire national du Parti communiste français, Robert Hue, a lancé, mercredi 10 août, la campagne contre la privatisation de Renault. Installé sous une tente, devant les portes des anciennes usines Renault à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), M. Hue a dénoncé *« le programme de revanche »* du gouvernement, en observant, au passage, que M. Balladur, *« avec son air de ne pas y toucher »*, est en train de *« défaire »*, à la veille du cinquantième anniversaire de la Libération, *« ce qu'avait fait de Gaulle »*. *« J'ignore quel est l'avenir politique de l'actuel premier ministre et ce qui restera de lui pour la postérité*, a ironisé M. Hue, *mais il y a une chose dont je suis certain, c'est qu'en matière de bradage du patrimoine aux financiers comme de transfert d'argent public vers le grand patronat, la Bourse et la spéculation cet homme est d'une redoutable efficacité. »*

Sur le fond, les arguments du dirigeant communiste sont classiques. Se fondant sur l'analyse selon laquelle *« les boursiers espèrent faire une bonne affaire avec le constructeur automobile »* (*le Monde* du 10 août), M. Hue a affirmé que les privatisations *« s'accompagnent d'une accélération des suppressions d'emplois »*. Elles ne permettent pas davantage de réduire les déficits publics. Enfin, pour les droits des salariés, *« le programme Balladur de privatisations est inséparable du programme de régression sociale qu'il s'efforce de mettre en œuvre »*.

Pour faire échec au projet du gouvernement, le secrétaire national du PCF a donc lancé *« un appel à l'union la plus large »*. *« J'ai la conviction que les conditions peuvent se créer pour un vaste rassemblement afin d'empêcher la privatisation de Renault »*, a affirmé M. Hue. *« Chacun restant soi-même*, a-t-il précisé, *on peut être des millions à dire ensemble à M. Balladur : « Non, nous ne vous laisserons pas brader Renault à la finance ! »*

En clair, l'offensive estivale du successeur de Georges Marchais vise, une fois encore, à offrir un champ d'application au « pacte unitaire pour le progrès » destiné à ouvrir de nouvelles perspectives politiques, proposé dès le mois d'avril dernier par M. Hue, mais dont on reconnaît, à la direction du PCF, que la mise en œuvre continue de rencontrer des résistances. En choisissant la privatisation de Renault comme thème de rentrée, le Parti communiste ne désespère pas d'entraîner dans sa roue l'électorat socialiste, voire de semer le trouble dans la majorité en opposant les projets du gouvernement et l'héritage de la Libération.

JEAN-LOUIS SAUX

CONFLITS : les pêcheurs de Sète bloquent le port. – Les pêcheurs de Sète (Hérault), qui ont renversé mercredi 10 août les étalages de poissons de plusieurs supermarchés de Montpellier et de Sète, ont décidé d'arrêter leurs opérations « coups de poing », mais de maintenir le blocage du port. Vingt-cinq chalutiers et thoniers fermaient jeudi matin 11 août l'accès du port commercial de Sète. Les pêcheurs ont décidé de ne plus sortir en mer en attendant d'être reçus, probablement vendredi 12 août, au ministère de l'agriculture et de la pêche. Ils protestent contre le bas prix du poisson dans les grandes surfaces, notamment des sardines.

Les démêlés judiciaires du PDG d'Alcatel-Alsthom

Deux expertises contredisent les explications de Pierre Suard

L'affaire des travaux effectués par Pierre Suard à ses domiciles personnels rebondit. Dans son édition du 10 août, *le Canard enchaîné* révèle l'existence de deux expertises judiciaires qui contrediraient les explications fournies par le PDG d'Alcatel-Alsthom, au lendemain de sa mise en examen le 4 juillet dernier pour faux, usage de faux, escroquerie et corruption. M. Suard avait, à l'époque, fait une distinction entre des travaux de sécurité effectués à ses deux domiciles personnels successifs de Boulogne-Billancourt et de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), réglés par le groupe – notamment par la SIVV, la filiale immobilière d'Alcatel-CIT –, et des travaux d'aménagement dont il affirmait avoir intégralement payé la note.

Le Canard enchaîné, citant les constatations des experts, s'interroge sur des travaux de sécurité de 174 000 francs à Boulogne, réalisés par la société Autrand. Cette dernière aurait fait payer 60 % du total à Pierre Suard, le reste étant réglé par la SIVV. Le PDG d'Alcatel-Alsthom a toujours soutenu que ces travaux avaient été intégralement pris en charge par la société.

Par ailleurs, l'hebdomadaire reproduit un document indiquant que deux devis ont été établis par la société Autrand. L'un au coût réel, adressé à un certain M. Mercier, qui supervise le chantier. L'autre *« minoré de 40 % »* à Pierre Suard.

ÉTRANGER

Intervenant devant le Congrès des Etats-Unis

Le président de la Réserve fédérale réaffirme sa volonté de prévenir l'inflation

Le président de la Réserve fédérale (Fed), Alan Greenspan, a défendu mercredi 10 août, devant le Congrès, la politique monétaire menée par la banque centrale américaine. Il n'a donné aucune indication sur les décisions que pourrait prendre le comité de politique monétaire de la Fed lors de sa prochaine réunion, le 16 août. Mais M. Greenspan a tout de même indiqué que l'institut d'émission *« n'avait pas d'autre alternative que de considérer le long terme en matière de politique monétaire »*, précisant que les mesures prises depuis le début de l'année *« répondaient surtout à l'évolution attendue de l'économie en 1995 plutôt qu'à la situation en 1994 »*. Une politique de prévention de l'inflation permet de maintenir les taux d'intérêt à long terme à des niveaux modérés ou bas, encourageant de ce fait les investissements et l'activité économique, a-t-il ajouté en substance.

Ces propos renforcent le sentiment d'une majorité d'analystes pour qui la Réserve fédérale va décider de donner un nouveau tour de vis à sa politique monétaire en début de semaine prochaine pour éviter tout risque de dérapage des prix. La Fed a déjà augmenté le taux interbancaire au jour le jour (Fonds fédéraux) à quatre reprises entre le début février et la mi-mai pour le porter de 3 % à 4,25 %. Elle pourrait, toujours selon les analystes, le porter à 4,50 % la semaine prochaine.

Au cours de son allocution, M. Greenspan a de nouveau réaffirmé sa volonté de soutenir le dollar. Il a notamment déclaré qu'il était d'une *« importance cruciale pour le dollar, principale monnaie de référence, d'être une devise suffisamment forte et viable pour que les taux de rendement des actifs libellés en dollars soient jugés suffisamment attractifs pour encourager les investisseurs à les détenir »*.

CONJONCTURE

Une enquête de l'INSEE auprès des ménages

Le moral des Français s'améliore lentement

Le moral des Français s'améliore lentement si l'on en juge d'après la dernière enquête réalisée par l'INSEE en juillet. Interrogés sur leur niveau de vie, les ménages font état de progrès assez nets en ce qui concerne le passé récent, mais ne prévoient pas d'autres avancées au cours des prochains mois. La situation financière est également jugée positivement, notamment pour les mois à venir.

En revanche, la crainte d'une montée du chômage, qui avait diminué continûment depuis le début de l'année, est de nouveau plus forte. Le changement est là très accentué. Du coup, les Français sont plus réservés quant à leur intentions d'achats : ils déclarent avoir intérêt à épargner plus qu'à consommer. Enfin les réponses fournies à l'INSEE montrent que les ménages sont moins nombreux à attendre des baisses de prix.

L'INSEE a par ailleurs publié les résultats de l'enquête trimestrielle dans les travaux publics effectuée par ses services en juillet. Après un premier trimestre encore bas, l'opinion des entrepreneurs sur leur activité passée se redresse, en particulier pour les travaux réalisés pour l'Etat et les collectivités locales.

CROISSANCE : M. Vasseur (UDF-PR) estime que l'économie française souffre de « difficultés structurelles ». – Interrogé, mercredi 10 août, sur France 2, le vice-président du Parti républicain, Philippe Vasseur, a déclaré, au sujet de la situation de l'emploi et des perspectives de retour de la croissance : *« Nous avons des difficultés structurelles, qui tiennent au fait que la croissance est génératrice d'inégalités de plus en plus importantes. » « Il y a des réformes qui s'imposent dans le pays »*, estime M. Vasseur, qui a cité, notamment, le système de santé et les retraites.

Rappelant le conflit des mineurs de 1984-1985

La grève dans les chemins de fer britanniques menace la politique de privatisations du gouvernement

Depuis neuf semaines, un bras de fer oppose les aiguilleurs du rail britanniques à la compagnie Railtrack, la nouvelle entité créée le 1er avril, qui a hérité de British Rail la gestion de la maintenance des voies ferrées, des gares et de la signalisation. Cette grève perlée, qui devait perturber le réseau ferroviaire une nouvelle fois vendredi 11 août et durant trois jours, la semaine prochaine, menace le bon déroulement de la privatisation des chemins de fer.

LONDRES

correspondance

Pour tenir le rôle de grand « privatiseur » du rail, Robert Horton, président de Railtrack, possède un trait de caractère indispensable : la poigne. Supprimer le statut jugé trop généreux des quelque quatre mille sept cents aiguilleurs du rail de cette société toujours nationalisée, limiter les augmentations de salaires des douze mille employés aux 2,5 % prescrits par le gouvernement pour toute la fonction publique : c'est pour l'ancien président de la British Petroleum une question vitale pour réaliser la dénationalisation du chemin de fer. Mais Jimmy Knapp, le puissant chef du syndicat des transports (Rail Maritime and Transport), un leader de la vieille école tenant de l'aile gauche, ne l'entend pas de cette oreille. « Jurassic Knapp », comme l'a baptisé non sans malice la presse de droite, réclame une augmentation globale _comprenant traitements et primes de productivité_ de l'ordre de 11 %. A plusieurs reprises, tout laissait penser qu'on arriverait à la fin de cet interminable conflit, mais les discussions se sont toujours soldées par un constat d'échec, chacun campant sur ses positions.

Compagnie d'Etat contre syndicat militant : ce bras de fer n'est pas sans rappeler celui qui avait opposé, il y a dix ans, Ian McGregor, le patron des chabonnages, et Arthur Scargill, le leader des « gueules noires ». La direction avait alors emporté haut la main, au « finish », une victoire considérée encore aujourd'hui comme le fleuron de la couronne de Margareth Thatcher.

« Un conflit d'un autre âge qui résulte des errements de la loi de privatisation » s'insurge Simon Jenkins, éditorialiste du *Times* et ancien membre du conseil d'administration de British Rail. Dans l'immédiat, la compagnie nationalisée continue de contrôler les vingt-cinq réseaux qui doivent être loués à des opérateurs privés. En parvenant à paralyser une bonne partie de l'infrastructure ferroviaire, semaine après semaine, les « contrôleurs » ont montré les limites d'un projet de privatisation, bâclé, qui engendre le scepticisme dans la City et l'hostilité des associations d'usagers.

L'exemple du président Reagan

Pour éviter de créer une série de monopoles en limitant la concurrence, le gouvernement Major avait refusé de « casser » British Rail en attribuant les licences sur une base régionale. Mais le modèle choisi _l'adjudication par ligne ou secteur d'activité_ a pratiquement placé l'ensemble des chemins de fer à la merci d'un syndicat. Le gouvernement, qui croyait avoir maîtrisé les *unions* (les syndicats) à coup de réformes limitant le droit de grève, doit déchanter. Certes, le nombre d'arrêts de travail a été le plus faible depuis plus d'un demi-siècle, mais les tories, très impopulaires, n'ont peut-être jamais été aussi inquiétés par un mouvement social depuis la grande grève des mineurs de 1984-1985. Et le ministre des transports est contraint aujourd'hui d'adopter un profil bas.

Récemment, la direction de Railtrack a marqué plusieurs points. Au fil des derniers débrayages, un nombre croissant de trains ont pu circuler, grâce à l'assistance du personnel d'encadrement. Par ailleurs, les contremaîtres ont rejeté l'appel à la grève lancé par Jimmy Knapp, au cours d'un vote à bulletins secrets. Devant l'impasse, Bob Horton a même osé évoquer la possibilité de suivre l'exemple du président Ronald Reagan qui, en 1981, avait licencié les contrôleurs aériens en grève pour les remplacer par des « jaunes » formés sur le tas. On compte déjà plus de deux cents nouveaux embauchés, alors que seulement sept cents aiguilleurs sont nécessaires pour faire fonctionner partiellement le réseau.

Mais le patron de Railtrack doit tenir compte d'une opinion publique viscéralement opposée à la privatisation, et qui n'apprécie guère ces méthodes brutales. Ces solutions extrêmes, dès lors, restent tabous, même dans la Grande-Bretagne de John Major, fière de la flexibilité de son marché du travail. Ce conflit a déjà coûté plus de 500 millions de livres à l'économie britannique. Chaque journée de grève prive Railtrack de 6 millions de livres de revenus (une cinquantaine de millions de francs). Les filiales, écossaise et galloise, de British Rail et les sociétés particulièrement pénalisées par ce mouvement (la poste, la sidérurgie, l'électricité...) réclament des dommages et intérêts substantiels à Railtrack. Si la grève profite aux compagnies aériennes, aux sociétés de transport routiers, aux firmes de location de voitures et aux taxis, le petit commerce, lui, en fait les frais. De nombreuses banques et sociétés ont d'ailleurs mis sur pied leur propre service de transport du personnel par autobus lors des grèves.

Au-delà des perturbations causées à la vie économique, ces débrayages risquent surtout de porter un coup sérieux au processus de privatisation du chemin de fer. Si les arrêts de travail devaient se poursuivre, les investisseurs institutionnels risqueraient de se montrer encore plus réservés à l'égard d'une dénationalisation à hauts risques. Plusieurs industriels, qui se sont déclarés candidats opérateurs, comme Richard Branson, président de Virgin Group, ou lord Sterling, patron de la compagnie maritime P and O, hésitent devant les perspectives de croissance et de rentabilité révisées à la baisse depuis la grève. Pour le gouvernement de John Major, l'arrogance, qui a été son attitude au début de la grève des aiguilleurs du rail n'est plus de mise.

MARC ROCHE

TRAVAUX PUBLICS : GTM-Entrepose obtient le contrat de concession d'une autoroute en Hongrie. – Le consortium conduit par GTM-Entrepose a été retenu par le gouvernement hongrois pour négocier et mettre au point le contrat de concession de l'autoroute M3-M30 qui reliera Budapest à la frontière hongro-ukrainienne, indique un communiqué du groupe français de travaux publics, le 10 août. Ce consortium comprend, outre l'entreprise française, une société hongroise et italienne. La première phase de la concession (100 km) représente un montant de travaux de près de 3 milliards de francs.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Édité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11. Microfilms : (1) 40-65-29-33

PARIS, 10 août, ▼ Nouvelle baisse

La Bourse de Paris, qui en tout début de matinée se reprenait légèrement après sa chute de 1,51 % de la veille, repartait rapidement à la baisse mercredi 10 août dans un marché toujours très peu actif. En hausse de 0,25 % en début de séance, l'indice CAC 40 basculait rapidement à la baisse, perdant plus de 1 % dans le courant de la journée dans un marché étriqué à trois jours du long week-end de l'Assomption. A la clôture, il affichait une perte de 0,50 % à 2 064,17 points.

Les cotations ont été interrompues pendant trois quarts d'heure deux heures avant la clôture en raison d'un violent orage sur Paris qui a perturbé les liaisons par satellite. Depuis le début de la semaine, l'évolution des marchés obligataires conditionne à nouveau les marchés des actions. Or les signes de reprise, vigoureux notamment en Allemagne, laissent craindre une surchauffe et une accélération de la hausse des prix.

Aux Etats-Unis, les dernières statistiques économiques laissent également craindre un nouveau tour de vis de la Réserve fédérale la semaine prochaine. Les taux à court terme pourraient être relevés d'au moins un quart de point. Le taux des bons du Trésor à trente ans atteignait mercredi en début de journée 7,58 % contre 7,57 %. Les opérateurs américains attendent les résultats des opérations de refinancement du Trésor américain. Le MATIF qui mardi avait cédé 88 centimes et qui était encore faible dans le courant de la journée, s'est quelque peu ressaisi en fin de séance pour terminer à 115,74, en repli de 0,02 %. La rafale des chiffres d'affaires semestriels publiés mercredi n'a pas suscité de réactions particulières.

NEW-YORK, 10 août, ▲ Petite progression

Wall Street a enregistré une progression modeste mercredi 10 août, profitant de la bonne réception réservée par le marché obligataire à l'adjudication trimestrielle de 12,1 milliards de bons du Trésor à dix ans, mais une certaine prudence a été relevée à la veille de l'annonce des chiffres de l'inflation en juillet. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la séance en hausse de 11 points (+ 0,29 %) à 3 766,76 points. Quelque 279 millions de titres ont été échangés.

Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à dix ans a reculé à 7,33 % contre 7,36 % lors de l'adjucation précédente du 11 mai. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est resté inchangé par rapport à la veille à 7,57 %.

Mais les investisseurs attendaient surtout la publication jeudi matin de l'Indice des prix de gros en juillet et l'adjudication de 11 milliards de bons à trente ans le même jour, ont souligné les analystes.

VALEURS	Cours du 9 août	Cours du 10 août
Alcoa	78 7/8	78 3/4
Allied Signal Inc.	37	36 5/8
American Express	27 1/4	27
ATT	53 3/4	53 3/8
Bethlehem Steel	22	22 3/8
Boeing	45 1/8	44 7/8
Caterpillar Inc.	104 1/8	104 1/2
Chevron	43	43
Coca-Cola	43 3/4	43 7/8
Disney Corp.	42 7/8	43 1/2
Du Pont de Nemours	59 1/4	59 1/8
Eastman Kodak	48 1/8	48 1/4
Exxon	58 1/2	58 7/8
General Electric	48 7/8	48 1/8
General Motors	50 1/8	50 1/8
Goodyear Tire	34 3/8	34 1/8
IBM	64 1/2	64 1/4
International Paper	75 1/2	75
Morgan (J.P.)	62 3/8	62 3/4
McDonnell Douglas	111 1/8	115 3/8
Merck and Co.	30 3/4	32 1/4
Minnesota Mining	54 7/8	55 5/8
Philip Morris	55 3/8	55 1/4
Procter & Gamble	53 1/2	54 7/8
Sears Roeb. and Co.	46 5/8	46 1/8
Texaco	62 1/2	61 7/8
Union Carbide	32 5/8	33 1/4
United Tech.	61	62 1/4
Westinghouse El.	11 5/8	11 7/8
Woolworth	15 3/8	15 3/8

LONDRES, 10 août, = Incertaine

Soutenu par l'ouverture en hausse de Wall Street, le Stock Exchange a annulé l'essentiel de ses pertes mercredi 10 août en fin de séance. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est inscrit en clôture sur une baisse infime de 1,6 point (0,05 %) à 3 167 points après avoir été affaibli dès l'ouverture par les craintes d'une hausse des taux d'intérêt américains.

Les opérateurs attendent la publication aux Etats-Unis des prix de gros jeudi et de l'indice des prix à la consommation vendredi. La tendance avait aussi été affectée dans la matinée par la publication des comptes-rendus de l'entretien du mois de juillet du chancelier de l'Echiquier Kenneth Clarke et du gouverneur de la Banque d'Angleterre Eddie George, qui estimaient le mois dernier qu'il faudrait *« tôt ou tard »* relever les taux d'intérêt britanniques.

VALEURS	Cours du 9 août	Cours du 10 août
Allied Lyons	5,95	5,95
BP	4,09	4,12
BTR	3,87	3,86
Cadbury	4,89	4,88
Glaxo	6,11	6,26
GUS	5,76	5,71
ICI	8,66	8,66
Reuters	4,91	4,92
RTZ	8,71	8,72
Shell	7,38	7,29
Unilever	10,63	10,52

TOKYO, 11 août ▲ Mitigé

La Bourse de Tokyo a terminé la séance du jeudi 11 août en très légère hausse, l'indice Nikkei gagnant 51,11 points, soit 0,2 %, à 20 821,36 points en clôture.

Le marché japonais a été partagé entre, d'un côté, les achats des caisses de retraite publiques et de fonds étrangers et, de l'autre, les prises de bénéfices d'intervenants japonais. Les affaires étaient calmes et peu étoffées, les opérateurs ayant préféré rester à l'écart en attendant le retour de vacances des grands investisseurs. De plus, ils craignent l'impact de la hausse du yen sur les résulats de sociétés.

VALEURS	Cours du 10 août	Cours du 11 août
Bridgestone	1 620	1 620
Canon	1 730	1 750
Fuji Bank	2 320	2 330
Honda Motors	1 740	1 750
Matsushita Electric	1 780	1 770
Mitsubishi Heavy	810	803
Sony Corp.	5 980	6 000
Toyota Motors	2 190	2 190

CHANGES

Dollar : 5,4287 ▲

Jeudi 11 août, le dollar progressait en milieu de matinée sur le marché des changes parisien à 5,4287 francs, contre 5,3955 francs le 10 août en fin de journée (cours indicatif Banque de France). Le deutschemark s'effritait à 3,4279 francs, contre 3,4271 francs mardi soir (cours BdF).

FRANCFORT	10 août	11 août
Dollar (en DM)	1,5785	1,5833

TOKYO	10 août	11 août
Dollar (en yens)	101,29	101,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (11 août) .... 5 1/4 % - 5 3/8 %

New-York (10 août) .... 4 3/16 %

BOURSES

PARIS

	9 août	10 août
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	2 074,48	2 064,17
(SBF, base 1000 : 31-12-90)		
Indice SBF 120	1 431,06	1 423,45
Indice SBF 250	1 385,45	1 378,65

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	9 août	10 août
Industrielles	3 755,76	3 766,76

LONDRES (indice « Financial Times »)

	9 août	10 août
100 valeurs	3 168,60	3 167
30 valeurs	2 474,10	2 478,20

FRANCFORT

	9 août	10 août
Dax	2 164,20	2 160,37

TOKYO

	10 août	11 août
Nikkei Dow Jones	20 770,25	20 821,36
Indice général	1 661,50	1 662,52

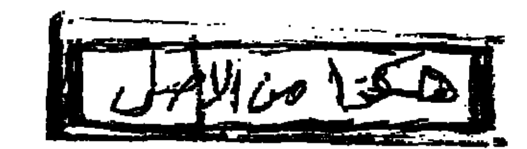
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E.U.	5,4255	5,4275	5,4343	5,4378
Yen (100)	5,3535	5,3609	5,3969	5,4061
Ecu	6,5355	6,5407	6,5279	6,5360
Deutschemark	3,4238	3,4267	3,4276	3,4322
Franc suisse	4,0589	4,0635	4,0703	4,0768
Lire italienne (1000)	3,4010	3,4045	3,3733	3,3785
Livre sterling	8,3336	8,3395	8,3340	8,3434
Peseta (100)	4,1469	4,1517	4,1217	4,1283

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E.U.	4 7/16	4 9/16	4 3/4	4 7/8	5 3/16	5 5/16
Yen (100)	2 1/16	2 3/16	2 3/16	2 5/16	2 1/4	2 3/8
Ecu	5 11/16	5 13/16	5 13/16	5 15/16	6	6 1/8
Deutschemark	4 7/8	5	4 7/8	5	4 15/16	5 1/16
Franc suisse	4 1/8	4 1/4	4 1/4	4 3/8	4 3/8	4 1/2
Lire italienne (1000)	8 5/16	8 9/16	8 1/2	8 3/4	8 13/16	9 1/16
Livre sterling	5 1/16	5 3/16	5 3/8	5 1/2	5 13/16	5 15/16
Peseta (100)	7 1/2	7 3/4	7 5/8	7 7/8	7 3/4	8
Franc français	5 5/16	5 7/16	5 3/8	5 1/2	5 5/8	5 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.



BOURSE DE PARIS DU 11 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 6,13

Cours relevés à 11 h 15
CAC 40 : +0,25 % (2069,30)

Règlement mensuel

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

Étrangères

Hors-cote (sélection)

Second marché (sélection)

Sicav (sélection) 10 août

(1) 3-6-94 Division valeur liquidat. par 20, multiplicat. nbre de titres par 20.
(2) 3-6-94 Division valeur liquidat. par 15, multiplicat. nbre de titres par 15.
(3) 3-6-94 Division val. liquidat. par 8, multiplicat. nbre de titres par 8.
(4) 3-6-94 Division valeur liquidat. par 2, multiplicat. nbre de titres par 2.

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 10/08	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,4340	5,3955	5,10	5,70
Ecu	6,5490	6,5435	—	—
Allemagne (100 dm)	342,7100	342,7900	328	352
Belgique (100 F)	16,6420	16,6385	16	17,10
Pays-Bas (100 fl)	305,0800	305,0900	292	314
Italie (1000 lires)	3,4250	3,4125	3,25	3,72
Danemark (100 krd)	87,0100	86,8700	82,50	90,80
Irlande (1 iep)	8,2600	8,2255	7,85	8,60
Gde-Bretagne (1 L)	8,3410	8,3105	7,95	8,80
Grèce (100 drachmes)	2,2695	2,2700	2,10	2,65
Suisse (100 f)	406,4300	407,2100	392	418
Suède (100 krs)	69,7700	69,4800	65	75
Norvège (100 k)	78,4000	78,3600	74	83
Autriche (100 sch)	48,7090	48,7180	47,10	50,20
Espagne (100 pes)	4,1710	4,1615	3,90	4,50
Portugal (100 esc)	3,3700	3,3750	3,05	3,75
Canada (1 $ can)	3,9454	3,9277	3,65	4,25
Japon (100 yens)	5,3653	5,3410	5,17	5,52

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 10/08
Or fin (kilo en barre)	66100	65700
Or fin (en lingot)	66150	66000
Napoléon (20f)	383	379
Pièce Fr (10 f)	335	—
Pièce Suisse (20 f)	383	380
Pièce Latine (20 f)	380	380
Souverain	487	485
Pièce 20 dollars	2510	2645
Pièce 10 dollars	1325	1325
Pièce 5 dollars	662,50	—
Pièce 50 pesos	2460	2480
Pièce 10 florins	396	396

Matif (Marché à terme international de France)

10 août 1994

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 146 742

Cours	Mars 95	Sept. 94	Déc. 94
Dernier	114,10	115,74	114,80
Précédent	114,20	115,76	114,90

CAC 40 A TERME
Volume : 17 127

Cours	Août 94	Sept. 94	Oct. 94
Dernier	2076	2083	...
Précédent	2084	2091,50	...

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

ILE-DE-FRANCE

Pelouse en rouleaux et arrosage automatique

Les jardins « clés en main » de la Ville de Paris

Voici les derniers nés des espaces verts parisiens : grands comme des mouchoirs de poche, souvent sur dalle, mais ultrasophistiqués. On y emploie les matériaux, les végétaux et les techniques d'un nouvel art : le prêt-à-porter des jardins.

Protégé par de hautes grilles, caché derrière une haie de thuyas et seulement accessible par une porte dérobée et cadenassée, ce coin secret est situé en bordure du nouveau square Juan-Miro, ouvert il y a quelques mois dans le treizième arrondissement de Paris. C'est l'enclos des matous. Des niches badigeonnées de vert abritent les chats du quartier, qu'un militant de la protection animale vient nourrir régulièrement. Ces petits félins avaient élu domicile sur le terrain vague où a été tracé le jardin. Comme la population du quartier n'aurait pas supporté qu'on les éliminât, la Ville les a considérés comme faisant partie de l'écosystème local et les a installés là, à grands frais. Ce détail témoigne que les services municipeux considèrent enfin le moindre espace vert comme un équipement public de première importance et qu'ils le traitent avec autant de soin et, même, de raffinement que n'importe quel autre ouvrage.

Pourtant, les espaces que l'on abandonne à la direction des parcs et jardins ne sont souvent que de pauvres friches urbaines, à demi bétonnées et environnées de bâtisses. Ainsi sont nés les trois derniers squares du treizième arrondissement, situés à peu de distance les uns des autres.

Le premier, Thomire, de 4 800 mètres carrés, est juché sur le parking géant du nouveau stade Charléty. Il est bordé d'une allée réservée aux camions de retransmission de la télévision et « agrémenté », aux quatre coins, par les aérateurs du garage sous-jacent. Les deux autres, Juan-Miro (8 000 mètres carrés) et Moulin-de-la-Pointe (9 000 mètres carrés), sont enchâssés entre des immeubles et même, pour le dernier, installé sur le parking d'une tour voisine, qui le surplombe de ses cinquante mètres.

Loin de décourager les jardiniers, ces sujétions semblent, au contraire, les aiguillonner. D'abord, ils font systématiquement appel à des hommes de l'art pour créer un paysage sur ces terrains informes. Au pied de Charléty, qui ressemble à un grand vaisseau, Louis Benesh a imaginé un jardin méditerranéen. Pour Juan-Miro, Mme Grunig-Tribel a dessiné une mini-campagne, avec des côteaux et des vallons parcourus de ruisseaux. Au Moulin-de-la-Pointe, Gilles Vexdard a voulu la noble géométrie, les espaliers et la pergola d'un jardin à la française.

Un sol créé de toutes pièces

Autre obligation imposée par la configuration des lieux : il faut consulter les habitants des centaines d'appartements dont les croisées donnent sur le futur jardin. Certains exigent qu'on garde les chats familiers, d'autres refusent que l'on tronçonne les arbres, plus ou moins malades, qui ont réussi à pousser sur les gravats. Sur les pelouses, plus question d'éliminer le trèfle, ni les pâquerettes. Les Parisiens veulent rêver de prairie. Bien entendu, les utilisateurs seront multiples. Chaque jardin doit donc comporter un coin pour les tout-petits, un espace pour les jeux de ballon des adolescents (le cauchemar des jardiniers), une placette pour les anciens et des promenades pour les actifs. Le nec plus ultra, comme à Juan-Miro, est de prévoir, entre rues et pelouses, un enclos asphalté et grillagé, pour que les jeunes se défoulent. Comme le square est, alors, assuré de sa tranquillité, on a tracé, sur les talus exposés au midi, des terrasses gazonnées pour les amateurs de bains de soleil. Ils ont même droit à de confortables dossiers en béton coloré.

Avant de se lancer dans ces aménagements, les ingénieurs des parcs et jardins doivent créer un sol de toutes pièces. D'abord, ils exigent désormais des constructeurs de parkings que leurs dalles supportent, au moins par endroits, deux mètres de terre, le minimum vital pour un arbre. De toute manière, il faut racler la surface des friches urbaines sur un mètre d'épaisseur, évacuer les gravats infertiles et amener autant de bonne terre de Brie, qui se paie 200 francs le mètre cube. Puis on enfouit un réseau d'arrosage automatique, avec son programmateur et ses appareils : asperseurs pour les pelouses, tuyaux perforés et enterrés au niveau des racines pour les buissons et les arbres. Cette technique, par ailleurs économe en eau, a changé l'aspect des squares. Désormais, ils sont toujours verts, quelle que soit la saison. L'arrosage se déclenche à 1 heure du matin pour ne gêner personne.

Pour les espaces de circulation et de jeux, finie la bonne vieille terre plus ou moins sablée ! Des entreprises spécialisées viennent étendre des mélanges de sable et de ciment dans les allées, des agglomérés de caoutchouc pour les terrains de jeux, des dalles de béton coloré et des plaques de marbre aux endroits les plus fréquentés. Au square Thomire, on a livré la pelouse en rouleaux comme de la moquette : un mélange très résistant de fétuque et de paturin, qui encaisse le piétinement, car on a enfin admis, au désespoir des jardiniers, que le public a le droit de se rouler dans l'herbe.

38 millions de francs pour trois squares

L'eau n'est plus jamais absente des nouveaux jardins. A Juan-Miro, elle ruisselle partout et achève sa course dans des mini-étangs, où vont proliférer des plantes aquatiques. Au Moulin-de-la-Pointe, Gilles Vexdard a voulu qu'on édifie un bassin suspendu, d'où ruisselle en permanence un rideau liquide, distributeur d'embruns. Un anémomètre stoppe le mécanisme lorsque le temps fraîchit car alors les alentours deviennent infréquentables. Pour le square Thomire, Louis Benesh a souhaité une fontaine cachée dans la verdure pour que sa rumeur égaie et rafraîchisse la placette voisine. On imagine les pompes souterraines, les tuyauteries et les régulations que ces « fantaisies » supposent. Rien n'est assez beau, aujourd'hui, pour le plus modeste des squares parisiens.

C'est la même ambition qui préside à l'installation des végétaux. A côté de Charléty, les jardiniers ont composé un paysage de Provence, avec chênes verts, lentisques, lavande et autres espèces méditerranéennes. A Juan-Miro, les bouleaux et les hêtres pleureurs évoquent plutôt les fraîcheurs nordiques. Au Moulin-de-la-Pointe, plus minéral, on a dressé des structures métalliques, sur lesquelles grimpent déjà des centaines de mètres carrés de glycine. C'est le tout premier exemple de ces jardins verticaux, qui doivent être expérimentés dans la capitale (*le Monde* du 20 juillet).

Partout, les plantes buissonnantes et les arbres de haute tige arrivent tout droit des pépinières, à l'âge adulte. En moins de six mois, on a pu installer sur la dalle de béton du parking de Charléty un jardin qui paraît être là depuis dix ans. Le Nôtre réalisait déjà cet exploit il y a trois siècles, mais c'était à Versailles, pour le Roi-Soleil. Aujourd'hui, aux Parisiens impatients, on offre des jardins prêts à l'emploi.

Le prix est en conséquence. L'aménagement d'un square coûte 1 300 francs le mètre carré quand il est en pleine terre, comme Juan-Miro, mais 2 300 francs le mètre carré lorsqu'il est sur dalle, comme Thomire. En gros, les trois derniers jardins du treizième arrondissement représentent un investissement de plus de 38 millions de francs. Au regard de la qualité de vie qu'ils apportent au quartier, la plupart des Parisiens pensent que ce n'est pas cher payer.

MARC AMBROISE-RENDU

Les élections municipales de juin 1995

Les socialistes se préparent à « résister » dans le Val-d'Oise

Résister et s'implanter : ce sont les deux objectifs que Manuel Valls, premier secrétaire de la fédération socialiste du Val-d'Oise, a assignés à ses militants à dix mois du scrutin municipal de 1995. Ces deux mots d'ordre sonnent comme un programme de campagne électorale, discrètement mise sur les rails au cours des vacances d'été.

Malgré leur échec aux élections législatives de mars 1993 _les cinq députés sortants avaient été battus_ et aux européennes de juin dernier où le PS a subi une forte régression dans les villes qu'il dirige, les socialistes du Val-d'Oise, conduits par le premier secrétaire fédéral, Manuel Valls (rocardien), ne désespèrent pas de « résister » aux élections municipales de juin 1995. Insistant sur les cantonales de mars dernier, M. Valls affirme : *« Les européennes sont bien sûr, pour nous, source d'inquiétude, mais il s'agissait d'un scrutin national, qui accuse plus fortement les tendances du pays. En mars, au contraire, lors des cantonales, nous avons bien résisté et nous aurons à confirmer cette capacité l'an prochain. »*

Le Parti socialiste avait rassemblé 20,74 % des suffrages en mars dernier, mais 13,68 % seulement au mois de juin suivant, soit son plus mauvais score des dix dernières années. *« La gauche a un véritable avenir dans ce département »*, aime pourtant à répéter M. Valls, dont l'opinion est loin d'être partagée par tous les sympathisants, certains d'entre eux accusant le premier secrétaire de pratiquer la méthode Coué.

L'enjeu de Cergy-Pontoise

Le PS dirige douze villes sur les cent quatre-vingt-six que compte le département, mais il est vrai que ce sont des communes importantes, comme Villiers-le-Bel ou, surtout, l'agglomération de Cergy-Pontoise, qui approche les deux cent mille habitants. *« Si l'on ajoute les villes communistes,* calcule le premier secrétaire, *c'est plus du tiers de la population val-d'oisienne qui dépend d'une gestion de gauche. Or notre représentation ne correspond pas à cette réalité. »* De fait, les neuf députés du Val-d'Oise, tout comme la présidence du conseil général, appartiennent à l'actuelle majorité gouvernementale.

Sur les douze villes gérées par les socialistes, Daumont et Bouffémont-Moisselles, dirigées, respectivement, par Marie-France Lecuir et Michel Coffineau, deux anciens députés ayant perdu leur mandat en 1993, suscitent une véritable inquiétude chez les militants. Le canton de Daumont, qui regroupe quatre communes, a basculé à droite en mars dernier, le vote socialiste atteignant 21,64 %, contre 42,42 % au premier tour du scrutin de 1988. A Bouffémont, ce vote est passé, en six ans, de 36,96 % à 14,11 %. Villiers-le-Bel, avec 16,53 % des suffrages accordés au PS aux européennes, aurait également de quoi inquiéter la fédération si celle-ci ne se targuait, au contraire, d'avoir sensiblement augmenté le score des cantonales entre 1988 et 1994, passant de 34,48 % à 36,64 %.

L'attention se portera surtout sur la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Cette agglomération, qui compte onze communes, était passée à gauche, en 1989, grâce à la victoire de la candidate socialiste, Isabelle Massin, à Cergy. Mme Massin a quitté le PS, mais elle en est restée proche. Quant à la présidence du syndicat d'agglomération, elle est assurée par Alain Richard, maire d'une des autres communes « supports » de Cergy-Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône. Or, dans ces deux villes, la gauche socialiste résiste mal à l'émiettement national du parti et voit son audience battre de l'aile, malgré un travail et une présence généralement appréciés des deux maires sur le terrain.

Le PS devra chercher, dans sa campagne des élections municipales, à mieux s'implanter dans la vallée de Montmorency. *« La campagne devra également permettre de renouer le dialogue avec les jeunes et l'électorat populaire,* souligne M. Valls, *deux publics qui ont préféré se tourner vers Bernard Tapie. »* Le premier secrétaire veut croire, en outre, que les élections de juin prochain pourront être marquées par des conquêtes, les deux villes les plus convoitées étant Sarcelles, avec pour candidat Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre et ancien député, et Argenteuil, avec M. Valls lui-même. Dans ces deux communes, le voisinage entre socialistes et communistes est loin d'être de tout repos.

FRÉDÉRIQUE LOMBARD

LOTO

MERCREDI 10 AOUT 1994

19h55

9 13 26 29 32 37 + 42

6	3	954 696 F
5 +	[illegible]	53 305 F
5	1 604	5 220 F
4	[illegible]	101 F
3	[illegible]	8 F

20h35

20 22 38 41 43 49 + 19

6	3	2 136 470 F
5 +	9	148 470 F
5	441	10 615 F
4	[illegible]	168 F
3	[illegible]	11 F

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

A TOUTE ALLURE. Film américain d'Adam Rifkin, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Champs-Elysées, 8e (36-68-66-54) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

BLINK. Film américain de Michael Apted, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation 40-30-20-10) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

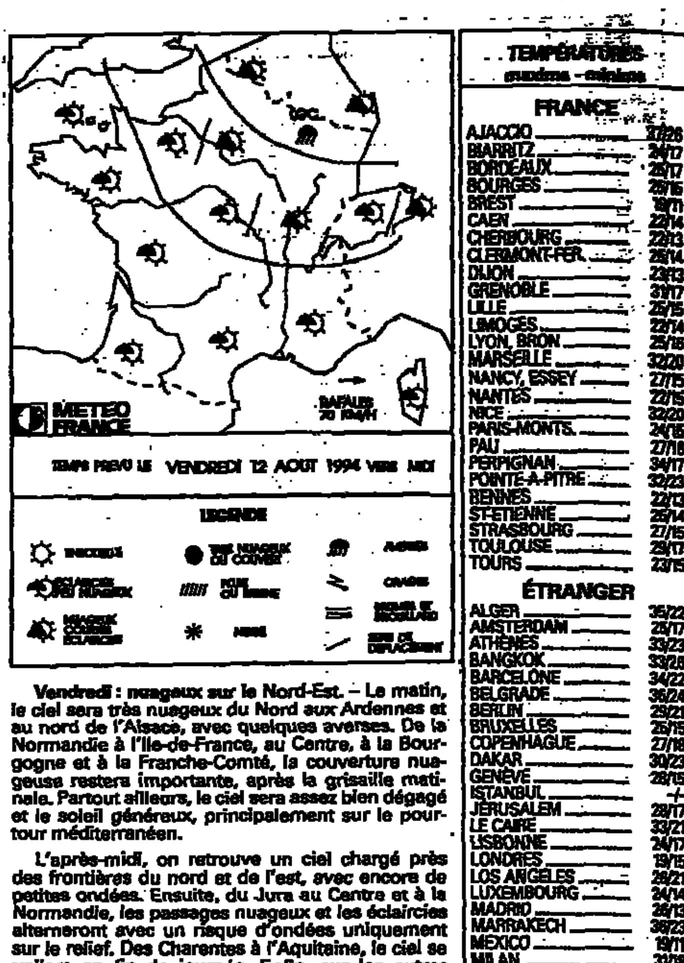
DEUX COW-BOYS A NEW YORK. Film américain de Gregg Champion, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

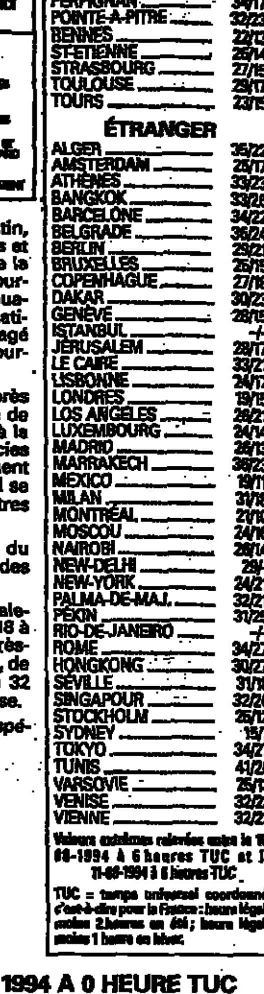
2 GARÇONS, 1 FILLE, 3 POSSIBILITÉS. (**) Film américain d'Andrew Fleming, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38 ; réservation 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

L'OURS EN PELUCHE. Film français de Jacques Deray : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

WIND. Film américain de Carroll Ballard, v.o. : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55).

MÉTÉOROLOGIE





TEMPÉRATURES maxima - minima	
FRANCE	
AJACCIO	37/26
BIARRITZ	24/17
BORDEAUX	26/17
BOURGES	28/16
BREST	19/11
CAEN	22/14
CHERBOURG	22/13
CLERMONT-FER.	26/14
DIJON	23/13
GRENOBLE	31/17
LILLE	25/15
LIMOGES	22/14
LYON, BRON	25/16
MARSEILLE	32/20
NANCY, ESSEY	27/15
NANTES	22/15
NICE	32/20
PARIS-MONTS.	24/15
PAU	27/16
PERPIGNAN	34/17
POINTE-A-PITRE	32/23
RENNES	22/13
ST-ETIENNE	26/14
STRASBOURG	27/15
TOULOUSE	29/17
TOURS	23/15
ÉTRANGER	
ALGER	35/22
AMSTERDAM	25/17
ATHÈNES	33/23
BANGKOK	33/26
BARCELONE	34/22
BELGRADE	36/24
BERLIN	29/21
BRUXELLES	25/15
COPENHAGUE	27/18
DAKAR	30/23
GENÈVE	28/15
ISTANBUL	-/-
JÉRUSALEM	28/17
LE CAIRE	33/21
LISBONNE	24/17
LONDRES	19/15
LOS ANGELES	28/21
LUXEMBOURG	24/14
MADRID	26/13
MARRAKECH	38/23
MEXICO	19/11
MILAN	31/18
MONTRÉAL	21/10
MOSCOU	24/16
NAIROBI	28/14
NEW-DELHI	29/-
NEW-YORK	24/21
PALMA-DE-MAJ.	32/21
PÉKIN	31/25
RIO-DE-JANEIRO	-/-
ROME	34/27
HONGKONG	30/27
SÉVILLE	31/18
SINGAPOUR	32/26
STOCKHOLM	25/12
SYDNEY	15/7
TOKYO	34/27
TUNIS	41/28
VARSOVIE	25/13
VENISE	32/23
VIENNE	32/22

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-08-1994 à 6 heures TUC et le 11-08-1994 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Vendredi : nuageux sur le Nord-Est. – Le matin, le ciel sera très nuageux du Nord aux Ardennes et au nord de l'Alsace, avec quelques averses. De la Normandie à l'Ile-de-France, au Centre, à la Bourgogne et à la Franche-Comté, la couverture nuageuse restera importante, après la grisaille matinale. Partout ailleurs, le ciel sera assez bien dégagé et le soleil généreux, principalement sur le pourtour méditerranéen.

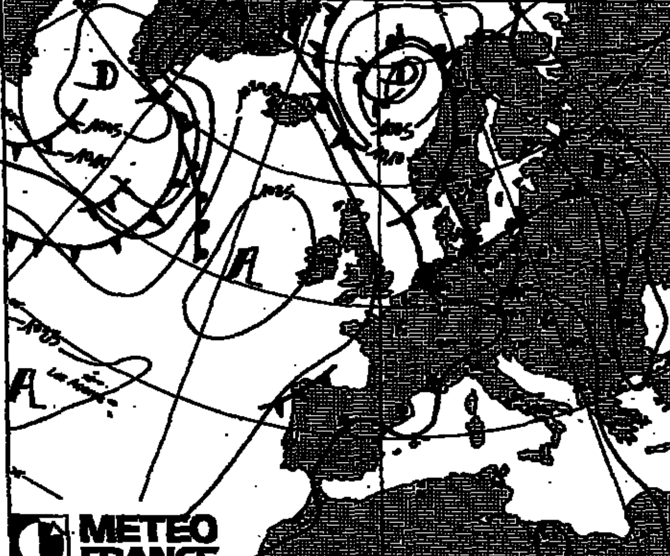
L'après-midi, on retrouve un ciel chargé près des frontières du nord et de l'est, avec encore de petites ondées. Ensuite, du Jura au Centre et à la Normandie, les passages nuageux et les éclaircies alterneront avec un risque d'ondées uniquement sur le relief. Des Charentes à l'Aquitaine, le ciel se voilera en fin de journée. Enfin, sur les autres régions, le soleil brillera largement.

Le vent d'ouest soufflera assez fort à l'est du Rhône et entre la Corse et le continent avec des rafales atteignant 70 km/h.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 11 et 16 degrés mais de 18 à 21 degrés près de la Méditerranée. Dans l'après-midi, il fera de 19 à 24 degrés sur la moitié nord, de 24 à 29 degrés sur la moitié sud et de 29 à 32 degrés sur le pourtour méditerranéen et en Corse.

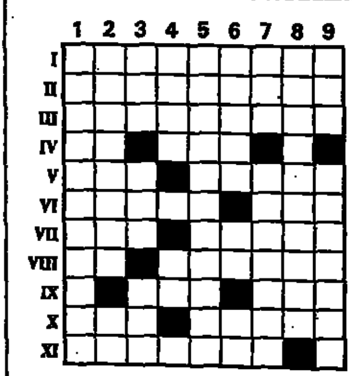
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

PRÉVISIONS POUR LE 13 AOÛT 1994 A 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6364



HORIZONTALEMENT

I. Peut être proposée à ceux qui ont horreur de la bière. – II. N'est évidemment pas le bon cheval. – III. Qu'on ne sait pas par où saisir. – IV. Souvent en première ligne. Baba, dans un conte. – V. N'est pas un bon entendeur. Affluent de la Loire. – VI. Des questions embarrassantes. Etendue désertique. – VII. Peut inquiéter celui qui a une mauvaise conduite. Fermée comme une maison. – VIII. Adverbe. Prouver qu'on a été touché. – IX. Peut marquer le coup. Lié. – X. Cap, en Espagne. Tirée de rien. – XI. Peuvent faire des hommes bien trempés.

VERTICALEMENT

1. Peuvent remplir une carrière. – 2. Prise en supplément. Coule en France. – 3. Lentilles. Sans changement. Toto, quand on parle familièrement. – 4. Peut se trouver dans le granit. Dieu. – 5. Est loin quand arrive l'automne. – 6. Avoir en main. Donné par le chef. Dans une série de sept. – 7. Pronom. Quand elles sont dures, on s'y accroche vite. – 8. La térébenthine, par exemple. – 9. Apparus. Des femmes qu'on suit.

Solution du problème n° 6363

Horizontalement

I. Crédulité. – II. Aegosome. – III. Réalisera. – IV. Literas. – V. BA. Cérite. – VI. Irisé. Nô. – VII. Nil. Stage. – VIII. Iole. En. – IX. Es. Client. – X. Ronronner. – XI. Ouïe. Se.

Verticalement

1. Carabiniers. – 2. Rée. Arioso. – 3. Egal. Ill. No. – 4. Dolics. Ecru. – 5. Usitées. Loi. – 6. Loser. Taine. – 7. Imérina. En. – 8. Tératogènes. – 9. Ase. Entre.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 11 AOÛT

TF 1

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.20 Clip : 3 000 scénarios contre un virus.
14.25 Série : Côte Ouest.
16.05 Série : Extrême limite.
16.35 Club Dorothée vacances. Harry et les Henderson ; Arnold et Willy ; Ici bébé ; Clip ; Jeux.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.45 Sport : Athlétisme. Championnats d'Europe en direct d'Helsinki : finale du 400 mètres dames.
18.55 Série : K 2000.
19.50 Alain Decaux raconte. La Libération.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.50 ▶ Téléfilm : Urgence d'aimer. De Philippe Le Guay, avec Isabelle Pasco, Anthony Delon.
22.35 Magazine : Décisions secrètes. De Jean-Louis Burgat, Dominique Bromberger et Jean-Louis Guillaud. *L'étrange voyage du général de Gaulle.*
23.40 Documentaire : Atlantides. Athabasca.
0.35 Journal et Météo.
0.45 Série : Peter Ströhm.

FRANCE 2

13.45 Série : Le Gorille.
15.05 Tiercé, en direct d'Enghien.
15.15 Série : Riptide.
16.10 Sport : Athlétisme. Championnats d'Europe à Helsinki. A 16.40, Finale du marteau messieurs ; A 17.00, Finale de la perche messieurs ; A 18.00, Remise des médailles du 3 000 mètres dames ; A 18.05, Remise des médailles du 400 mètres haies messieurs ; A 18.20, Demi-finales du 200 mètres dames ; A 18.30, Longueur dames ; A 18.40, Demi-finales du 200 mètres messieurs ; A 19.00, 800 mètres messieurs.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 Jeu : Trésors du monde. Animé par Patrick Chêne et Nathalie Simon. En Irlande, dans la région de la vallée de la Boyne au Nord de Dublin.
22.25 Cinéma : Un homme et deux femmes. ■ Film français de Valérie Stroh (1991).
23.45 Journal et Météo.
0.00 Feuilleton : Heimat.

FRANCE 3

13.30 Série : Fruits et légumes.
14.00 Documentaire animalier.
14.50 Feuilleton : La Grande Vallée.
15.40 Série : La croisière s'amuse.
16.30 Magazine : 40° à l'ombre. Présenté par Sylvain Augier, en direct de Saint-Cyr-sur-Mer (Var). Invités : Dominique Dalcan, Muriel Montossey.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Les Simpson.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.
20.50 Cinéma : Le Moustachu. □ Film français de Dominique Chaussois (1987).
22.20 Journal et Météo.
22.40 Opéra : Turandot. De Puccini, mise en scène de David Hockney, avec Eva Marton, Lucia Mazzaria, Michael Sylvester, Kevin Langan, Joseph Frank, les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de San-Francisco, dir. : Donald Runnicles. Enregistré à l'Opéra de San-Francisco en 1993.
0.45 Musique : Cadran lunaire. *Sonate nº 1 en la majeur op. 13,* de Fauré, par Maria Scheuble, violon, Dana Ciocarlie, piano (15 min).

CANAL +

13.30 Cinéma : La Course de l'innocent. ■ Film franco-italien de Carlo Carlei (1992).
15.05 Documentaire : Histoires de chats. 2. Chats maudits, chats sacrés.
15.25 Surprises.
15.35 Cinéma : Un procès à Berlin. ■ Film américain de Leo Penn (1987).
17.10 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
17.30 Surprises.
17.40 Canaille peluche. Orson et Olivia ; X-Men.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Court métrage : Zoo Cup.
18.33 Animaniacs.
18.59 La Coccinelle de Gotlib.
19.00 Magazine : Nulle part ailleurs. Best of.
19.55 Flash d'informations.
20.00 Magazine : C'est pas le 20 heures.
20.35 Cinéma : Un crime. □ Film français de Jacques Deray (1992).
21.58 Surprises.
21.55 Flash d'informations.
22.05 Surprises.
22.15 Cinéma : La Puissance de l'ange. ■ Film américain de John Avildsen (1992) (v.o.).
0.15 Sport : Golf. Première journée de l'US PGA, en direct.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Cinéma : L'Homme de... ■ Film polonais de Konrad Szolajski (1993) (rediff.).
18.40 Documentaire : Le Sculpteur sur bois. de Philippe Labrune (rediff.).
19.00 Série : Fast Forward. De Ted Emery.
19.30 Documentaire : Mon Prague. De Petr Kadlec et Daniel Brössler.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : La Stasi. Autopsie de la sécurité d'Etat est-allemande. Soirée proposée par Hans Robert Eisenhauer et Jackie Murphy.
20.41 Téléfilm : L'Autre Vie de M. Kreins. D'Andreas Dresen, avec Dietrich Körner, Reimar Johannes Bauer. *Face à face d'un espion et de son ancien « client », un écrivain hostile au régime disparu.*
21.35 ▶ Documentaire : Un peuple sous surveillance. Stasi, l'appareil démonté. De Sebastian Schubert et Bernd Skupin (v.o.).
22.30 Débat (et à 23.50, 0.45). Animé par notre collaborateur Luc Rosenzweig.
22.50 Documentaire : Le Trou dans le Mur. Histoire d'une infidélité franco-allemande, d'Ulf Kalkreuth (v.o.). *La politique étrangère de la France vis-à-vis des deux Allemagnes.*
0.10 Documentaire : Images de l'ennemi. Les films de formation des mouchards de la Stasi, de Hans Sparschuh (v.o.). *Des documents récupérés après la chute du Mur.*
0.55 Bibliographie. Présentée par Luc Rosenzweig (10 min).

M 6

13.25 Téléfilm : L'enfant bulle. De Randal Kleiser.
15.00 Musique : Plage des clips.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Un flic dans la Mafia.
18.55 Série : Classe mannequin.
19.25 Série : Cosby Show.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Roseanne.
20.30 Météo des plages.
20.35 Magazine : E = M 6 (et à 5.40). 3 000 kilomètres sans une goutte d'essence, suivi de Météo 6.
20.50 Cinéma : Meurtre au soleil. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1981).
22.50 Série : Les Contes de la crypte. Qu'est-ce-que tu mijotes ?, de Gilbert Adler ; Allez vous faire pendre, de Kevin Yagher ; Curiosité châtiée, d'Elliot Silverstein.
0.15 Six minutes première heure.
0.25 Magazine : Fréquenstar (et à 3.50). Pow Wow.

FRANCE-CULTURE

19.40 Musique : Du jazz pour tout bagage. La paresse. 4. Indolence exotique.
19.55 Carnets de voyage. L'Afrique. 4. Le voyage des Ikofars (rediff.).
20.55 Les Rencontres de Pétrarque. Peurs fin de siècle. 4. La guerre en Europe.
22.25 Lettres de Chine.
22.40 Musique : Nocturne. Avignon 94. Musiques du bassin méditerranéen. 4. La Turquie.
0.05 Du jour au lendemain. L'été des philosophes (rediff.).
0.50 Coda. Voix de la mer Méditerranée. 4. La Turquie.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 France-Musique l'été.
20.30 Concert (en direct du Festival de Pesaro) : L'Italienne à Alger, de Rossini, par le Chœur philharmonique de Varsovie, l'Orchestre du Teatro Comunale de Bologne, dir. David Robertson ; sol. : Inger Dam-Jensen, Jennifer Larmore, Svetlana Sidorova, Ildebrando D'Arcangelo, Donato Di Stefano, Bruno Pratico, Kurt Streit.
23.00 Concert (donné le 28 juillet à Lodève) : Laudario di Cortona, mystère médiéval du XIIIe siècle, Chant de l'an mille ou Prose de Montpellier, par l'Ensemble vocal de Montpellier ; Francine Jullien-Gouzes, soprano, Jean Gouzes, baryton, Michel Turiel, basse.
0.05 Tapage nocturne. Par Bruno Letort. Five to Five, de Hus ; Chalk, de Torke ; Company, de Glass.

IMAGES

Zapping

L'ARMÉE française se prépare à quitter le Rwanda la tête haute. D'ailleurs, seuls les nouveaux maîtres du pays veulent qu'elle le fasse. Les nouveaux assujettis, ceux que ce changement de pouvoir effraie, préfèrent qu'elle reste. Les organisations humanitaires craignent que son départ ne provoque un nouvel exode de population. L'ONU insiste pour qu'elle prolonge sa mission. Il y avait bien longtemps que les soldats de la République n'avaient suscité pareille affection. Ils méritent bien cet hommage quasi œcuménique. Mais les images sont versatiles. Qu'en dira-t-on, demain, si la situation empire après leur départ ? Ne les accusera-t-on pas d'avoir laissé le terrain libre au choléra, au typhus, aux représailles, à d'autres charniers ? Le débat est ouvert.

En réponse à notre besoin pressant de bonne conscience (d'autant plus impérieux qu'il se manifeste par des températures déprimantes sur des plages très encombrées), on nous dit que la relève internationale est prête. On nous précise que ce sont des soldats du Ghana qui vont prendre le relais au nom de l'ONU. On les a même filmés, ces Ghanéens déjà opérationnels : en voici quatre en train de présenter les armes au bon plaisir d'une caméra... Où sont les autres ?

Zapping du matin, chagrin.

La directrice du château de la Roche aux Carmes, elle, a déjà quitté Longwy. Elle n'est pas là pour répondre aux questions que l'administration des affaires sociales et les enquêteurs de France 2 veulent lui poser sur la gestion de son hospice. Il s'y passe apparemment des choses que la morale humanitaire a tendance à réprouver. On nous raconte qu'on y attache les pensionnaires à leurs chaises, qu'on les interdit d'ascenseur, qu'on les prive de tout contact avec l'extérieur, bref, que cette maison de retraite est une vraie prison comparée à la caserne de Folembray... Quand en aurons-nous le cœur net ? Selon une concierge anonyme, *« Madame la Directrice est partie avec son yacht sur la Côte d'Azur... »* Vivement une carte postale !

Zapping du soir, espoir.

Les clients du magasin Super U de Folleli, près de Bastia, ne quitteront jamais les lieux en cas d'incendie. Les six issues de secours y sont bloquées ou obstruées. Les représentants de la direction de cet établissement se déclarent navrés. Ils invoquent la lourdeur des investissements nécessaires et le *« manque de place »*. Ils contestent, au demeurant, l'existence d'un problème de sécurité. Un directeur très musclé prouve même qu'en forçant beaucoup sur l'une des six portes on peut l'ouvrir à moitié. Les reporteurs d'images du service public nous prennent à témoin. Ils nous démontrent que leurs interlocuteurs nous prennent pour des imbéciles. Ils les accusent publiquement de mensonges sans que cela semble émouvoir les intéressés. En vérité, cela fait des lustres que les services administratifs compétents réclament la fermeture de ce magasin, mais que tout le monde s'en moque. Où c'est, Furiani ?

Zapping de nuit, ennui.

On est retourné jouer à la pétanque avec les copains au clair de lune.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 12 AOÛT

TF 1

6.00 Série : Côté cœur (et à 4.25).
6.30 Série : Intrigues.
6.58 Météo (et à 7.10, 8.23).
7.00 Journal.
7.15 Club mini été. Cococinel.
7.20 Disney club été. La Bande à Picsou ; Les Gummi ; Invité : B. Milhau, les piqûres ; Reportage.
8.25 Télé-shopping.
8.55 Club Dorothée vacances. Les Quatre Filles du docteur March ; Ranma un demi ; Nicky Larson ; Dragon Ball Z ; Liveman ; Salut les Musclés ; Clip ; Jeux.
11.35 Jeu : Une famille en or.
11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Trafic infos, Tout compte fait et Météo des plages.
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Série : Côte Ouest.
16.05 Série : Extrême limite.
16.35 Club Dorothée vacances. Harry et les Henderson ; Arnold et Willy ; Ici bébé ; Clip ; Jeux.
18.00 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.30 Série : Hélène et les garçons.
18.55 Série : K 2000.
19.50 Alain Decaux raconte. La Libération.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo et Trafic infos.
20.45 Feuilleton : Les Cœurs brûlés. De Jean Sagols, avec Mireille Darc, Pierre Vaneck (6e épisode). *Isa est en prison... Hélène jubile.*
22.30 Série : Perry Mason. La Robe rouge.
0.00 Feuilleton : L'Ultime Secret (dernier épisode).
1.45 Journal et Météo.
1.55 Jeu : Millionnaire.
2.20 TF 1 nuit (et à 3.20, 4.20).
2.30 Concert : Deuxièmes Rencontres internationales de quatuors à cordes. *Elégies pour quatuor à cordes,* d'Hersant, par le Quatuor Ludwig ; *Quatuor à cordes nº 4,* de Malipiero, par le Quartetto di Fiesole ; *Quatuor à cordes nº 1,* de Prokofiev, par le Quatuor Manfred.
3.30 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard (6e épisode).
4.50 Musique.
5.05 Documentaire : Histoires naturelles. Au clair de la lune, nature sous influence.

FRANCE 2

5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton : Monsieur Belvédère.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilleton : Amoureusement vôtre.
8.55 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.20 Série : Happy Days.
9.50 Dessin animé : Les Enfants du Mundial.
10.15 Hanna Barbera Dingue Dong. Les Nouvelles Aventures de Scoubidou ; Capitaine Caverne ; George et Jo ; Tom et Jerry Kids ; Droopy et Dripple.
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Motus.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 3.20).
12.20 Jeu : Que le meilleur gagne.
12.55 Météo (et à 13.35).
12.59 Journal, Bourse et Point route.
13.45 INC.
13.50 Série : Le Gorille.
15.15 Série : Riptide.
16.10 Variétés : La Chance aux chansons. Les meilleurs moments de l'émission avec Enrico Macias.
17.10 Sport : Athlétisme. Championnats d'Europe à Helsinki. A 18.00, Remise des médailles du 200 mètres messieurs ; A 18.05, Remise des médailles de la perche messieurs ; A 18.15, Finale du saut en longueur dames ; A 18.20, Demi-finales du 110 mètres haies messieurs ; A 18.45, Demi-finales du 800 mètres messieurs ; A 18.50, Finale du javelot dames ; A 19.10, Finale du 400 mètres haies dames ; A 19.25, Finale du 3 000 mètres steeple messieurs.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.45 Téléfilm : Mort à la une. De Gus Trikonis, avec Bruce Greenwood, Jessica Steen. *Un journaliste enquête sur de vieilles affaires.*
22.25 Divertissement : Ainsi font, font, font. Les meilleurs moments.
23.10 Journal et Météo.
23.35 Feuilleton : Heimat.
0.30 Téléfilm : En mission secrète. De Hajo Gies, avec Gunnar Moller, Wolfram Berger.
2.00 Série : Euroflics.
2.55 Documentaire : Septième continent.
3.45 Dessin animé.
3.55 24 heures d'info.
4.15 Documentaire : Opéra sauvage.
5.05 Documentaire : Les Métiers dangereux.

FRANCE 3

6.00 Euronews.
7.00 Bonjour les petits loups. La Couronne magique ; Boumbo ; Les Histoires du père Castor ; Les Aventures de Tintin : l'île noire ; Babar.
8.25 Sport : Athlétisme. Championnats d'Europe à Helsinki. A 9.30, Javelot dames ; A 10.00, 110 mètres haies messieurs ; A 10.30, Triple saut messieurs ; A 11.00, Javelot dames.
11.10 Continentales d'été. Présenté par Nicolas Don. Série : The Twilight Zone (La Quatrième Dimension, v.o.).
11.40 La Cuisine des mousquetaires. Calamars farcis ; ragoût de seiches.
11.58 Flash d'informations.
12.03 Magazine : Estivales. A Espéraza (Aude), capitale du chapeau.
12.45 Journal.
13.00 Série : Bizarre, bizarre.
13.30 Série : Fruits et légumes.
14.00 Documentaire animalier.
14.50 Feuilleton : La Grande Vallée.
15.40 Série : La croisière s'amuse.
16.30 Magazine : 40° à l'ombre. Présenté par Sylvain Augier, en direct de Saint-Cyr-sur-Mer (Var).
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Les Simpson.
20.35 Tout le sport.
20.50 Magazine : Thalassa. Présenté par Georges Pernoud. Aileron de requin, de Jean Queyrat et Jérôme Segur. *La pêche au requin dans le détroit de la Sonde : les ailerons sont très appréciés dans la gastronomie chinoise.*
21.45 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Etats-Unis : les pompiers de New-York, de Frédéric Andrel et Philippe Bigot ; Suisse : la reine de l'alpage, d'Antoine Mora et Michel Marlon ; France : les faussaires du Louvre, de Jacques Guigal et Michel Marion (rediff.).
22.35 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Aléas. Janus dei, de Mariane Gosset ; Au-delà de cette limite, de François Edé ; Fantasmes ou fantômes, de Thierry Nolin ; Passage, de Michel Arrowns.
23.50 ▶ Documentaires : Les Cavales de la nuit. Tchang au pays du lotus bleu, de Dominique Baugull ; Souvenirs de Chine, de Philippe Goyvaertz ; Au pays des bouddhas dorés, de François Marodaux (185 min).

CANAL +

En clair jusqu'à 7.25

6.59 Pin-up (et à 7.23, 12.29, 0.49).
7.00 CBS Evening News.
7.24 La Coccinelle de Gotlib.
7.25 Canaille peluche. Crypte Show ; Albert, le cinquième mousquetaire ; Léa et Gaspard.
8.15 Surprises (et à 8.45).
8.25 Animaniacs.
9.00 Cinéma : Téhéran 1943, nid d'espions. □ Film franco-soviétique d'Alexandre Alov et Vladimir Naoumov (1980). Avec Alain Delon, Natacha Belokhvostika. *Ténébreuse aventure mise en scène en dépit du bon sens.*
10.35 Documentaire : Les Grands Crimes du 20e siècle.
11.00 Surprises.
11.15 Cinéma : Ce que femme veut. □ Film français de Gérard Jumel (1993). Avec Gérard Jumel, Karin Viard, Caroline Chaniolleau. *Des gags pesants.*

En clair jusqu'à 13.30

12.30 Flash d'informations.
12.35 Documentaire : Une valse à l'opéra. D'Udo Mauer et Thomas Schaefer. *Dans les coulisses du bal officiel de la République autrichienne.*
13.30 Cinéma : La Main sur le berceau. ■ Film américain de Curtis Hanson (1991). Avec Annabella Sciorra, Rebecca DeMornay, Mat McCoy. *Thriller psychologique parfaitement efficace.*
15.20 Documentaire : Au fil des cimes.
16.10 Surprises.
16.20 Cinéma : La Princesse et la Forêt magique. ■ Film d'animation hongrois de Jozsef Gemef (1991). *Conte un peu sucré.*
17.40 Canaille peluche. Orson et Olivia ; X-Men.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Court métrage : Zoo Cup.
18.33 Animaniacs.
18.59 La Coccinelle de Gotlib.
19.00 Magazine : Nulle part ailleurs. Best of.
19.55 Flash d'informations.
20.00 Sport : Football. Caen-Monaco. Match avancé de la 4e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.30 coup d'envoi.
22.30 Magazine : Les KO de Canal +.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Star Trek 6, terre inconnue. □ Film américain de Nicholas Meyer (1991). Avec William Shatner, Leonard Nimoy, DeForest Kelley.
0.50 Sport : Golf. 2e journée de l'US PGA.
2.10 Cinéma : Je t'aime à te tuer. □ Film américain de Lawrence Kasdan (1990). Avec Kevin Kline, Tracey Ullman (v.o.). *Kevin Kline cabotine à qui mieux mieux.*
3.40 Cinéma : The Five Heartbeats. ■ Film américain de Robert Townsend (1991). Avec Robert Townsend, Michael Wright, Leon. *Hommage aux grandes formations noires de la soul music.*
5.40 Surprises (et à 6.50).
6.00 Documentaire : De Lumière à El Cordobes.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités soviétiques et américaines de la semaine du 6 août 1944, commentées par Marc Ferro et Jerzy Kloczowski (rediff.).
17.55 Magazine : Les Cigales et la Fourmi. Sheryl Crow ; CharElie Couture ; Alain Chamfort ; IAM ; Roachford (rediff.).
18.50 Court métrage : Le Pays dévasté. De Günter Kujat (rediff.).
19.00 Série : Assaulted Nuts. De Ray Cameron, avec Elaine Hausman, Wayne Knight (v.o.).
19.30 Documentaire : Tramways du monde. 2. Melbourne, de Peter Gatter.
19.45 Documentaire : Comme des spectres dans la forêt malgache. Expédition au royaume des lémuriens, de Michael Herzog et Konrad Wothe. *A Madagascar, la faune est en danger.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ▶ Téléfilm : Bella Block. De Max Färberböck, avec Hannelore Hoger, Peter Lohmeyer.
22.25 Documentaire : Jacub. Des Carpates à la Slovaquie, de Jana Sevcikova.
23.30 Cinéma : Tasio. ■ ■ Film espagnol de Montxo Armendariz (1984). Avec Patxi Bisquert, Isidro José Solano, Garikoitz Mendigutxia (v.o., 92 min).

M 6

7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.50, 11.45).
7.05 Les Matins de Marie (et à 8.05).
9.05 M 6 boutique (et à 14.30).
9.35 Boulevard des clips (et à 10.05, 0.55, 7.00).
10.55 Série : Campus Show.
11.20 Série : Lassie.
11.40 Infoconsommation.
11.55 Série : Papa Schultz.
12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Rivale par alliance. De Jon Avnet.
15.00 Musique : Plage des clips.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Un flic dans la Mafia.
18.55 Série : Classe mannequin.
19.25 Série : Cosby Show.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Roseanne.
20.30 Météo des plages.
20.35 Magazine : Capital.
20.45 Série : Extra-large. Meurtre sur commande, d'Alessandro Capone, avec Bud Spencer, Michael Winslow. *Costello et Dumas prennent la défense d'une tribu indienne.*
22.25 Série : Mission impossible. Léona.
23.20 Série : Fantasmes. Ça vous arrive comme ça.
23.50 Magazine : Les Enquêtes de Capital (et à 6.35). Présenté par Emmanuel Chain. Le business Nike.
0.20 Six minutes première heure.
0.30 Magazine : Culture rock. La saga de David Bowie.
2.30 Rediffusions. Fréquenstar ; Nature et civilisation ; Coup de griffes (Chantal Thomass) ; Salzbourg, festival et contrepoint ; Airbus, vingt ans déjà.

FRANCE-CULTURE

19.40 Musique : Du jazz pour tout bagage. La paresse. 5. Tony Fruscella.
19.55 Carnets de voyage. L'Afrique. 5. Le roi d'Afrique et la reine mer.
20.55 Les Rencontres de Pétrarque. Peurs fin de siècle. 5. L'uniformisation du monde. Avec Dominique Lecourt, Philippe Raynaud, Jean-Christophe Ruffin et Alain-Gérard Slama.
22.25 Lettres de Chine.
22.40 Musique : Nocturne. Avignon 94. Musiques du bassin méditerranéen. 5. Le Maroc.
0.05 Du jour au lendemain. L'été des philosophes. Dans la bibliothèque de Henri Maldiney (rediff.).
0.50 Coda. Voix de la mer Méditerranée. 5. Le Maroc.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 France-Musique l'été. Concert (donné le 30 juillet à Montpellier) : Trio pour piano, violon et violoncelle en si bémol majeur, de Mozart ; Trio pour piano, violon et violoncelle en ré majeur op. 70, de Beethoven ; Trio pour piano, violon et violoncelle en ut majeur op. 87, de Brahms, par Maria Joao Pires, piano, Augustin Dumay, violon, Jian Wang, violoncelle.
22.00 Concert (donné le 18 juillet lors du Festival de Montpellier) : Concerto pour piano et orchestre nº 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski ; Symphonie nº 2 en mi mineur op. 27, de Rachmaninov, par l'Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg, dir. Yuri Temirkanov ; Mikhaïl Rudy, piano.
0.05 Jazz nuit. Par Xavier Prévost. Le Trio de Sylvain Bouf, saxophone ; le Trio de Pierre-Jean Gaucher, guitare.

Le Monde

Après la démission de Charles Scaglia (UDF-PR)

François Hérisson (RPR) est élu maire de La Seyne-sur-Mer

TOULON

de notre correspondant

François Hérisson (RPR) a été élu maire de La Seyne-sur-Mer (Var), mercredi 10 août, par 25 voix contre 10 à son adversaire, Denise Richard, également membre du RPR. Il succède à Charles Scaglia (UDF-PR), démissionnaire depuis le 29 juillet, qui n'a pas participé au scrutin. L'opposition (PCF, PS et Front national) a voté blanc ou nul pour sanctionner ce qu'elle a qualifié de *« rafistolage »*.

S'affirmant désireux de *« relever le gant pour que la deuxième ville du Var sorte de l'ornière et ne retombe pas aux mains des communistes qui l'ont gérée durant quarante ans »*, M. Hérisson s'est doté d'une équipe *« ouverte »*, composée de 6 UDF, 6 RPR et 1 divers droite. Même s'il dispose du soutien du Parti républicain et du RPR varois, il lui faudra compter avec une opposition, y compris interne, extrêmement diffuse et éclatée.

J. L.

[Né le 7 septembre 1941 à Ferryville (Tunisie), François Hérisson est un chef d'entreprise, entré en politique avec la première équipe municipale de M. Scaglia, en 1984. Alors treizième adjoint, il s'impose progressivement et conteste la gestion du maire. En 1992, devenu troisième adjoint, il se démet de ses fonctions, avec huit autres élus du RPR, pour protester contre la politique menée par M. Scaglia.]

Le peintre Mentor porte plainte afin de récupérer ses œuvres

Le peintre français d'origine espagnole Mentor Blasco-Martel, dit Mentor, a déposé plainte, lundi 8 août auprès du tribunal de Toulon, afin de récupérer plusieurs centaines de ses œuvres qui, selon lui, ont été *« frauduleusement captées par son entourage »*.

Selon Mᵉ Michel Moatti, avocat de l'artiste, il s'agit d'une plainte contre *« personne dénommée et toutes autres »*, pour *« escroquerie, recel d'escroquerie, faux en écriture publique et faux et usage de faux en écriture privée »*. L'ouverture d'une information judiciaire devrait permettre de déterminer les responsabilités dans cette affaire, à commencer par celles de Charles Scaglia, le maire démissionnaire de La Seyne-sur-Mer, et de son ancien directeur de cabinet, Yvan-Paul Valenti.

L'affaire Mentor, jusqu'alors confinée au Var, a été relancée ces jours derniers de façon spectaculaire par le rapport qu'Antoine Gaudino, aujourd'hui directeur d'un cabinet d'enquête privée, a remis fin juillet au maire de La Seyne-sur-Mer (*le Monde* du 5 août). Dans ce document, l'ancien inspecteur de police détaille les *« manœuvres frauduleuses »* qui auraient permis à M. Valenti, usant de sa position privilégiée à la mairie, de la confiance du couple Mentor et de la complicité de certains membres de l'Association pour la Fondation Mentor, de détourner cette entreprise d'intérêt général au service de ses intérêts particuliers.

Après avoir fait acquérir et rénover aux frais de la municipalité (53 millions de francs) une villa devant abriter la fondation et après s'être fait attribuer par le conseil d'administration un poste de directeur général assorti d'un salaire de 58 000 francs mensuels, de divers avantages et d'une indemnité de 3 millions de francs en cas de départ, *« pour quelque cause que ce soit »*, M. Valenti aurait, par un acte ultérieur et frauduleux, transformé le nom et l'objet de l'association et, ce faisant, mis la main sur l'œuvre de Mentor.

D'après le rapport Gaudino, l'artiste résume ainsi la situation : *« Selon l'acte signé le 23 février* [1991], *M. Valenti est devenu, par surprise et à titre personnel, conservateur à vie de mes œuvres, avec la possibilité de s'approprier tous les droits s'y rapportant »*. Au total, le peintre a fait don à l'Association fondée par M. Valenti, avec l'appui de M. Scaglia, de quelque de 400 toiles, sculptures et dessins.

Dans son rapport, Antoine Gaudino parle de *« faux manifestes »* et du *« caractère mensonger »* de certains actes notariés. *« Pour satisfaire son objectif, en l'occurence la captation des œuvres de M. Mentor dont le montant serait évalué à 40 millions de francs, M. Valenti n'a pas hésité à recourir à la manipulation en utilisant notamment la présence et l'autorité de M. le maire de La Seyne-sur-Mer, celle d'un magistrat et d'un notaire »*, écrit l'ancien policier.

M. Valenti ne s'est pas manifesté depuis la publication de ces rapports. En attendant le verdict de la justice, il reste conservateur à vie de toute l'œuvre de Mentor, et directeur de la villa Tamaris qui abrite le musée où elle se trouve exposée.

R.-P. P.

Mort du psychanalyste Serge Leclaire

Un lacanien indépendant

Le psychanalyste Serge Leclaire est mort lundi 8 août à Argentière (Haute-Savoie) des suites d'une hémorragie cérébrale. Il était âgé de soixante-dix ans.

« Etre psychanalyste ? C'est, dans la trompeuse permanence du fauteuil, à tout instant, le devenir à nouveau. » Cette phrase de Serge Leclaire, qui conclut le premier chapitre de son livre *Démasquer le réel* (Seuil, 1971), pourrait définir la position à la fois pratique, théorique et éthique d'un psychanalyste qui, tout au long de sa carrière, opposa aux tentations doctrinaires un esprit d'indépendance et de réelle écoute.

Disciple de la première heure de Jacques Lacan, dont il fut le patient au début des années 50, Serge Leclaire ne fit pas de sa fidélité une allégeance révérencieuse et muette. A l'inverse des tentatives de Lacan pour formaliser l'inconscient, il affirmait par exemple que la place de l'analyste est irréductible au champ logique ou linguistique. Homme d'institution, il sut, notamment lors des derniers épisodes de l'aventure lacanienne, interroger et critiquer ce qui lui semblait relever de cette *« trompeuse permanence »* ou déroger à l'idée qu'il se faisait de la psychanalyse. Souvent contestées – et parfois sans doute contestables –, ses prises de position manifestèrent la volonté de promouvoir cette idée et de défendre la psychanalyse contre les dérives et les raidissements qui la menacent

Né le 6 juillet 1924 à Strasbourg dans une famille juive alsacienne – son père, Henri Liebschutz, adoptera le patronyme de Leclaire pendant l'Occupation et le fera légaliser après la guerre (1) –, Serge Leclaire, après ses études médicales à Paris, se spécialise en psychiatrie et rencontre Françoise Dolto qui lui présente Lacan.

De la première scission au sein du mouvement psychanalytique français et de la création, en 1953, de la Société française de psychanalyse (SFP), à la fondation de l'École freudienne de Paris (EFP) en juin 1964, puis à sa dissolution retentissante par Lacan en 1980, Serge Leclaire joua un rôle de premier plan. D'abord secrétaire, en 1958, puis président (1963) de la SFP, c'est lui, avec François Perrier et Wladimir Granoff, qui mena les très subtiles négociations (1959-1963) auprès de l'instance international (IPA) afin d'obtenir de celle-ci la reconnaissance officielle dont Lacan, à cette époque, avait besoin. Mais l'opposition, à la personne autant qu'à la théorie, de celui qui faisait figure de dangereux hérétique, est violente et les pourparlers aboutissent à un échec. Cela n'empêchera pas Leclaire d'être membre, mais à titre personnel, de l'IPA, de 1961 à 1965.

Querelles d'héritages

Serge Leclaire ne s'en tint pas à ce rôle de diplomate rompu à tous les raffinements des appareils. Il fut aussi un homme public qui ne répugnait pas à quitter les conforts de la neutralité analytique. Ainsi lorsqu'il fonde, dans la foulée de mai 68, le département de psychanalyse de Paris-VIII dont-il sera contraint de s'éloigner au profit de lacaniens de stricte obédience, ou quand il prend fait et cause, au milieu des années 70, pour les mouvements féministes aux côtés notamment d'Antoinette Fouque et du groupe Psychananalyse et politique. A la suite de Françoise Dolto, Serge Leclaire contribua également à faire descendre la psychanalyse de sa tour d'ivoire, d'argent et de secret. « Descendre », dans tous les sens du terme... En 1983, sa participation à l'émission de Pascale Breugnot sur Antenne 2 *Psy-Show*, digne ancêtre de toutes les dérives actuelles, souleva de justes réticences.

Les querelles autour de la dissolution de l'École freudienne et de l'héritage intellectuel de Jacques Lacan – qui meurt le 9 septembre 1981 – donnèrent à Leclaire une nouvelle occasion d'affirmer son indépendance. Dans un livre au titre significatif – *Rompre les charmes* (Interédition, 1981) –, il dénonce les abus de pouvoir et les appropriations du discours dans le milieu psychanalytique et feint de s'étonner qu'une pratique visant à ruiner les fondements de tout pouvoir et à en dénoncer les leurres puisse aboutir à de tels abus.

Dernier épisode : en décembre 1989, avec quatre autres analystes, il lance le projet de création d'une « instance ordinale des psychanalystes» ; sur le modèle des ordres de médecins ou d'architectes, les psychanalystes recevraient de l'État délégation pour inscrire leur discipline dans un cadre légal et social. Cette proposition est très mal accueillie et on accuse Leclaire et ses amis de vouloir lancer une OPA sur le mouvement psychanalytique français. En 1991, un livre collectif publié sous sa direction, *État des lieux de la psychanalyse* (Albin-Michel), dresse le bilan de l'éclatement du mouvement et de l'extrême atomisation des groupes.

Mais parallèlement à cette intense activité publique et institutionnelle, Serge Leclaire fut un clinicien reconnu comme l'un des meilleurs de sa génération. La pratique, le sensible, plus que la théorie, le sollicitaient. De *Psychanalyser* (Seuil, 1968) au *Pays de l'autre* (Seuil, 1991), il fit de l'étude de cas et de la réflexion sur le réel et l'imaginaire un exercice libre de toutes contraintes doctrinales. De plus, à la différence de nombre de ses pairs lacaniens, il écrivait dans une langue constamment surveillée et accessible. Son livre sur l'enfance et la pulsion de mort, *On tue un enfant* (Seuil, 1975), demeurera sans doute un classique de la littérature psychanalytique.

PATRICK KÉCHICHIAN

(1) Voir l'*Histoire de la psychanalyse en France*, Tome 2, d'Elisabeth Roudinesco (Seuil, 1986).

Cinq mille hectares ravagés par des incendies en Corse-du-Sud

AJACCIO

de notre correspondant

Une fois de plus, et comme chaque année depuis cinq ou six millénaires – ce sont les bergers du néolithique qui ont introduit les pratiques de l'écobuage –, la Corse est confrontée au problème des incendies. Les feux éclatent généralement les jours de vent ou lorsque la température est caniculaire. Les conditions sont alors réunies pour que les flammes puissent dévorer un couvert végétal particulièrement dense et permettre ainsi de dégager des terrains de parcours pour bétail. Mais, l'art du contre-feu ayant disparu avec la société rurale, la pratique est devenue un véritable fléau

Mardi 9 août, plusieurs régions de la Corse-du-Sud ont été particulièrement touchées, à Bonifacio, dans les vallées du Sartenais (Rizzanese, Taravo) et au nord d'Ajaccio. Jeudi 11 août, on évaluait à 5 000 hectares les surfaces incendiées, dont près de la moitié dans la seule vallée du Rizzanese, déjà durement éprouvée par des inondations en novembre 1993. Entre Bonifacio et Porto-Vecchio, plusieurs campings, soit environ 2 000 personnes, ont été évacués et leurs occupants relogés dans les anciennes casernes de la légion. Une estivante a été assez grièvement brûlée.

Pour combattre le fléau, d'importants moyens ont été mis en œuvre : 4 Canadair, 1 Hercules, 2 trackers, 1 Fokker et 2 hélicoptères Puma, soit les deux tiers de la flotte aérienne de la Sécurité civile nationale. 700 pompiers et militaires, auxquels devaient se joindre jeudi matin 120 hommes de l'USC de Lunel (Hérault), sont également, sur place avec plusieurs centaines de volontaires. Les prévisions sont pessimistes car le vent redouble de violence.

PAUL SILVANI

L'avenir de la FNAC

Les négociations se compliquent entre la Générale des eaux et le groupe Pinault

François Pinault, le propriétaire du groupe Pinault-Printemps, n'est pas au bout de ses peines. L'accord conclu le 12 juillet dernier par son holding patrimonial Artémis (*le Monde* des 13 et 19 juillet) pour acquérir 64,6 % de la FNAC va rester suspendu au bon vouloir de la Générale des eaux pour une semaine encore. Le groupe de Guy Dejouany, actionnaire à 34,4 % de la FNAC, a en effet décidé, *« en accord avec les différentes parties prenantes »*, de se donner un délai de réflexion supplémentaire avant d'autoriser ou non le Crédit lyonnais, propriétaire de 64,6 % de la FNAC via Altus Finance, à céder ou non cette participation à Artémis. En effet, la compagnie de distribution d'eau dispose d'un droit de préemption sur ces titres qui lui donne la possibilité de refuser son aval à l'opération.

Derrière ce report, officiellement de convenance mutuelle, se cachent des discussions extrêmement serrées, un véritable bras de fer entre le groupe de Guy Dejouany et celui de François Pinault. La Générale des eaux n'aurait donné qu'une assurance : elle ne compte pas vendre sa propre participation. *« La Générale des eaux est entrée dans la FNAC avec une double approche »*, explique un proche du dossier. *« Elle entendait d'une part profiter de synergies éventuelles avec ses activités dans la communication. Elle souhaitait surtout valoriser cette participation de façon substantielle à moyen terme. »* Le prix retenu pour la transaction (3 065 francs l'action, soit une valeur globale de 3 milliards) n'offre pas, à ses yeux, une *« rentabilité correcte »*. *« En cas de revente de la participation dans la FNAC, l'opération serait quasiment blanche »*, explique-t-on dans l'entourage de Guy Dejouany. La Générale semble exclure également tout désengagement au profit d'un autre intervenant. Havas tout comme Hachette, potentiellement intéressés, se seraient ravisés, par crainte de conflits avec les autres éditeurs, que distribue naturellement la FNAC.

Dès lors, l'essentiel des négociations porterait sur les conditions de son maintien. La Générale des eaux a exposé des exigences précises visant à définir *« un partenariat viable durant une période minimale de trois ans »* avec le groupe Pinault dans le capital de la FNAC. Elle réclamerait une vraie représentation au conseil d'administration du distributeur et surtout revendiquerait d'être associée à la gestion et de disposer d'un droit de regard sur *« certains cas concrets stratégiques »*, comme l'implantation des magasins.

Droit de préemption

Pour obtenir un accord jugé satisfaisant, la compagnie de la rue d'Anjou brandit l'arme de son droit de préemption, qui lui donne la possibilité de casser l'accord de vente conclu entre Artémis et le Crédit lyonnais, en se portant acquéreur des 64,6 % du capital. Cette option, fait-elle savoir, *« lui permettrait de préserver son investissement »*. En cas de prise de contrôle puis de revente de la FNAC, la Générale des eaux est certes tenue de verser 50 % de la plus-value dégagée au Crédit lyonnais. Cette clause devient toutefois caduque au bout de deux ans.

Méfiant, et pour jouer à fond la guerre psychologique, Guy Dejouany a imposé de lui-même le report d'une semaine, arguant du fait que certains documents essentiels lui avaient été transmis avec retard par le Crédit lyonnais. La prochaine échéance est fixée au 17 août.

CAROLINE MONNOT

Mort d'Ida Chagall. – La fille du peintre Marc Chagall est morte le 1ᵉʳ août au Castellet, dans le Var. Elle était agée de 78 ans. Fille de la première épouse de l'artiste, Bella Rosenfeld, elle a assuré la diffusion et la connaissance de l'œuvre de son père. La majeure partie des archives Chagall restait en sa possession ainsi qu'un grand nombre d'œuvres importantes. Elle avait donné à plusieurs reprises au MNAM des toiles de son père.

SANG CONTAMINÉ : Pierre Drai en appelle au principe de la chose jugée. – Interrogé sur les nouvelles poursuites engagées à l'encontre des docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain dans l'affaire du sang contaminé, le premier président de la Cour de cassation, Pierre Drai, a rappelé, mercredi 10 août sur France 3, le principe de l'autorité de la chose jugée. La règle selon laquelle une personne ne peut pas être condamnée deux fois pour les mêmes faits doit être respectée, a précisé M. Drai, tout en se refusant à prendre parti dans la controverse qui se déroule actuellement dans cette affaire.

FOOTBALL : le Paris-Saint-Germain vainqueur des Hongrois de Vac en Ligue des champions. – En tour préliminaire aller de la Ligue européenne des champions, Paris-Saint-Germain a battu (3-0) les Hongrois du FC Vac, mercredi 10 août au Parc des Princes. Les buts ont été marqués par Ricardo (30ᵉ), Weah (48ᵉ) et Roche (83ᵉ). Le match retour aura lieu à Budapest le 24 août.

ÉCHECS : Etienne Bacrot deuxième du championnat du monde des moins de douze ans. – Etienne Bacrot a terminé deuxième du championnat du monde d'échecs des moins de douze ans, disputé à Szeged (Hongrie), derrière l'Arménien Aronian. Bacrot, ancien champion du monde et d'Europe des moins de dix ans, était seul en tête à deux rondes de la fin, mais une défaite, dans une position supérieure, contre Aronian lors de la huitième et avant-dernière ronde, l'a relégué à la deuxième place de l'épreuve.

Devant le tribunal de commerce

M. Tapie obtient gain de cause contre le Crédit lyonnais

Bernard Tapie n'aura pas à verser les trente millions de francs que lui réclamait la SDBO, filiale du Crédit Lyonnais, qui l'avait assigné en référé, le 26 juillet, devant le tribunal de commerce de Paris, pour récupérer de l'argent prêté à l'Olympique de Marseille en 1993. Le tribunal a estimé, jeudi 11 août, qu'il n'y avait *« pas lieu à référé»* autrement dit à déclencher une procédure d'urgence pour le recouvrement des fonds. La SDBO avait consenti deux crédits-relais à l'OM, fin 1993, en attendant que le club perçoive le montant du transfert de deux de ses joueurs en Italie. En échange, la banque demandait la caution personnelle de M. Tapie et des délégations de créance des clubs italiens. M. Tapie n'ayant pas fourni ces pièces, la banque avait demandé au tribunal de dire que la somme était immédiatement exigible. Mais les avocats de M. Tapie ayant finalement fourni, le 5 août, les délégations de créance signées des clubs italiens, le tribunal a estimé *« qu'il n'existe apparemment plus ni urgence, ni risque de dommage imminent et irréversible »*.

La croissance économique française a été forte au premier trimestre

Le PIB (produit intérieur brut) de la France a augmenté de 0,7 % au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre 1993. Ce bond assez fort qui correspond à un rythme annuel de 2,8 % fait suite à une totale stabilité du PIB à la fin de l'année dernière. Il s'explique presque complètement par l'arrêt du déstockage des entreprises. La consommation des ménages quant à elle stagne, les investissements diminuent (de 0,2 %) de même que les exportations (_ 0,1 %). En revanche les importations augmentent très sensiblement (2,9 %).

La télématique du *Monde* :
36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-56

Le numéro du « Monde » daté jeudi 11 août 1994 a été tiré à 419.048 exemplaires